



Le pays de Monthey aux XVI^e et XVII^e siècles

Par manière d'introduction

Tous ceux qui se sont penchés sur l'histoire du Valais au XVII^e siècle, savent quelle source précieuse et quasiment intarissable jaillit dans la *Chronique* de Bérody.

Son auteur appartenait à une famille distinguée de St-Maurice¹ qui, depuis le XV^e siècle, n'avait pas cessé de fournir notaires, magistrats et prêtres. De ces gens de robe, Gaspard Bérody tenait ce goût des choses de l'esprit qui allait en faire dans sa petite cité un érudit et un chef de file. Suivant la tradition familiale, il se destina d'abord au notariat, puis fut appelé en juillet 1610 — il n'avait pas encore trente ans — à diriger le Collège de sa ville natale. Quand il eut épousé, trois ans après (février 1613), Annilie Odet, d'une des premières familles de la cité, Gaspard Bérody parut avoir scellé son destin ; mais la mort prématurée de sa femme (19 septembre 1625), après douze ans d'union heureuse, le plaça devant une nouvelle option. Se décidant alors à entrer dans les Ordres — peut-être y avait-il déjà songé, car sa décision fut promptement² —, il compléta sa formation d'humaniste par une étude ra-

¹ *Armorial valaisan*, 1946, p. 28.

² De plus, deux de ses frères l'avaient précédé dans les Ordres : Claude, emporté par la peste en novembre 1616, et Guillaume, alors curé de St-Sigismond à St-Maurice et doyen du décanat occidental.

pide de la théologie (celle-ci ne lui était sans doute, auparavant déjà, pas demeurée étrangère) et le 18 mai 1626, il partit pour Rome. C'est là qu'il reçut, le dimanche 25 octobre suivant, l'ordination sacerdotale des mains de Mgr Antoine Provana³, archevêque de Durazzo.

Rentré à St-Maurice vers la fin de l'année, il prit l'habit des chanoines de l'Abbaye le 24 janvier 1627. Son noviciat terminé, il fut nommé recteur de l'Hospice St-Jacques (22 juillet 1628)⁴ en cette ville. Il occupera ce poste durant douze ans, nous apprend-il lui-même⁵. Puis, le 10 septembre 1641, Pierre Piamont, lieutenant épiscopal et banneret de Martigny, demande à l'évêque de Sion, Adrien III de Riedmatten, de donner le chanoine Bérody pour prieur à la grande paroisse de Martigny, où l'appellent les vœux de la Bourgeoisie et de toute la population ; le prélat acquiesce de bonne grâce, poussant même la bienveillance jusqu'à en écrire au prévôt du St-Bernard, Roland Viot, à qui appartient en droit le choix du pasteur de cette paroisse⁶. Un mois plus tard, le lundi 21 octobre, le Chapitre de St-Maurice élisait prieur⁷ Gaspard Bérody. Il remplira cette charge jusqu'à sa mort, qui surviendra le 2 février 1646⁸.

Ce rapide *curriculum vitae* serait par trop incomplet si l'on ne rappelait l'attachement que portait Bérody à son pays et à son Abbaye, et l'ardeur qu'il mettait à étudier leur passé, à conserver leurs traditions, à consigner leurs faits journaliers. L'ancien tabellion était devenu notaire apostolique et chancelier abbatial ; il se fit historiographe, chroniqueur, dramaturge. La tournure de son esprit, sa formation intellectuelle, son zèle pédagogique, sa parenté qui se ramifiait à travers tout le Valais et jusqu'en Rhétie, voilà autant de moyens qu'il avait d'observer, d'apprendre, d'écrire enfin avec le souci de la précision. L'étendue et la promptitude de son information nous étonnent : il note la mort, avec leurs circonstances, de saint François de Sales ou du cardinal Frédéric Borro-

³ Mgr Antoine Provana fut archevêque de Durazzo de 1625 à 1631, puis de Turin où il mourut en 1640. Cf. Gams : *Series Episcoporum Ecclesiae Catholicae*, Ratisbonne, 1873, pp. 407 et 824.

⁴ En remplacement du chanoine Pierre Rey, mort le 25 mai.

⁵ Il fut remplacé comme « hospitalier » par Pierre Delachat, le 10 juillet 1640.

⁶ La paroisse de Martigny avait perdu son prieur, Jean-Louis Lyabel, chanoine du St-Bernard, en août précédent ; alors qu'il revenait d'Aoste où il s'était rendu auprès du prévôt, le chanoine Lyabel avait fait une chute de cheval qui avait provoqué une fracture du crâne.

⁷ Comme successeur du chanoine Henri de Macognin de la Pierre.

⁸ Sur Bérody, voir Pierre Bourban : *Gaspard Bérody et sa Chronique*, mémoire lu à la réunion générale de la Société Helvétique de St-Maurice en 1887, publié dans la *Revue de la Suisse catholique*, Fribourg, 1889-1892, et en volume 1894. Sauf avis contraire, nos références se rapporteront à cette édition que nous citerons sous le sigle B.

mée ; il suit les péripéties de la guerre de Trente-Ans, les marches et contre-marches de Gustave-Adolphe, le « roi d'or » des Suédois, ou de Tilly, capitaine des Habsbourg, la campagne du roi de Pologne Ladislas IV Vasa contre la Russie ; il n'ignore pas davantage les événements de la Cour de Vienne, la révolte du Portugal contre l'Espagne, les conflits qui opposent en Lorraine les armées royales à l'indépendance ducale... Mais c'est surtout le Valais qui retient son attention.

Le mois même où il devient recteur du Collège agaunois, en juillet 1610, Bérody entreprend une *Chronique* qu'il poursuivra jusqu'à la fin de l'année 1642. Sa charge de prieur, avec les réformes qu'elle devait promouvoir, l'absorbera sans doute trop pour continuer plus avant ; il avait d'ailleurs atteint la soixantaine, et peut-être déjà sa santé lui causait-elle de l'embarras : il ne devait plus vivre, en effet, que trois ans et un mois... Cette *Chronique*, rédigée en latin, comme il convenait alors à un humaniste, n'était au début faite que de brèves notations⁹ (les premières années ne dépassent pas une page de l'édition imprimée), mais elle s'accrut avec le temps et finit par former un journal assez copieux : l'année 1642, la dernière, s'étend sur dix pages...

Le chanoine Bourban, qui a eu le mérite d'éditer cette *Chronique* à la fin du siècle dernier, s'est limité à en reproduire le texte, et l'on peut regretter l'absence d'un répertoire qui en rendrait la consultation plus aisée et plus sûre. Une nouvelle édition de cette œuvre, avec les annotations et les commentaires désirables, permettrait de saisir sur le vif la vie d'une petite ville valaisanne durant la première moitié du XVII^e siècle.

Les observations de Bérody embrassent surtout St-Maurice. On peut cependant y relever des mentions concernant d'autres localités, mais si nous cherchions à en extraire en quelque sorte une chronique complète de Monthey, notre attente serait déçue. Bien que les deux villes soient voisines — et qu'au voisinage s'ajoute une bonne entente séculaire —, les mentions montheyssannes de Bérody n'abondent pas autant qu'on l'eût souhaité ici. La première date, sauf erreur, du printemps 1617, alors que depuis sept ans déjà le chroniqueur tient la plume. Elles se rencontrent plus souvent les années suivantes, mais ne peuvent former un disert journal de Monthey. Bérody nous livre néanmoins des miettes d'histoire locale qu'il nous paraît intéressant de recueillir. Aussi, avec sa *Chronique* pour guide ou pour prétexte, essaierons-nous de reconstituer les cadres et le « climat » du « Gouvernement » de Monthey aux XVI^e et XVII^e siècles, en laissant toutefois à des recherches ultérieures le soin de compléter ce que ces notes auront de fragmentaire et d'inachevé...

⁹ Il y a aussi des lacunes, dues peut-être à la maladie, ou à la perte d'un folio comme c'est le cas entre novembre 1616 et le printemps 1617. Voir plus loin, note 303.

CONGÉ A LA SAVOIE

Ville offerte ou ville conquise ?

Lorsque les Valaisans occupèrent Monthey en février 1536, ils ne faisaient que reprendre un chemin déjà parcouru par les leurs en 1476 et 1506¹⁰. L'acquisition de ce bourg et de sa région fut moins, d'ailleurs, le fruit d'une campagne militaire comme les équipées antérieures, que le fruit d'étranges conjonctures où, devant la carence des troupes duciales de Charles III de Savoie et l'avance foudroyante des forces bernoises, les populations proches du Valais et de Fribourg préféraient se donner, provisoirement du moins, à ces deux Etats qui leur garantissaient le maintien de leur foi religieuse¹¹.

C'est ce qu'affirmera solennellement dans l'acte de dédition le Conseil général du Valais tenu le 25 février 1536, à St-Maurice, sur le Pré de l'Abbaye, derrière le monastère. Dans cet acte¹², les Valaisans insistent pour dire que « la guerre ayant fortuitement éclaté » entre Berne et la Savoie, les habitants du Chablais oriental « ont spontanément et sans sollicitation de notre part », demandé par des lettres et des délégués « d'être admis sous notre domination » ; plus loin, ils reviennent encore sur cet argument qui doit justifier l'occupation en affirmant que les habitants « ont très humblement imploré d'être reçus sous notre protection »...

Ces affirmations répétées, destinées à mettre en valeur la générosité des protecteurs, ne sauraient effacer d'autres textes qui nous montrent chez eux un zèle passablement intéressé... Dix ans

¹⁰ Cf. Boccard : *Histoire du Vallais*, Genève, 1844, pp. 127-128 et 145 ; D. Imesch : *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500* (= *W. Abschiede*), t. I, Fribourg, 1916, pp. 90 sq.

¹¹ Cf. Charles Gilliard : *La Conquête du Pays de Vaud par les Bernois*, Lausanne, 1935 ; quant aux acquisitions fribourgeoises, voir divers articles de J. Niquille dans *La Liberté* de Fribourg, 17, 24 et 29 février 1936, 13 janvier 1937.

¹² L'original, sur parchemin, muni du sceau d'Adrien I^{er} de Riedmatten, est conservé aux Archives cantonales du Valais, carton 3, cote 41/25. Il a été édité en son texte latin par Dionys Imesch : *Die Erwerbung von Evian und Monthey 1536*, dans *Blätter aus der Walliser-Geschichte* (= BWG), t. II, pp. 25-34. P.-A. Grenat : *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 8-12, en note, en a publié une traduction française.

auparavant déjà, craignant que le conflit ouvert entre Berne, Genève et la Savoie, ne s'étendit jusqu'à leurs confins, les Valaisans avaient fixé leurs intentions, le vendredi 23 février 1526, dans une note destinée à leurs mandataires auprès des Bernois : « Nous aimerions bien éviter toute hostilité dans la région qui s'étend de Monthey au lac, lit-on dans cette note, parce que nous faisons du commerce avec cette partie du pays... » Une rumeur ayant prétendu que le mercredi suivant 5000 hommes seraient concentrés à Monthey et 3000 à Villeneuve, les Valaisans mettent garnison au château de St-Maurice et lèvent 3000 soldats : « Si cela est nécessaire, écrivent-ils au bailli bernois d'Aigle, nous viendrons en hâte, au nom de Dieu, et nous n'en aurons pas longtemps avec l'ennemi, car, par la grâce du Tout-Puissant, la troupe est pleine d'entrain pour marcher à lui¹³. »

Dix ans s'écoulent, années de trêve, et surtout d'attente... Une nouvelle querelle opposant la République de l'Aar à la Couronne de Savoie, l'évêque de Sion, Adrien I^{er} de Riedmatten, a convoqué à Sion, les 26 et 27 janvier, une diète qui prend des précautions militaires « afin d'être prêt à tout instant, en cas de besoin »¹⁴. Dans une lettre du 27, le prélat, qui est prince aussi, communique ces décisions au gouverneur de St-Maurice, Gilg Imahorn¹⁵, et lui ordonne de tenir constamment des agents en aval pour explorer ce qui s'y passe¹⁶. Le 31 janvier, Adrien I^{er} renouvelle ses instructions au gouverneur : vigilance et informations ! L'avance des Bernois, qui ne se heurtent nulle part à une résistance sérieuse des Ducaux, n'est pas sans inquiéter le Valais ; aussi faut-il devancer l'envahisseur avant qu'il ne remonte la rive méridionale du lac Léman. Il serait donc bon, écrit l'évêque, de vous entendre avec ceux de Monthey, si ceux-ci voulaient vous donner la main ; dans ce but, Imahorn fera bien de prendre langue avec l'abbé de St-Maurice ou avec son frère. L'affaire est délicate, et toute la tractation proposée doit être tenue absolument secrète : avec les Montheysans, Imahorn est invité à nouer des rapports en grand secret : *secreta intelligentia* ; le mot « secret » revient trois fois sous la plume

¹³ Henri Naef : *Fribourg au secours de Genève, 1525-1526*, Fribourg, 1927, pp. 249-252.

¹⁴ Imesch, BWG, t. II, p. 3.

¹⁵ D'Ulrichen, major de Conches 1512 et 1528, capitaine en Italie 1515, partisan de Schiner, il se réfugie à Lucerne 1517, participe au bannissement de Supersaxo 1529, conduit des troupes valaisannes au secours des Cinq Cantons Catholiques 1529 et 1531, est élu grand-bailli 1531, puis gouverneur de St-Maurice élu 1535, en fonction 1536-1537, † 1542. Roten pense que c'est lui qui fit don à l'église d'Obergesteln d'une statue de saint Maurice qui date de cette époque : ce pourrait être une sorte d'ex-voto en souvenir de son « gouvernement » en Agaune. H.-A. v. Roten : *Die Landeshauptmänner von Wallis*, BWG, t. X, pp. 264-269 ; la date de 1548 indiquée pour sa mort par Imesch, DHBS, t. IV, p. 203, suivi par l'*Armorial*, p. 128, est à corriger, Roten ayant découvert la date exacte dans des documents inédits.

¹⁶ Texte dans Imesch, o. c., pp. 20-21.

épiscopale, car le prélat ne veut de contacts qu'avec des personnes capables de garder des confidences, sous le sceau du serment, sans en rien révéler¹⁷...

Barthélemy IV Sostionis occupait alors le siège abbatial, en dépit du fait que Rome lui refusait ses bulles (elle les lui refusera jusqu'à la mort du cardinal milanais Augustin Trivulzio, qui prétendait à cette prélature). Sostionis unissait la piété à l'érudition¹⁸. « L'activité et le talent de l'homme que le Chapitre [abbatial] avait su placer à sa tête, a écrit d'autre part Ed. Aubert¹⁹, détournèrent les périls et surmontèrent bien des obstacles. Ce fut principalement dans les luttes religieuses qui désolaient la Suisse à cette époque, que l'abbé Barthélemy déploya son infatigable énergie. » Dans ces circonstances difficiles, continue Aubert, Barthélemy IV manifesta « toutes les grandes qualités dont il était doué ; il lutta contre les doctrines de la religion prétendue réformée avec un courage surhumain, et contribua puissamment à empêcher l'hérésie de pénétrer dans le Valais ». Son frère Maurice était alors premier-syndic de St-Maurice et deviendra par la suite capitaine général de cette bannière, tandis que l'évêque Jean Jordan en fera son châtelain à Massongex²⁰. Les Sostionis occupaient par leur rang, leur rayonnement, leurs fonctions, non moins que par leurs droits vidoiaux à Vouvry, une position-clé dans cette région²¹. Si la lettre du 31 janvier 1536 prouve en quelle estime l'évêque Adrien I^{er} tenait l'abbé Barthélemy, la présence de celui-ci au mariage d'une petite-nièce de l'évêque, béni par le pontife lui-même, en son château de la Majorie, à Sion, le 7 mars 1542, montre que des relations cordiales existaient entre Riedmatten et Sostionis²². Ce sont là des indices qui compensent un peu l'absence de renseignements plus précis²³.

D'autre part, les Valaisans s'ouvrirent directement aux Bernois, non des appréhensions que ceux-ci leur causaient, mais de leur

¹⁷ Imesch, avec texte original, o. c., pp. 6, 21-22. Cf. Grenat, o. c., p. 7.

¹⁸ Cf. H.-A. v. Roten, trad. L. de Riedmatten : *Adrien I^{er} de Riedmatten, Prince-Evêque de Sion (1529-1548)*, dans *Annales valaisannes*, 1948, p. 473 ; *Armorial*, pp. 248 (Sostionis) et 273 (Trivulzio). — Boccard, dans son *Hist. de la Légion thébéenne et Abbaye de St-Maurice d'Agaune* (ms. aux Archives de l'Abbaye, t. I, 1832, p. 109) rapporte l'éloge que fit de Barthélemy IV l'un de ses successeurs, Jean-Jodoc Quartéry († 1669) dans sa *Nomenclatura Abbatum* : « *vir miræ devotionis et magnæ eruditionis* ».

¹⁹ Ed. Aubert : *Trésor de l'Abbaye de St-Maurice d'Agaune*, Paris, 1872, pp. 80-82.

²⁰ Sa fille Antoinette épousa Jean-Didier Paërnat — cité plus loin — et donna à l'un de ses fils le prénom de Barthélemy en souvenir de son son oncle Abbé. On dit que ce Barthélemy Paërnat mourut en 1636 dans sa 108^e année !...

²¹ *Armorial*, p. 248.

²² Roten et Riedmatten, o. c., p. 486.

²³ Imesch, o. c., p. 6.

« envie de prendre ce qui était à leur convenance » de Monthey au lac ²⁴...

A première vue, cette diplomatie peut paraître incohérente et tortueuse : elle était surtout attentive à ne négliger aucune chance. Les succès de l'armée bernoise « inspiraient de grosses inquiétudes au gouvernement de Fribourg et à l'évêque de Sion, Adrien de Riedmatten. Le duc ne faisait pas mine de se défendre. Toutes ses possessions risquaient de tomber aux mains de l'ennemi et Fribourg et Valais allaient être entourés par des territoires bernois. Au point de vue religieux et au point de vue politique, le danger était grave. Adrien de Riedmatten trouva, le premier, le moyen de faire échec aux Bernois, sans déclarer la guerre au duc. Sa solution, qui n'était pas très franche, fut adoptée avec enthousiasme par les Fribourgeois. Fribourg et le Valais, alliés de la Savoie, ne pouvaient ni faire cause commune avec Berne, ni conquérir ouvertement des terres savoyardes. Mais ils allaient tous deux solliciter les habitants du Pays de Vaud et du Chablais d'accepter spontanément leur suzeraineté afin d'échapper à Berne. On expliquerait ensuite au duc que cette mesure avait été prise pour sauvegarder les intérêts religieux de ses sujets ; on s'engagerait à lui rendre les territoires devenus fribourgeois et valaisans dès que Berne lui aurait restitué ses conquêtes ²⁵. »

Il y a longtemps, par ailleurs, qu'on n'exige pas des diplomates trop de lumière... Si Frédéric II chargeait d'abord ses généraux de s'emparer de provinces nouvelles, et ensuite seulement ses juristes de justifier ces conquêtes, on voit qu'à Sion on avait devancé de deux siècles le maître de Potsdam... Toutefois, Dionys Imesch l'a justement montré ²⁶, les Bernois avaient déjà entamé l'intégrité du diocèse de Sion lorsqu'ils avaient imposé la Réforme dans leur bailliage d'Aigle quelques années auparavant : le danger n'était donc pas imaginaire...

Rive droite

Cet argument garde toute sa valeur, même s'il n'inspira pas seul la politique valaisanne de 1536. On a rappelé déjà l'intérêt que les Valaisans portaient à « la région qui s'étend de Monthey au lac » : leurs mandataires l'avaient fait connaître aux Bernois dans les derniers jours de février 1526, en en donnant pour raison les relations de commerce qui existaient entre eux et cette région. L'argumentation, pour fondée qu'elle fût, n'était peut-être qu'une glose *ad usum Bernatum*, car on pouvait en Valais éprouver d'autres in-

²⁴ Grenat, o. c., p. 8.

²⁵ J. Niquille, dans *La Liberté* de Fribourg, 17 février 1936.

²⁶ Imesch, o. c., p. 4.

quiétudes sans le leur dire. On n'ignorait sans doute pas à Sion qu'à Berne le vent soufflait à la Réforme depuis 1523 au moins. S'il parut s'apaiser au printemps de 1526, ce fut accalmie passagère : dès 1527, le courant « évangélique » prenait nettement le dessus, pour triompher après la Dispute de janvier 1528²⁷. Ce n'était donc pas sans raison que, le 16 novembre 1526, le pape Clément VII mettait le Chapitre de Sion en garde contre certains esprits, qui, dans le diocèse même, se laissaient toucher par le « fléau luthérien »²⁸.

Les circonstances étaient favorables aux novateurs : le diocèse de Sion, avec pour lors Philippe de Platée²⁹, et l'abbaye de Saint-Maurice, avec Barthélemy Sostionis, avaient à leur tête des prélats que Rome n'avait point encore reconnus, ces Sièges étant revendiqués par des cardinaux italiens ; de son côté, l'évêque de Lausanne, Sébastien de Montfalcon, qui vivra plus tard sur ses terres de Flaxieu (Bugéy) en gentilhomme campagnard, était trop oublieux de ses devoirs pour opposer une digue solide aux flots battant en tempête³⁰. Dans le pays d'Aigle, que les Bernois avaient conquis en 1475, les plus hautes charges ecclésiastiques étaient tenues par des bénéficiers qui ne résidaient pas : un patricien bernois de dix-neuf ans, Pierre de Graffenried³¹ disputait le prieuré d'Aigle à

²⁷ Nous sommes redevable de notre information pour ce chapitre soit au *Dictionnaire historique du canton de Vaud* (=DHV), Lausanne, t. I, 1914, t. II, 1921, soit au beau volume qu'un « groupe d'historiens, professeurs et pasteurs de Suisse, de France et d'Italie » a consacré à *Guillaume Farel (1489-1565)* (= *Farel*), Neuchâtel et Paris, 1930. Bien que le point de vue soit différent, ces auteurs ont écrit des pages documentées — l'interprétation des faits peut évidemment donner lieu à divergences — avec un effort d'objectivité qu'il nous plaît de reconnaître.

²⁸ *Farel*, p. 174. Ne reconnaissant pas Platea, Clément VII s'adresse directement au Chapitre, preuve manifeste de sa sollicitude.

²⁹ *Dictionnaire hist. et biogr. de la Suisse* (= DHBS), tomes I-VII et Suppl., Neuchâtel, 1921-1934. — Sur Platea, cf. DHBS, t. V, p. 307 ; J. Lauber : *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, BWG, t. V, p. 170 ; J.-E. Tamini et P. Délèze : *Nouvel essai de Vallesia christiana* (= VC), St-Maurice, 1940, pp. 66-67.

³⁰ C^{te} de Foras, etc. : *Armorial et Nobiliaire de Savoie*, t. IV, p. 100 ; cf. *Farel*, pp. 180-181. — Après avoir quitté Lausanne, Sébastien de Montfalcon séjourna d'abord à Boège, chez son neveu, noble Alexandre de Montvuagnard, seigneur du lieu (cf. Foras, o. c., t. IV, pp. 99 et 176 ; Gonthier : *Cœuvres historiques*, t. III, Thonon, 1903, pp. 166-168 ; M. Bruchet : *Le Château de Ripaille*, Paris, 1907, pp. 194, 203). De Boège, il alla pontifier à Annecy à Noël 1538 ([J. Mercier] : *Le Chapitre de Saint-Pierre de Genève*, dans les *Mémoires et Documents* publiés par l'Académie Salésienne, t. XIV, Annecy, 1891, p. 207). Il intervient encore ou écrit à Fribourg en 1544 et 1559, se rend à Besançon en 1547, teste en 1558 (M. Reymond : *Les Dignitaires de l'église Notre-Dame de Lausanne*, dans les *Mémoires et Documents* publiés par la Société d'hist. de Suisse romande = MDR, 2^e s., t. VIII, Lausanne, 1912, pp. 351 et 486).

³¹ Pierre d'Illens résigna le prieuré le 7 novembre 1526 en faveur de Pierre de Graffenried, dont le père, Nicolas de Graffenried, fut à deux

Rodolphe Bouvier³², chanoine de Lausanne ; un autre chanoine de Lausanne, Jean Grand, était titulaire de la cure des Ormonts³³, tandis que Nicolas de Diesbach — encore un patricien bernois — cumulait les cures d'Aigle et de Bex avec d'autres dignités, notamment celle de coadjuteur de l'évêque de Bâle³⁴. Du moins, Grand

reprises bailli ou gouverneur d'Aigle pour le gouvernement bernois (1509-12, 1519-25). Cf. *Farel*, p. 173 ; *DHV*, t. I, pp. 36, 41 ; *DHBS*, t. I, p. 129, et t. V, p. 514.

³² Bouvier ou Boveri, Boveri, altariste dans l'église d'Aigle en 1526. Cf. *Farel*, p. 174, n. 1 ; *DHBS*, t. II, p. 280 ; Foras, o. c., t. I, p. 269 ; *Armorial valaisan*, p. 42 ; Reymond : *Dignitaires de Lausanne*, pp. 281 et 477.

³³ *Farel*, p. 173. — Jean Grand, *Grandis*, fils d'un syndic de Lausanne, était, d'ailleurs, une personnalité de premier plan. Docteur en droit canon et en droit civil, il fut appelé à Sion par Schiner qui en fit son official et vicaire général ; Grand accompagna Schiner à Berne, où il figure parmi les juges dans la triste affaire Jetzer. Fidèle au cardinal exilé, Grand quitta Sion pour rentrer à Lausanne, où il remplit également les fonctions d'official. Lorsque la Réforme triompha à Lausanne, il fut au nombre des chanoines qui se retirèrent à Evian, alors placé sous la sauvegarde du Valais. Vers 1542 il revint à Sion, où il mourut six ou sept ans plus tard. Il avait fait, à Sion, son testament le 26 février 1548 et l'avait complété par un codicille le 11 août suivant. Ses dispositions sont intéressantes parce que révélatrices des tendances de son esprit. Il laisse des biens à sa famille pour aider ceux qui voudraient étudier le droit ou entrer dans les Ordres ; il prend certaines dispositions pour le cas où le catholicisme serait restauré à Lausanne. Pour sa sépulture, il demande qu'aucune femme ne touche son corps, qu'on mette deux livres de droit (droit canon et droit civil) sous sa tête, qu'on se limite à un repas sobre de douze messieurs et qu'on distribue aux pauvres l'argent ainsi épargné... Son missel (*Missel de Lausanne de 1522*) est encore conservé aux Archives capitulaires de Valère : il est orné d'une peinture en couleur de ses armoiries. — F. Schmid, *BWG*, t. II, pp. 264-266, l'a confondu avec deux homonymes de Loèche ; D. Imesch, *BWG*, t. VI, pp. 80-83, le distingue avec soin de ceux-ci. Voir également : *Armorial valaisan*, p. 113 ; D. L. Galbraeth : *Armorial vaudois*, t. I, 1934, pp. 297-298 ; A. Comtesse : *Les Ex-libris valaisans*, Supplément, dans *Annales valaisannes*, 1^{re} s., t. VII, 1929-30, n° 1, pp. 2-4 ; C. Morton : *Les anciens Ex-libris héraldiques vaudois*, Lausanne, 1932, pp. 7-8 ; M. Besson : *L'Eglise et l'Imprimerie dans les anciens diocèses de Lausanne et de Genève jusqu'en 1525*, t. I, Genève, 1937, pages 271-272 ; L. Dupraz : *La Cathédrale de Lausanne*, Lausanne, 1906, pp. 429-430 ; Reymond : *Dignitaires de Lausanne*, p. 351.

³⁴ Son père, Louis de Diesbach, personnage fort important, avait été gouverneur bernois d'Aigle de 1516 à 1519 ; l'un de ses douze enfants, Félix, sera l'un des lieutenants du gouverneur Jacques de Rovéréa, entre 1525 et 1528. Nicolas, curé d'Aigle et de Bex, était un frère de Félix. Cf. *Farel*, pp. 173, 176 ; *DHV*, t. I, pp. 36, 42 ; *DHBS*, t. I, p. 129, et t. II, p. 670. — Nicolas de Diesbach (1478-1550) était prévôt de Soleure, prieur de Grandson et de Vacluse (Franche-Comté), chanoine de Neuchâtel ; de plus, le 28 mai 1519, le Chapitre de Bâle l'élut pour évêque-coadjuteur avec droit de succession, mais les nobles vassaux de la Maison d'Autriche combattirent ce choix et Diesbach renonça à sa coadjutorerie. Pour lui comme pour Grand, on s'est étonné du cumul de tant de fonctions ; peut-être serait-on moins sévère en considérant qu'il y avait plus concentration de titres honorifiques que de fonctions réelles, et qu'on cherchait par ce moyen à rassembler les ressources nécessaires à l'entretien, plutôt qu'au faste, de ces ecclésiastiques qui remplissaient des tâches lourdes de responsabilité à Sion, Lausanne ou

et Diesbach demeureront-ils fidèles à l'Eglise, acceptant même l'exil pour prix de cette fidélité. Jusqu'au bout, Grand gardera sa ferveur pour le droit, et il voudra qu'on place sous sa tête, dans sa tombe, un livre de droit canon et un autre de droit civil ; il mourra à Sion, soucieux de vertu, de pauvreté et de charité. Diesbach s'en alla, lui, à Besançon, où, en mourant, il laissa un souvenir de piété, voire de sainteté...

Il eût fallu sans doute émonder l'arbre, mais on l'abattit tout entier³⁵. Farel fut le principal instrument de cette révolution, car c'en fut une, mais il fallut que Berne y apportât toute sa volonté et sa ténacité, car cette conversion ne répondait à aucune aspiration des populations, pas plus qu'elle ne put être mûrie dans la réflexion et la liberté.

Quelles que soient les appréciations de Farel qui regarde le peuple de cette région comme « barbare, arriéré, inculte, ignorant, stupide, attaché à ses traditions papistiques³⁶ », — ceci explique sans doute cela, — les historiens nous montrent ce pays riche et bien cultivé³⁷... Le réformateur dauphinois, qui s'y était établi dès novembre 1526 sous le pseudonyme d'*Ursinus*³⁸, n'avait pas échappé à la vigilance de Philippe de Platea qui promulgua un mandat contre « aucuns prégeurs vagans qui prègent sans commission de luy³⁹ ». Berne riposta en frappant d'une amende de 10 livres les desservants d'Aigle⁴⁰ et de Bex⁴¹ qui avaient affiché ce décret

Bâle. Lorsque Bâle passa à la Réforme, Nicolas de Diesbach se retira à Besançon où il mourut, en y laissant la réputation d'un saint. Sans doute les épreuves avaient-elles contribué à cet avancement spirituel. Cf. Vautrey : *Histoire des Evêques de Bâle*, t. II, Einsiedeln, 1886, pp. 75-78 ; Reymond : *Dignitaires de Lausanne*, pp. 313-314.

³⁵ On nous permettra d'avoir songé au mot de Rivarol à propos de la nuit du 4 août 1789 : « On avait déraciné l'arbre, qu'il eût fallu émonder ».

³⁶ *Farel*, pp. 174, 175, 177, 188.

³⁷ Parlant du « pays romand, alors divisé en souverainetés diverses », le Comité Farel s'exprime ainsi : « Un pays ainsi divisé et faible, d'ailleurs riche et bien cultivé, était une proie tentante pour les robustes cités de Fribourg et surtout de Berne. » *Farel*, p. 171.

³⁸ Peut-être moins pour honorer ses protecteurs bernois que pour rapeler sa famille qui possédait un pré appelé *Ursin*. Cf. *Farel*, p. 174. — Farel est en tout cas à Aigle le 30 novembre, date de son premier sermon dans cette ville. *Farel*, p. 175.

³⁹ *Farel*, p. 175.

⁴⁰ Guillaume Orsinier, selon la graphie des historiens modernes (DHV, t. I, p. 46 ; *Farel*, pp. 173, 185), apparaît en 1527 sous la forme *Orsigniere* (*Farel*, p. 175, n. 7) et en 1528 sous celle d'*Orsineti* (*ibid.*, p. 182) ; Tamini et Délèze (VC, pp. 163, 480) le nomment *Orsinerii* et le disent vicaire amodiatraire, soit administrateur réel de la paroisse d'Aigle dès 1523. Sans doute avait-il rempli auparavant la même fonction à Nax (Hérens), où l'on cite Guillaume *Ursigneti* en 1514 (VC, pp. 290, 503 ; Gaspoz et Tamini : *Essai d'hist. de la vallée d'Hérens*, St-Maurice, 1935, p. 60). — On cite encore à Aigle, avec Orsinier (peut-être faudrait-il dire *Oursinet* ?), deux autres prêtres : Claude de *Fraxino* (soit Dufresne, Dufrêne), chapelain, et Claude Meliat,

d'un « prince étranger » (février 1527) ⁴² ! Berne était donc résolue non seulement à éliminer toute influence de la Savoie voisine, mais encore à supprimer l'autorité épiscopale elle-même ⁴³.

Le clergé et les fidèles — et c'est leur honneur — soutinrent un dur et long combat. On vit alors ces prêtres de paroisses que Farel jugeait de médiocre valeur intellectuelle et morale, et cette population qu'il prétendait arriérée et inculte, faire front à l'heure du danger et apporter leur dévouement et leur courage à la défense de l'Eglise ⁴⁴.

En mars 1527, les paroissiens d'Ollon, appuyés par la famille de Rovéréa ⁴⁵ et par leur prêtres, firent une opposition violente à Fa-

recteur de la chapelle de Notre-Dame (*Farel*, p. 173). Ce dernier était peut-être originaire d'Illarsaz où l'on signale une famille Melliat ou Meillat (VC, pp. 135, 156, 472; Tamini et Pannatier : *Essai d'hist. de Port-Valais*, Saint-Maurice, 1931, p. 79).

⁴¹ Jacques Colombi ou Colomb est cité comme vicaire amodiatore de Bex de 1526 à 1528. Cf. *Farel*, p. 182; VC, pp. 160, 434; M. Reymond, dans *Histoire de Bex*, par A. Millioud, t. I, *Documents*, Bex, 1910, p. XXIX. Peut-être est-ce le même ecclésiastique que nous trouvons comme vicaire amodiatore d'Ollon en 1511 sous les graphies *Colombo* et *Collomb*, sans prénom, dans VC, pp. 166, 434 ?

⁴² *Farel*, p. 175.

⁴³ « ... Le gouvernement de Berne, dont les intentions étaient bien déterminées... » (*DHV*, t. I, p. 46). « Berne, qui voulait détacher complètement le pays de la Savoie et de l'évêque de Sion, protégea énergiquement Farel » (*DHV*, t. II, p. 343).

⁴⁴ Les auteurs du Comité Farel ont reconnu la grandeur de cette attitude. « Que ce soit traditionalisme borné [pourquoi ?] ou réel attachement des populations, les prêtres trouveront néanmoins à l'heure du danger des partisans nombreux et dévoués » (*Farel*, p. 174). « Les treize premiers mois de son activité à Aigle, il (Farel) s'était heurté à bien des résistances, et peut-être n'aurait-il pu se maintenir sans l'appui, tacite d'abord, puis effectif du Conseil de Berne » (*ibid.*, p. 178). En 1528, les prêtres de la région d'Aigle refusent d'adhérer aux thèses de la Réforme; « bien plus, par une déclaration solennelle et courageuse, ils témoignèrent de leur volonté ferme » de demeurer catholiques (*ibid.*, p. 182).

⁴⁵ « C'est lorsque le réformateur abandonna son pseudonyme de Ursinus pour prêcher ouvertement sous son nom que l'opposition à ses idées se manifesta avec violence, dès le mois de mars 1527, sous la direction de la famille de Rovéréa, des „hauts et bas officiers du pays“, et du clergé » (*DHV*, t. II, p. 343). — Jacques de Rovéréa (1494-1528), de Bex, seigneur du Crêt, célèbre condottiere qui fut fait prisonnier à Pavie, le 24 février 1525, et qui mourut de la peste devant Naples (*DHBS*, t. V, p. 580), fut bailli d'Aigle pour le gouvernement bernois de 1525 à juillet 1528, avec, d'ailleurs, de fréquentes absences. Sa mère, Perronette Matter, de Berne, était favorable aux idées nouvelles (*Farel*, p. 173). A son retour, en décembre 1526, il autorisa Farel à prêcher à condition qu'il ne prêchât que « la pure, claire et nette parole et doctrine de Dieu, d'après le Nouveau et l'Ancien Testament... sans rien dire contre les sacrements » (*ibid.*, p. 175). Cette dernière réserve est significative. Par la suite, craignant de graves désordres, il interdit les prédications du réformateur (*DHV*, t. I, p. 46). « Il se fit connaître par son opposition à la Réforme. A la suite de la recommandation écrite donnée par LL. EE., le 9 mars 1526 [1527 ?], il fut censuré, mais ne se tint pas pour

rel. La tradition rapporte que le prédicant étant monté en chaire, sa présence déclencha une émeute : le tambour couvrit sa voix, la chaire fut renversée, la population avec ses autorités le chassa. Mais Berne protégeait son envoyé : un édit du lundi avant l'Ascension, affiché et lu partout, en avertit chacun. La population ne se laisse pas démonter et clame encore son opposition dans une assemblée tenue le 25 juillet 1527⁴⁶.

Appelés à Berne pour assister à la « Dispute » de janvier 1528, les desservants⁴⁷ des IV Mandements (ainsi appelait-on la contrée d'Aigle) arrivent après le début et comme ils ignorent l'allemand, ils veulent repartir, mais le magistrat les retient à moins de souscrire aux dix thèses de la controverse : ils refusent et doivent rester. Une journée est prévue pour les « Welches », en latin, à la fin de la Dispute, le samedi 25 janvier, mais les Actes de cette journée sont introuvables et l'on est mal renseigné sur ce qui s'est passé ce jour-là. D'ailleurs, sur toute cette période agitée, on ne dispose que d'informations partielles, partiales aussi en ce sens qu'elles proviennent presque toutes du même parti. Les prêtres des IV Mandements refusèrent jusqu'au bout leur adhésion aux thèses des Évangéliques⁴⁸. Ils ne se contentèrent point d'opposer leur re-

battu, et fit assembler le peuple pour l'intimider [qui ? le peuple ou Farel ?] et lui faire espérer un appui catholique. Il fit chasser Farel, mais celui-ci revint... » (DHV, t. I, p. 214).

⁴⁶ DHV, t. II, p. 343. Le Comité Farel place cette scène dans les premiers mois de 1528 : c'est alors que Farel aurait été roué de coups par un nommé Guillaume Jajod, qui excita en outre contre lui une bande de femmes ; Antoine Nicodey « renversa la chaire » (Farel, p. 185). De la lecture de cet ouvrage comme du DHV, il semble vraisemblable que des scènes violentes se soient produites à plusieurs reprises.

⁴⁷ Il s'agit de Pierre *Lederii*, curé de Noville ; Guillaume *Orsineti*, vicaire amodiatraire d'Aigle ; Jean *Quiquoti*, vic. amod. d'Ollon ; Jacques *Colombi*, vic. amod. de Bex ; Pierre *Goliosi*, vic. amod. des Ormonts (Farel, p. 182). — Sur *Orsineti* et *Colombi*, voir ci-dessus, notes 40 et 41. — Pierre *Lederii*, *Lideri*, *Leyderii*, *Leydier*, appartenait à une famille distinguée : son père, appelé aussi Pierre, avait été vice-châtelain de Chillon en 1469 et habitait Noville. Le fils fut vic. amod. de Vouvy en 1515, puis curé de Noville, où il résidait. Serait-ce lui qui aurait laissé à l'Abbaye de St-Maurice un Missel de Genève de 1498 sur lequel on croit reconnaître les armoiries *Leydier* ? (cf. Tamini et Delèze : *Essai d'histoire de la Vallée d'Illeaz*, = *Illeaz*, St-Maurice, 1924, p. 345 ; VC, pp. 135, 167, 466 ; Farel, pp. 173, 182 ; M. Besson : *L'Eglise et l'Imprimerie*, t. I, p. 296, no 4 ; Galbreath : *Armorial vaudois*, t. II, 1936, p. 393 ; *Armorial valaisan*, p. 150). — Jean *Quiquoti*, vic. amod. d'Ollon, appartenait-il à une problématique famille Guigoz de la région d'Aigle (cf. DHBS, Suppl., p. 85 ; *Armorial valaisan*, p. 120) ?... Il faut probablement l'identifier avec Jean *Quinquet* (*Quinqueti* ou *Quinquetti*), qui apparaît comme vic. amod. de Collombey en 1528, sans doute après avoir dû quitter Ollon (cf. VC, pp. 142, 487). Peut-être était-il originaire de St-Maurice où l'on signale une famille Quintet (VC, p. 487) ? — Pierre *Goliosi* était sans doute un parent de Guillaume *Goliaux* cité comme vic. amod. de Port-Valais le 5 mai 1471 (Pannatier et Tamini : *Port-Valais*, p. 77 ; VC, pp. 133, 455. Il faut rejeter les graphies *Gallerini*, voire *Gallevin*, données pour le desservant d'Ollon par VC, pp. 169, 452).

⁴⁸ Farel, pp. 180-182.

fus, mais ils firent une vigoureuse déclaration de fidélité à l'Eglise. Dans cette déclaration solennelle et courageuse, ils témoignent de leur volonté ferme « de persister dans la sainte foi catholique dans laquelle, disent-ils, nos prédécesseurs ont vécu depuis mille ans en deçà et au delà [des monts] et qui a été approuvée par les conciles généraux de toute la chrétienté ⁴⁹ ». C'est à la lumière de cette profession qu'il faut entendre le propos que rapporte Farel : « Ces prêtres se disent tous disciples du Verbe [de Dieu] et assurent qu'aucun ne voudrait manquer de Lui obéir ⁵⁰. »

Quand le clergé et les syndics encouragent les habitants à tenir, on les traite de « séditeux » ⁵¹. En janvier 1528, les catholiques prennent donc la voie légale en écrivant à Berne pour se plaindre de l'iconoclasie commençante et des menaces contre l'Eucharistie ⁵². Les Evangéliques se disculpent en évoquant l'échauffourée de juillet précédent et en accusant le sacristain de jouer avec les images ⁵³... A son retour de Berne, bien loin d'être félicité de son succès à la Dispute, Farel est mal reçu. Lorsqu'il veut parler, le tambour ou les cloches étouffent sa voix, qui était pourtant tonitruante... Le peuple prend conseil de ses magistrats pour résister au courant et espère un secours qui le délivrerait de la pression bernoise. Mais d'où viendrait ce secours : de l'Empereur, de la France ou des Cantons catholiques ⁵⁴ ? Serait-ce du Valais ? ou de l'Oberland, qui, lui aussi, résiste à l'emprise... Sans doute St-Maurice et Sion soutiennent-ils leurs coreligionnaires ⁵⁵, mais que peuvent leurs efforts qu'entrave une frontière ?...

L'Edit de Réformation pour les bailliages fut publié le 7 février 1528. Une semaine plus tard, le 14, le gouvernement de Berne écrit à Félix de Diesbach pour lui exprimer sa surprise de voir « tourner ses ordres en dérision et ses mandements en mépris » ⁵⁶ ; plus tard, des amendes seront portées contre les femmes qui ont maltraité Farel et les hommes qui les ont encouragées ⁵⁷... Leurs

⁴⁹ Farel, p. 182. L'expression « en deçà et au delà » a été lue de différentes façons, de même que les noms des signataires. *Ibid.*, n. 6.

⁵⁰ « *Sacrificuli... omnes se dicunt Verbi sectatores, et neminem esse qui Verbo parere nolit.* » Farel, dans une lettre du 8 décembre 1527. Farel, p. 182, n. 5.

⁵¹ Farel, pp. 176, 184.

⁵² *Ibid.*, p. 183. Le texte est perdu (*ibid.*, n. 3).

⁵³ *Ibid.*, pp. 183-184.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 184 ; cf. DHV, t. I, p. 46 (Aigle), t. II, p. 343 (Ollon). — Charles III (1486-1553), duc de Savoie, et l'empereur Charles-Quint (1500-1558) étaient beaux-frères par leurs femmes, la duchesse Béatrix (1504-1538) et l'impératrice Elisabeth (1503-1539) étaient toutes deux princesses de Portugal, fille du roi Emmanuel le Fortuné.

⁵⁵ Farel, p. 185.

⁵⁶ DHV, t. I, p. 46 ; Farel, p. 184.

⁵⁷ Quand Jean-Rodolphe Naegeli, « chaud partisan de la Réformation », eut succédé au gouverneur de Rovérea, en été 1528, les commissaires bernois venus l'installer enquêtèrent sur les violences subies par Farel et, de leur

Excellences décident d'envoyer des commissaires, qui arriveront en mars. Dès le 2 de ce mois, il est vrai, Aigle se prononce pour la Réforme, mais que vaut cette décision puisque, le 22 suivant, à une assemblée à laquelle furent appelés tous les hommes des Mandements depuis l'âge de 14 ans, les commissaires bernois doivent renouveler leurs ordres formels⁵⁸... Le 1er avril, les habitants adressent encore à Berne une requête pour que la messe soit maintenue à Noville et à Chessel, tout près de la rive valaisanne d'où l'on venait sans doute aussi à ces églises⁵⁹, et pour la rétablir dans les autres paroisses du bailliage ; mais, le 3 déjà, Berne répond par un non aussi rapide qu'intransigeant⁶⁰.

Le desservant d'Aigle, Guillaume Orsinier, refusa de livrer la clef de la cure⁶¹. A Ollon, la population se soumit sans enthousiasme et Jean Biolley y célébra encore la messe, clandestinement, à Pâques⁶².

A Bex, la population se montra « particulièrement récalcitrante. En avril, on voulut faire un mauvais parti à l'huissier Pierre Chappelet, alors qu'il était occupé à détruire les images. En mai, le vicaire Colombi prêchait encore et le châtelain lui-même refusa de recevoir le prédicant⁶³ envoyé par Farel ; et lorsque Messieurs

rapport à Berne, résulta, en août 1528, des sanctions contre « chacun des coupables selon ses œuvres ; Guillaume Jajod, par exemple, dut payer 20 livres pour avoir frappé Farel, et chacune des femmes qui avaient participé à la batterie, verser une amende de 5 livres » (Farel, p. 185 ; cf. DHV, t. I, p. 46).

⁵⁸ « *Die dominica XXII marcii fuerunt ibidem oratores destinati a mag[ni]cis dominis nostris berniensibus... Et ibidem fuit penitus et integre preceptum ut cessaret officium ecclesie.* » Registre du Conseil d'Aigle. Farel, p. 184, n. 5.

⁵⁹ En ce qui concerne Chessel, voir DHV, t. I, p. 428. Chessel n'avait, en 1402, que six feux, ce qui paraîtrait manifestement insuffisant pour une paroisse...

⁶⁰ Farel, p. 184 ; DHV, t. I, p. 428.

⁶¹ Farel, p. 185.

⁶² DHV, t. II, p. 343 ; Farel, p. 185. — Jean Biolley (que Tamini appelle par erreur tantôt Pierre, tantôt Guillaume !) est regardé comme le dernier curé d'Ollon ; il était probablement originaire de Daviaz, dans la commune et paroisse de Massongex, où la famille est connue dès la fin du XIII^e siècle. Cf. DHBS, t. I, p. 187 ; VC, pp. 166, 420 ; *Armorial valaisan*, p. 32. S'il était curé en titre, la paroisse d'Ollon était administrée, en qualité de vicaire amodiatore, par Jean *Quiquiti*, qui protesta de sa fidélité à l'Eglise catholique en janvier 1528 (voir ci-dessus, note 47).

⁶³ Était-ce bien Claude Déodat, cité sous cette forme comme premier pasteur de Bex en 1528 par le pasteur Ph. Cherix (*La Seigneurie de Bex*, Bex, 1931, p. 46) ? Le DHV (t. I, pp. 208 et 214) le nomme Claude *Diodati* et le dit réfugié de Lucques, ce qui l'apparenterait à la famille de ce nom qui vint s'établir à Genève dans la seconde moitié du XVI^e siècle (cf. DHBS, t. II, pp. 685-686). Toutefois, les auteurs de Farel (p. 187) francisent son nom en Claude *Dieudonné*, le disent natif de Metz (Lorraine) et indiquent qu'il « exerça le ministère à Ollon », où le DHV (t. II, p. 314) le cite également sous cette forme francisée, en 1528.

nommèrent pasteur Simon Robert, ceux de Bex ne voulurent d'abord pas l'écouter⁶⁴. » Le 5 mai, Berne avait « réitéré l'ordre d'abolir la messe et d'enlever les images. Trois mois plus tard, des commissaires vinrent installer le pasteur Simon Robert⁶⁵. » « Jusqu'à la fin de juillet, Berne eut de la peine à imposer sa volonté aux Mandements⁶⁶. » Pour en assurer la victoire, il faudra la main énergique du nouveau gouverneur, Jean-Rodolphe Naegeli, « chaud partisan de la Réformation », qui succède à Rovéréa mort en Italie, durant l'été 1528⁶⁷. Dès le mois d'août, des amendes sont infligées aux gens d'Ollon qui ont manifesté une humeur très combattive. A Bex, la résistance n'est pas facile à briser ; elle dure jusque dans l'été, peut-être l'automne⁶⁸. Des fidèles se rendent à St-Maurice pour continuer de pratiquer leur religion⁶⁹. Au début de 1533, « Fransoys Moctet de Michiez, Granger de Bex », vend à un nommé Moyne⁷⁰, à Genève, divers ornements et vases sacrés de l'église de Bex, mais, par acte du 12 février 1533, Moyne reconnaît avoir reçu en plus « en mes mains, dit-il, une chape de satin noir ensemble une chasuble de damas avecques estole et manipule,

⁶⁴ Farel, p. 185. — Simon Robert était originaire de Tournay (*sic* ; s'agit-il de Tournay, en Bigorre, ou de Tournai, en Flandre ?) ; fixé d'abord à Strasbourg, où il ne se plut guère, il passa à Bâle, où il vit Ecolampade au début de mai 1528, puis à Berne, qui le nomma, le 18 mai, pasteur à Bex. Un huissier l'accompagna de Berne à Aigle. L'opposition des gens de Bex l'obligea à s'éloigner plusieurs semaines durant l'été ou l'automne 1528 (Farel, p. 187). Revenu, il resta à Bex jusqu'en 1530 (DHV, t. I, p. 208) puis remplaça Farel à Aigle, où il fut en fonction de 1530 à 1533 (DHV, t. I, p. 48).

⁶⁵ DHV, t. I, p. 215.

⁶⁶ Farel, p. 185.

⁶⁷ *Ibid.*, pp. 173, 185.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 187, n. 2.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 185. — « Un siècle et demi s'était écoulé depuis que la Réforme avait été imposée au Pays de Vaud » sans que les habitants de Bex aient désappris le chemin de St-Maurice. « Malgré les édits et les ordonnances, malgré les efforts des pasteurs, malgré la multitude des condamnations, une partie de la population était demeurée secrètement fidèle aux „cérémonies papales“. St-Maurice, il est vrai, n'est pas bien éloigné de Bex. Il ne se passait pas de dimanche que des Vaudois n'y allassent entendre la messe. Quelques-uns imitaient David Minod, qui la chantait en son poêle [chambre], avec des Valaisans, et se vantait d'en savoir plus qu'eux. Leur faute, presque tous, après avoir nié, l'avouaient avec humilité, sauf à y retomber une fois ou l'autre. Plus franche et plus courageuse, la femme de Thomas Bosset, [du quartier] des Nagellins, étant citée pour avoir été à l'„église des papistes“, osa déclarer : „J'aime mieux avoir fait cela que d'avoir plus mal fait.“ Pour s'être ainsi „souillés d'idolâtrie“, les coupables, le genou ployé et baissant la terre, devaient implorer le pardon de Dieu, sans préjudice de l'amende ou de la prison. » Victor Favrat, dans *Histoire de Bex*, par A. Millioud, t. II, *Le Consistoire de Bex (1659-1691)*, Bex, 1914, p. 9.

⁷⁰ Cf. DHBS, t. IV, p. 772. Cette famille donna un chanoine de Sion, † 1435 ; cf. H.-A. v. Roten : *Zur Zusammensetzung des Domkapitels von Sitten im Mittelalter*, dans *Vallesia*, t. III, Sion, 1948, p. 87.

deux aubes de teylle, ung cofallon de tafetas rouge sur iceluy ung image de Saint Clément, que je leur promets garder et rendre bon compte ». Les gens de Bex, remarque Maxime Raymond, gardaient donc « l'espoir de pouvoir encore, dans l'avenir, arborer le gonfalon de saint Clément, leur patron ⁷¹ ».

Pareillement, Gryon n'accepta la Réforme qu'à contre-cœur. Une femme sauva un crucifix de la profanation en le portant à St-Maurice ⁷² ; elle-même ou quelque autre réussira aussi à mettre une statue de saint Jean en sûreté à Massongex, dans l'attente de jours meilleurs ⁷³... A Huémoz, d'où les femmes avaient chassé Farel, et même à coups de pierres, la Réforme ne pénétra que difficilement, de 1528 à 1532 ⁷⁴.

Les Ormonens, selon le *Dictionnaire historique du canton de Vaud* ⁷⁵, auquel nous empruntons nos détails, « furent des adversaires résolus de la Réforme et manifestèrent fortement contre elle ». Jean-Rodolphe Naegeli, représentant de Leurs Excellences,

⁷¹ Dans Millioud : *Hist. de Bex*, t. I, pp. XXIX-XXX.

⁷² VC, p. 161, et DHV, t. I, p. 824, d'après le pasteur Gilliéron († 1837) qui copia de nombreux documents, collection déposée à la Biblioth. cantonale à Lausanne (DHBS, t. III, p. 417). Sur ce crucifix, encore conservé à l'Abbaye de St-Maurice, est fixé un petit papier portant les vers suivants que Boccard a relevés en 1832 dans son *Hist. de la Légion thébénienne et de l'Abbaye de de St-Maurice d'Agaune* (ms., t. I, p. 110 :

*Huncce crucifixum mulier devota Griono
Attulit hic nobis ; ne Calvinista noceret
Ad Crucis illa tulit defensores et amantes.
Hactenus hinc sancte nostra servatur in aede.*

Ces vers sont peut-être dûs à Christian Franc, chanoine de St-Maurice en 1670, prieur en 1675, † 1679, qui paraît être l'auteur de plusieurs petites pièces de vers latins (cf. *Echos de St-Maurice*, 1928, pp. 63-65). Tamini et Délèze (VC, p. 161) précisent que cette femme emporta ce crucifix de nuit, dans une hotte ; le DHV (t. I, p. 824) ne parle pas de la hotte, mais bien de la nuit. Bien que ce détail soit parfaitement vraisemblable, on peut se demander s'il ne résulte pas d'une lecture défectueuse du premier vers : *Huncce crucifixum mulier de nocte Griono attulit...*

⁷³ La chapelle de Gryon porte en 1217 déjà le nom de S. Jean, mais lequel ? Un acte de 1404 mentionne S. Jean Baptiste, mais d'autres actes, en 1455 et 1456, indiquent ensemble S. Jean Baptiste et S. Jean Evangéliste. Cf. J. Mariétan : *La Juridiction Spirituelle de l'Abbaye de St-Maurice*, Saint-Maurice, 1925, p. 24 ; du même : *Documenta*, s.l.n.d., pp. 201-202 ; Gruber : *Die Stiftungshelligen der Diözese Sitten im Mittelalter* (= SHSM), Fribourg, 1932, pp. 64-65. Ce dernier pense que l'image de S. Jean apportée de Gryon à Massongex fut sans doute ici l'objet d'une particulière vénération d'où résulta le changement de titulaire de l'église, citée, depuis 1785, sous le nom de S. Jean-Baptiste (SHSM, p. 68). La statue qui existe encore à la cure de Massongex représente l'Evangéliste ; mais il se peut qu'à Gryon aient existé des statues des deux Jean : dans ce cas, il faudrait penser qu'une seule a pu être sauvée...

⁷⁴ DHV, t. I, p. 843.

⁷⁵ DHV, t. II, p. 369.

eut beau punir les chefs de la résistance et destituer le curé ⁷⁶, l'opposition persista. Les commissaires venus « admonester » les Ormonens reçurent un accueil très froid et entendirent « grosses paroles méprisant leur autorité », de sorte que Messieurs de Berne durent adresser une lettre pressante aux syndics et aux habitants. Même après la soumission de la plaine, les montagnards des Ormonts continuèrent leur opposition, qui durait encore au début de 1529. Quand un prédicant put enfin s'y installer, cette année-là, il ne put jouir de sa victoire : « Il passa encore bien des heures difficiles, mais les paroissiens finirent par s'habituer, quoique lentement, aux nouvelles idées. »

Dès lors que la République bernoise a proclamé la Réformation, elle déclara « les évêques déchus de leur souveraineté spirituelle et temporelle » sur son sol ⁷⁷.

Quand elle voulut introduire des ministres du nouveau culte, elle ne paraît pas en avoir trouvé beaucoup sur place ⁷⁸, mais elle dut

⁷⁶ Berne destitua « les curés de Bex et d'Aigle et celui des Ormonts » et les priva de leurs rentes en mai 1528 (*Farel*, p. 185). Sans doute s'agit-il de Nicolas de Diesbach, curé en titre d'Aigle et de Bex (ci-dessus, note 34), et de Jean Grand, également curé titulaire des Ormonts (plus haut, note 33). Selon Cherix, o. c., p. 34, la déposition de Diesbach eut lieu le 5 mai 1528. La déposition de Grand a été publiée par Imesch, BWG, t. VI, pp. 81-82, n. 7 ; elle porte la date du 27 mai 1527, qui fait difficulté. Ce jour-là, le Conseil de Berne prit bien une ordonnance en faveur de la Réforme (*Farel*, p. 176), mais comme la lettre de déposition de Grand déclare que tous les habitants du bailliage d'Aigle se sont soumis à l'exception de ceux des Ormonts, cette lettre ne peut être de 1527. Il faut donc probablement la dater du 27 mai 1528 : date retenue par Dupraz (*Cathédrale de Lausanne*, p. 430). Mgr Besson date aussi la destitution de Grand par les Bernois de 1528 (*L'Eglise et l'Imprimerie*, t. I, p. 271). — On ne manque pas d'être étonné du contenu de ce document. D'une part, les magistrats bernois rappellent que Grand a assisté peu auparavant à la destruction de la domination papistique chez eux et qu'il s'est enfui en toute hâte, comme tout le monde le sait, et lui reprochent d'avoir été un berger qui dort tandis que ses brebis errent sans guide, ou qui les tond au lieu de les nourrir (les mêmes reproches étaient formulés en novembre 1527 à l'adresse de l'évêque de Lausanne : « Il appartient à l'office de votre Paternité, non seulement de tondre, mais aussi de paître les brebis du Christ ». *Farel*, p. 180). Aussi le Conseil de Berne interdit désormais à Grand toute immixtion dans sa paroisse des Ormonts, qu'il a d'ailleurs administrée jusqu'ici par des vicaires, et lui ordonne de rappeler son vicaire actuel (il s'agit de Pierre Goliosi ou Goliaux ; ci-dessus, note 47), car le Conseil veut confier cette paroisse à un « pasteur chrétien ». D'autre part, les magistrats bernois donnent à Grand son titre de chanoine de Lausanne, l'assurent de leur grande estime, l'appellent leur ami, lui souhaitent grâce de Dieu et bonheur... Ironie ou sincérité, ou simplement politesse ?...

⁷⁷ *Farel*, p. 181.

⁷⁸ Y eut-il des ecclésiastiques qui passèrent de l'ancien culte au nouveau ? Jacques Colombi, qui administrait la paroisse de Bex et qui avait nettement affiché sa foi catholique en s'opposant aux prédications de Farel comme en refusant de souscrire aux conclusions de la Dispute de Berne, fut destitué par le gouvernement bernois en janvier ; il se serait cependant

en aller chercher en France ou à Zurich. Farel ne se montre pas satisfait de ces recrues qu'il traite lui-même de « mercenaires » ⁷⁹...

Quant aux habitants, — les « naïfs » — ils jugeaient plaisamment que, du moment qu'on avait condamné les usages antérieurs et qu'on avait voulu « réformer » toutes choses, les dîmes et redevances ecclésiastiques devaient disparaître et ils se refusaient à s'en acquitter ! Mais Berne ne jugeait pas de même et exigea le paiement ⁸⁰. Naegeli, le gouverneur, promet que les charges seraient allégées, mais l'on ne sait dans quelle mesure la promesse fut tenue ⁸¹...

C'est ainsi qu'en dépit de la résistance de tout un peuple, la puissance bernoise, qui avait la main rude, aura aussi le dernier mot. Une révolution s'est faite, comme toutes les révolutions, par une minorité habile à profiter du pouvoir. Par la suite, on convaincra les sujets de leur bonheur nouveau, puis le temps ensevelira peu à peu une fidélité millénaire dans l'oubli et l'incompréhension ⁸²...

laissé gagner par la suite et serait devenu prédicant... (Reymond, dans *Histoire de Bex* par Millioud, t. I, p. XXIX). Farel « devait dénoncer les prédicateurs insuffisants ou trop attachés aux vieilles doctrines, comme les tenaces vicaires de Bex et d'Ollon » (Farel, p. 186). Ceux-ci jouaient-ils donc double jeu (jeu dangereux assurément) ? Lorsque Berne occupera, en 1536, le Chablais occidental et y introduira la Réforme, le clergé résiste, puis émigre ou se soumet, mais ce n'est qu'une adhésion de surface qui cache mal une secrète nostalgie (Bruchet : *Ripaïlle*, pp. 200-202). Pareille situation a pu se produire plusieurs fois dans les contrées d'Aigle et de Thonon... Pourtant, essayons de voir quelques cas de plus près. Il semble que le vicaire d'Ollon passa à Collombey en 1528 (ci-dessus, note 47). On a dit aussi que le premier pasteur de Gryon, Antoine Galtier, était le dernier curé (DHV, t. I, p. 824). La chose ne paraît pas certaine (le DHV le donne avec un « paraît-il »...), car il ne fonctionne comme pasteur qu'à partir de 1558, jusqu'à sa mort survenue accidentellement en 1578. Le dernier curé ou plutôt recteur de Gryon que nous connaissons est Pierre *Capitis*, soit Testa ou Testaz, de Bex, nommé le 3 décembre 1493 (Mariétan : *Documenta*, p. 203) ; il fut aussi curé de Riddes 1484-1508, puis de Bex 1508-23, immédiatement avant Nicolas de Diesbach (VC, pp. 160, 227, 501, où il est indiqué à Gryon en 1483, comme aussi p. 161). A l'exception de Belmont, Chessel et Gryon, dont Tamini et Délèze ne citent pas de desservant en ces années critiques (VC, pp. 160, 161, 167), ceux de toutes les autres paroisses (Aigle, Bex, Noville, Ollon, Ormonts) sont connus (voir ci-dessus, notes 40, 41, 47) ; aucun ne se retrouve dans les listes de pasteurs données par le DHV pour ces paroisses.

⁷⁹ Farel, p. 187.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 186.

⁸¹ DHV, t. II, p. 343.

⁸² P. Maillefer, dans son *Hist. du Canton de Vaud*, Lausanne, 1903, p. 218, écrit : « La Réforme chez nous n'a point été une œuvre de conviction et de croyance. Elle a été imposée au peuple par une volonté supérieure. » — Voyant tant de régions perdues par l'Eglise dans son voisinage, saint François de Sales écrivait, vers la fin de 1615 : « ... mon esprit ne peut se défendre d'y songer souvent et de prendre en pitié une telle désolation, non seulement présente, mais future, puisqu'avec le temps, ces ennemis de

Il ne saurait entrer dans notre pensée de nier que des âmes sincères, froissées par des abus trop réels, n'aient désiré un renouvellement spirituel, mais ici comme ailleurs, selon l'expression de Georges Goyau, « l'ébranlement de quelques âmes mystiques coïncide avec une poussée de susceptibilités et d'intérêts politiques ⁸³ ». Tour à tour entraînés par le mouvement et y poussant eux-mêmes, Messieurs de Berne se firent théologiens autant que magistrats, imposèrent leur infaillibilité ⁸⁴ et, comme ils disposaient de la force, ils entendirent régenter les âmes partout où, par leurs soldats et leurs baillis, ils avaient puissance de régenter la terre.

Cette destruction brutale de la vie catholique dans une portion notable ⁸⁵ du diocèse de Sion tombée au pouvoir de la République de Berne portait au diocèse une blessure durable et laissait au Valais un sentiment pénible ; cela allait motiver amplement les inquiétudes et les précautions de 1536 ⁸⁶. Ce fut une chance du Valais d'avoir à ce moment des prélats qui, étant du pays, en connaissaient les besoins et dont Rome finit par reconnaître le mérite. Le Valais eut une autre chance encore : celle de voir coïncider en ces circonstances ses préoccupations spirituelles et ses intérêts temporels.

l'Eglise oublie d'autant plus qu'ils ont été jadis ses enfants, qu'ils naissent en des pays où l'on ne parle d'elle qu'avec exécution... » (A. Donnet et G. Ghika : *Saint François de Sales et le Valais*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, Fribourg, 1949, p. 92 ; date, p. 90).

⁸³ G. Goyau : *Une Ville-Eglise : Genève, 1535-1907*, t. I, Paris, 1919, p. 3.

⁸⁴ N'est-il pas significatif de voir les magistrats de Genève, en août 1535, s'en remettre à la décision de Messieurs de Berne, *qui sanius rem intelligent*, « pour qu'ils jugent plus sûrement »... Cf. Goyau, *o. c.*, t. I, p. 19.

⁸⁵ On parle parfois de huit paroisses du diocèse de Sion sur la rive droite du Rhône et l'on cite : Aigle, Belmont, Bex, Chessel, Noville, Ollon, Ormonts, Yvorne (*DHV*, t. I, p. 657). En réalité, Yvorne ne constituait pas paroisse avant la Réforme (*DHV*, t. II, pp. 855-856). Les registres des décimes papales nous donnent la liste suivante de sept paroisses en 1364 et 1428 : Aigle, Belmont, Bex, Chessel, Noville, Ollon, Ormonts ; notons toutefois qu'une liste de 1375 fait de Belmont une simple chapelle. Les derniers desservants cités par Tamini et Délèze le sont à Belmont en 1465 et à Chessel en 1499 (*VC*, pp. 160 et 167) ; à Gryon, un recteur est encore nommé en 1493 (ci-dessus, note 78). En 1528, ce sont donc les cinq paroisses d'Aigle, Bex, Noville, Ollon et Ormonts qui furent frappées. Il faut leur ajouter la paroisse de Lavey qui avait son église sur la rive valaisanne, à Notre-Dame Sous-le-Bourg, et qui appartenait, comme aujourd'hui, à l'Abbaye de St-Maurice (*VC*, pp. 185-187 ; Mariétan : *Documenta*, pp. 95-104).

⁸⁶ La pression de Berne sur Genève durant l'année précédente n'était pas pour calmer les appréhensions de populations attachées à leur foi. Bientôt, d'ailleurs, de nouvelles régions allaient démontrer que les craintes n'étaient point vaines. Quand Villeneuve se soumit, le 6 février 1536, en envoyant ses délégués au camp des Bernois alors établi à St-Julien en Genevois, elle réserva expressément ses franchises et la liberté de conscience. Elle dut néanmoins accepter bientôt la Réforme, comme les autres villes du pays de Vaud (*DHV*, t. II, pp. 790-791). Aussi comprend-on que

Rive gauche

Philippe de Platea, qui n'avait jamais obtenu ses bulles, décida de se retirer durant l'été 1529. L'échec de ses démarches en cour de Rome ; l'exil, puis la mort de Georges Supersaxo, dans les premiers mois de l'année ; le triomphe de la Réforme dans les paroisses du diocèse occupées par Berne ; la nécessité croissante d'une autorité normale et sûre : telles furent sans doute les raisons qui déterminèrent Platea à démissionner. Pour le remplacer, la Diète et le Chapitre, réunis dans la cathédrale de Sion, le 8 septembre 1529, désignèrent Adrien I^{er} de Riedmatten.

En considérant les événements qui s'étaient produits sur la Rive droite du Rhône, le successeur du malheureux Philippe de Platea avait donc tout motif de se préoccuper du sort qui serait fait à la Rive gauche comprise dans les limites de son diocèse bien qu'en dehors des frontières de sa principauté. Aussi, quand les troupes bernoises furent entrées à Genève, le 2 février 1536, les troupes valaisannes descendirent de St-Maurice à Evian et, en quatre jours (du 6 au 9 février 1536), occupèrent toute la plaine, obtenant au fur et à mesure de leur avance la soumission des populations⁸⁷. Entre-temps, le 8, des représentants du Valais allèrent à St-Julien en Genevois, où les Bernois tenaient leur quartier général, pour les informer de leur point de vue : le gouvernement de Sion considère que la République de Berne n'a pas eu d'autre objectif que donner sa protection à Genève, son alliée, sans esprit de conquête ; pareillement, le Valais a été amené à étendre sa protection à la région de St-Maurice à Thonon⁸⁸.

Dès le 6 février⁸⁹, Antoine Votaz⁹⁰, syndic de la communauté de Monthey et Collombey, et Mermet Clerc, syndic de Muraz, entourés de plusieurs notables parmi lesquels brillaient Louis de

l'un des derniers prêtres qui aient quitté Genève, Jean Gacy, ait pu écrire dans un petit poème douloureusement intitulé *Déploration* :

... qui à l'ours s'allie,

Il perd la foi et prend pour vin lye.

Cf. Goyau, o. c., t. I, p. 20. Malgré ces prémisses défavorables, l'évêque de Sion Adrien I^{er} de Riedmatten ne réalisa peut-être pas tout de suite la gravité du danger qui menaçait son Eglise car, si l'on en croit une lettre de Thomas Platter à Henri Bullinger du 12 juillet 1538, il n'était pas hostile aux Evangéliques... (Donnet et Ghika : *S. François de Sales et le Valais*, p. 45).

⁸⁷ Imesch, BWG, t. II, pp. 10-11.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 7.

⁸⁹ Le même jour, 6 février, Monthey faisait sa soumission aux Valaisans à St-Maurice, et Villeneuve aux Bernois à St-Julien.

⁹⁰ Cf. *Armorial*, pp. 280 (Veuthey) et 287 (Voutaz).

Monthey (*Montheolo*)⁹¹, Jean-Didier Paërnat⁹², Guillaume du Fay⁹³, Pierre Neveu⁹⁴, se sont rendus à St-Maurice pour faire acte de soumission. Les représentants de toutes les communes jusqu'à la Dranse chablaisienne répétèrent la même cérémonie durant les journées qui suivirent, et quand cette « dédition » toute « spontanée » fut achevée, le Conseil général du Valais en dressa l'acte solennel, où l'on glissa habilement que les habitants du nouveau territoire se sont présentés « pour être nos perpétuels et fidèles subordonnés, et ont prêté serment de fidélité et d'obéissance », promettant qu'ils « feront toute et chaque chose que de bons, fidèles et loyaux hommes doivent à leur maître⁹⁵ ». « Leur maître », le mot exact était enfin lâché !...

Sur le plan diplomatique, le changement survenu fut réglé plus aisément sans doute qu'on ne l'eût osé espérer ! Un représentant ducal reçut, à Sion, le 10 mars, l'assurance que le Valais avait simplement eu en vue la « conservation » du territoire occupé et, le 19 mai suivant, le prince se déclara satisfait de cette assurance et de la promesse qu'il rentrerait en possession de ce territoire en même temps que de celui occupé par Berne, à charge pour lui d'indemniser le Valais de ses frais⁹⁶... D'autre part, le 30 mars, la Diète valaisanne avait tenu à rassurer les Cantons Catholiques en leur faisant part de sa reconnaissance envers Dieu qui avait protégé le diocèse de Sion et n'avait pas permis qu'il passât à une autre croyance⁹⁷.

Cependant, la diète du 10 mars 1536 répartit le pays annexé en deux bailliages : Monthey et Evian⁹⁸. Quand Berne aura renoncé, le 21 mai, à ses revendications sur la vallée de la Dranse⁹⁹, un troisième bailliage valaisan sera créé à St-Jean d'Aulps¹⁰⁰.

⁹¹ Notaire, plus tard châtelain d'Illiez en 1539-40. *Armorial*, p. 173.

⁹² Donzel, notaire, banneret de Monthey ; il avait épousé Antoinette Sostionis, fille de Maurice (le frère de l'abbé Barthélemy IV). Il est permis de penser que l'influence des Sostionis dut jouer pour rallier le banneret Paërnat et Monthey au régime valaisan. Cf. *Armorial*, pp. 189 et 248.

⁹³ Guillaume II Du Fay, † 1557. *Armorial*, p. 82.

⁹⁴ Pierre du Bulluit alias Nepotis ou Neveu, Neveux. *Armorial*, p. 62 (Clément).

⁹⁵ ... in nostros perpetuos et fideles subditos, obedienciam ac fidelitatis iuramentum prestaverunt... que boni, fideles et legales homines domino suo facere debent et tenentur...

⁹⁶ Imesch, BWG, t. II, pp. 18-19.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 4.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 14.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 16.

¹⁰⁰ Les historiens savoyards considèrent l'orthographe officielle moderne Aulph comme dénuée de sens et espèrent en obtenir la rectification. Aulps, orthographe ancienne, est la seule qui se justifie par l'origine : *de Alpibus*. Les Haut-Valaisans donnaient à ce bailliage également le nom de *Hochthal* (Furrer, o. c., t. II, p. 311), la « Haute-Vallée ».

Le souvenir des démarches entreprises par les habitants en 1536 ne devait point disparaître. Dans un acte de 1564, l'évêque de Sion Jean Jordan, successeur d'Adrien I^{er} de Riedmatten, se donne à lui-même les titres de « Prince du Saint Empire Romain, et, par concession de Son Excellence le Duc, protecteur de la Foi chrétienne et seigneur du Chablais jusqu'à la Dranse de Savoie ¹⁰¹ »... Cette titulature insolite est révélatrice du souci qu'avait le prélat de justifier la domination valaisanne en Chablais en affirmant qu'elle s'exerçait avec le consentement ducal, comme par délégation, et pour le service de la foi...

Deux siècles et demi plus tard, aux approches de la Révolution, un docteur en droit, Barthélemy Guillot, — fils d'un aubergiste qui payera de sa tête la part qu'il prendra au mouvement d'émancipation, — rappellera ¹⁰² que « les peuples de Monthey à Evian » avaient eux-mêmes demandé à se placer sous la protection valaisanne pour échapper à une occupation bernoise qui les eût « obligés d'embrasser la religion de Calvin ¹⁰³ ». Or, il n'est peut-être pas sans intérêt de relever en passant que Guillot descendait à la onzième génération de la famille Sostionis ¹⁰⁴ dont nous avons senti le rôle en 1536...

¹⁰¹ Cf. Roten et Riedmatten, o. c., p. 480, qui commentent ainsi ce texte : « Le but de cette conquête était officiellement de protéger des populations catholiques contre les mesures religieuses prises par les Bernois », et ajoutent (p. 481) : « Ces pays occupés, dont une partie seulement relevait de l'évêque de Sion, furent partagés en trois bailliages »... Leur sort était donc celui de « *pays occupés* » !... Boccard, dont le témoignage est cité par ces auteurs (pp. 497-498), présente ainsi ces événements : « En 1536, les Haut-Valaisans, voyant les Bernois prendre au duc le pays de Vaud, Gex et une partie du Bas-Chablais, y compris Thonon, sa capitale, s'emparèrent aussi des mandements de Monthey, Evian et Féterne jusqu'à la Dranse de Thonon. Appelés d'ailleurs par les peuples de cette autre portion du Chablais qui, craignant pour leur religion s'ils passaient sous la domination bernoise, se donnent provisoirement aux Valaisans, zélés catholiques, jusqu'à ce que leur prince fût rentré dans ses Etats et leur payât les frais d'occupation. »

¹⁰² Cf. Eugène Donnet : *Pierre Guillot et le mouvement d'émancipation en Bas-Valais, 1790-1791*, dans *Annales valaisannes*, 1940, pp. 131-132.

¹⁰³ Il est évident que l'expression de B. Guillot exprime une vue *a posteriori* des événements, car, au début de 1536, il n'était pas encore question de Calvin dans la région lémanique. Calvin ne viendra à Genève qu'à la fin de juillet 1536, sur l'invitation pressante de Farel. Au printemps 1538, Calvin s'éloignera de Genève, où ses vues sont combattues par un autre courant de la Réforme. Après plus de trois ans d'absence, il y reviendra cependant, le 13 septembre 1541 ; il y restera dès lors définitivement, jusqu'à sa mort, le 27 mai 1564, donnant une forme définitive à l'Eglise évangélique dont Farel avait jeté les fondements.

¹⁰⁴ (1) *Guillemine Sostionis* épousa Thomasset Bernardi vers la fin du XV^e siècle ; (2) leur fils *Hugonin Bernardi* fut le père de (3) *Bernardine Bernardi* qui épousa Nicolas Boquis ; (4) leur fils *Jean Boquis* fut investi par l'abbé Barthélemy Sostionis du vidomnat de Vouvry en 1543 ; (5) *François Boquis*, fils du précédent, fut châtelain de Vouvry ; de même (6) son fils *Jacques* ; (7) le notaire *Gaspard Boquis*, fils de Jacques, fut le père de (8)

Un « Réduit » savoyard

A vrai dire, Troistorrents, comme Illiez, du reste, n'avait manifesté aucun empressement à opérer le changement de régime en 1536, et s'il est des localités où nul vœu n'appela la domination valaisanne, ce fut bien dans cette vallée. En l'occurrence, les gens de Troistorrents se distancèrent des Montheysans pour faire corps avec leurs voisins d'en haut. Les troupes valaisannes avaient avancé par la plaine, jusqu'au lac, et peut-être nos gens espéraient-ils qu'elles se désintéresseraient des montagnes et des vallées !... Pourtant, après St-Gingolph (le 8 février), après Evian (le 9), les communautés de la vallée d'Abondance, de Vacheresse et Bonnevaux (le 20), puis celles de St-Jean d'Aulps et du Biot (le 22) avaient fait adhésion aux nouvelles autorités. Peu à peu, la contagion de l'obéissance s'était étendue à tout le Chablais oriental : il ne restait plus en dehors que quelques nobles — dont la fidélité au régime effondré demeurerait comme une émouvante espérance en quelque retour du sort —, et les deux communautés de Troistorrents et d'Illiez¹⁰⁵... Cette attitude obligeait le Valais à maintenir sous les armes des effectifs plus considérables qu'on ne l'aurait voulu, pour faire face à toute éventualité, car on redoutait un mouvement tournant des Bernois.

Selon Imesch, les gens de Troistorrents et d'Illiez modelaient leur opposition sur celle du châtelain savoyard de Monthey. Celui-ci gênait à tel point les Valaisans qu'ils envisagèrent de le conduire sous escorte à Sion pour le cas où il persévérerait dans son attitude. Les listes de magistrats et fonctionnaires établies par J. Reymondeulaz sur les Archives de Monthey¹⁰⁶ indiquent Louis Pomel (Pomelli)¹⁰⁷, notaire, comme châtelain de ce mandement, attesté par

Madeleine Boquis qui épousa Pierre Guillot, hospitalier de Monthey en 1691 ; (9) leur fils *Antoine Guillot*, syndic de Monthey en 1726, fut le père de (10) *Pierre* (1727-1791), syndic 1780-1790, aubergiste, dont (11) le fils fut *Barthélemy* (1754-1835), docteur en droit. Cf. E. Donnet, o. c., pp. 139-140, et *Barthélemy Guillot, Montheysan, Soldat, Valaisan*, dans *Annales valaisannes*, 1943, pp. 17-24 ; *Armorial*, pp. 248 (*Sostionis*), 27 (*Bernardi*), 39 (*Boquis*). Sera-t-il permis d'ajouter que Marie-Marguerite Guillot, sœur de Barthélemy, épouse de François-Joseph Zum Offen, est trisaïeule de M^{me} Paul de Courten, l'actuel préfet de Monthey et conseiller national (cf. *Armorial*, p. 302, *Zum Offen*)...

¹⁰⁵ Cf. Imesch, o. c., pp. 11-13 ; Tamini et Delèze : *Illiez*, pp. 94-96.

¹⁰⁶ Ces listes de magistrats et fonctionnaires sont en possession de la famille Trottet ; M. Jean Marclay a bien voulu nous en communiquer une copie. Cf. M. Trottet : *Les Autorités locales de Monthey (1400-1800)*, dans *Annales valaisannes*, 1917, pp. 55-62.

¹⁰⁷ Des familles de ce nom sont connues d'ancienne date à La Roche, Evian et Villeneuve ; cf. Rebord et Gavard : *Dictionnaire du Clergé séc. et rég. du Diocèse de Genève-Annecy* (= *DGA*), Annecy et Bourg, 1920-1921, t. II, p. 640. L'*Armorial et Nobiliaire de Savoie* du comte de Foras, etc., t. IV, p. 435, a annoncé une étude des Nobles Pomel d'Evian, mais celle-ci

des actes du 1er octobre 1533, du 25 août 1535 et du 31 janvier 1538. Cette dernière mention prouve qu'il se ralliera finalement au nouveau régime.

Quant aux gens de la Vallée, afin de hâter leur soumission, le gouverneur de St-Maurice, Gilg Imahorn, leur écrivit pour leur faire reproche de se tenir en armes et de commettre des violences dans la région des Neyres au-dessus de Monthey. C'est alors que « *les capytannes, bannerez, sindiques et conseillers de Trestorrent et de Illiez* » répondirent au gouverneur par une lettre du 14 février, dont l'original a été conservé¹⁰⁸. Tandis que les missives de l'évêque Adrien I^{er} à Imahorn étaient toutes rédigées en latin, comme le sera aussi l'acte final du 25 février, la lettre des deux paroisses était écrite en français, ce qui, aujourd'hui, en augmente le prix en joignant à l'intérêt de son contenu historique celui d'un document linguistique.

Ils assurent d'abord Imahorn de leur droiture : *... nous vous assurons que ne sommes pas en armes en mauveyse entention, sy non contre les ennemis de nostre tres redupte sign^r*¹⁰⁹. *De quoy ne monsign^r. de Syon ne messieurs les paysan*¹¹⁰ *ne vous tenons d'un nombre, vu l'amitié, aliance et confederation que sont entre nostre dit tres redupte sig^r.*

L'argument ne manquait pas d'élégance !

Quant aux accusations d'Imahorn, ils sauront aussi les réfuter : *Pour regard den secon*¹¹¹ *disant que aulcunn des nostre on fayt violence et euvre de fayt en juridant et donant menasses ad ceux de Monthey. Nous croyons que votre signiorie soyt mal enformee. Car ces sont cas et actes que ne voudryont permettre estre fayt. Et si nous pouvons savoir ne adpersevoir les delinquans, il en seront punys de telle sorte que aures cause de bons contente...*

Incidents de frontière, note de protestation, réplique, c'est tout cela que nous rencontrons ici avec surprise...

n'a pas encore paru ; le même ouvrage, t. IV, p. 256, cite, par contre, en 1504, Egrège Guillaume Pomel, bourgeois de Villeneuve. C'est sans doute à l'une de ces deux dernières familles (Evian ou Villeneuve) que se rattachait le dernier châtelain savoyard de Monthey. Trottet, o. c., pp. 57 et 61, constatant que les châtelains de Monthey, même sous le régime ducal, étaient souvent choisis dans des familles connues de la localité, pensait que c'était là un principe général et donc que, si l'on ne retrouve plus certaines familles — qu'il regardait d'ailleurs comme « originaires de Savoie probablement » —, c'est qu'elles s'éteignirent avant le XVIII^e siècle. Cela nous paraît inexact car aucune règle n'existait qui obligeât de choisir sur place le châtelain.

¹⁰⁸ Archives de Riedmatten. Texte publié par Imesch, o. c., pp. 24-25.

¹⁰⁹ Notre très redouté seigneur : le duc Charles III de Savoie.

¹¹⁰ C'est-à-dire les gens du pays, *Landleute*.

¹¹¹ En second lieu.

Mais les diplomates de la vallée d'Illiez n'en restent point à se justifier, ils se donnent de l'air en traitant avec le Valais de puissance à puissance : ... *vous prions auxi deffendre au voustre de nous fayre que ayons cause ne occasion de nous deffendre* ¹¹². *Et quand il vous playraz en quelquel chose nous employer, nous trouveres pres ad vous fayre suivre Aydant notre sig^r* ¹¹³, *auquel pryont vous done bonne vie et longue a pres nous estre tam den melliers amis que fayre povons a vostre bonne grace nous rendre.*

De Trestorrent le XIII de fevrier.

Par les tous vos bon amys.

Les capytannes, bannerez, sindiques et conseillers de Trestorrent et de Illiez.

Ad mons^r le gouverneur de Saint Maurys nostre bon amys.

Tant de protestation d'amitié — le mot d'*amis* est revenu trois fois —, était-ce vraiment un sentiment sincère ? Rien n'est dit, d'autre part, — et à plus forte raison, rien n'est promis, — quant à la question essentielle : la Vallée va-t-elle se soumettre au Valais, ou veut-elle attendre ? Aujourd'hui, on louerait peut-être ces gens de leur prudence d'« attentistes »... Sans doute, en terminant, parlent-ils de « se rendre à la bonne grâce » des Valaisans, mais y a-t-il là plus qu'une formule de politesse, puisqu'ils attendront encore dix jours avant de se résigner à l'inévitable ! Pour briser cette résistance, le capitaine Jost Kalbermatter interdit le 18 février aux habitants de Monthey toute relation personnelle ou d'affaires avec la Vallée ¹¹⁴.

Aussi, pour corriger ce que cette longue attente pourrait leur causer d'ennuis de la part de leurs nouveaux maîtres, est-ce en groupes compacts, — et non par quelques délégués seulement, comme les habitants de la plaine, — que les deux paroisses opérèrent enfin leur ralliement, le 24 février. L'acte solennel du lendemain n'énumère pas moins de 24 représentants de Troistorrents et 31 d'Illiez. Ce sont là des repères utiles pour l'histoire des familles et nous n'hésitons guère à reproduire ces listes. Nous le ferons en respectant l'ordre et la graphie du document, non sans rappeler toutefois que la lettre finale *i* n'implique aucune origine italienne, mais est simplement une désinence du latin des notaires.

¹¹² Donc : nous vous prions aussi d'interdire aux vôtres de faire quoi que ce soit qui nous force à nous défendre...

¹¹³ Avec l'aide de Notre Seigneur, Dieu.

¹¹⁴ Imesch, o. c., p. 12.

De la « paroisse de Troistorrents » : Collet Carraudi ¹¹⁵, Henri Berruti ¹¹⁶, Michel Falcoz, Termod Jaquyer, Henri Jaquyer, Antoine Bosson ¹¹⁷, Claude Falcoz, Jean de Vanterii alias Fontannaz ¹¹⁸, Michel Nicolleracti ¹¹⁹, Collet Laufaz, Antoine Rabodi ¹²⁰, Jean Rollier ¹²¹, Termod Berthollet senior ¹²², Maurice Fay ¹²³, Claude de Vanterii alias Michaux ¹¹⁸, Aymon Murisodi ¹²⁴, Jordan Fornaioz, Jean Fornaioz, François Fornaioz ¹²⁵, Jean Oudram ¹²⁶, Jean dou Bulluyt ¹²⁷, Antoine Berruti ¹¹⁶, Guillaume Fabri et Pierre Fabri ¹²⁸.

De la « paroisse et communauté d'Illiez » : Louis dou Rochey ¹²⁹, Claude Marietam junior ¹³⁰, Jean Borrat ¹³¹, Pierre es Henry ¹³², Pierre Marietans ¹³⁰, Amédée Escuyer ¹³³, André Gilliabert ¹³⁴, Aymon a Vanterii ¹³⁵, Claude Bovard ¹³⁶, Nicod Jordam ¹³⁷, Pierre Nicodi ¹³⁸,

¹¹⁵ Carraud. Cf. Tamini et Délèze : *Illiez*, p. 75 ; *Armorial*, pp. 50-51. — Pour les familles qui font l'objet d'une notice dans ces ouvrages, nous y renvoyons simplement ; si ce n'est pas le cas, nous suppléerons en rassemblant quelques indications.

¹¹⁶ Berrut. Cf. *Illiez*, p. 75.

¹¹⁷ Peut-être Dubosson (Grenat, o. c., p. 11, note). Cf. *Illiez*, pp. 71, 77 ; *Armorial*, p. 81.

¹¹⁸ de Vantéry. Cf. *Illiez*, p. 211 sq. ; *Armorial*, p. 275.

¹¹⁹ Nicollerat. Cf. *Illiez*, p. 73 ; *Armorial*, p. 184 (Michel II).

¹²⁰ Raboud. Cf. *Illiez*, p. 79 ; *Armorial*, p. 204.

¹²¹ Rouiller. Cf. *Illiez*, pp. 73, 79-80 ; *Armorial*, p. 219.

¹²² Cf. *Illiez*, p. 75.

¹²³ Du Fay. Cf. *Illiez*, p. 209 sq. ; *Armorial*, p. 82.

¹²⁴ Morisod. Cf. *Illiez*, p. 78.

¹²⁵ Fornage. Cf. *Illiez*, p. 77 (où il faut corriger 1350 par 1632) ; *Armorial*, p. 97.

¹²⁶ Une alliance Oudran-Raboud est citée par l'*Armorial*, p. 204.

¹²⁷ Dubulluit. Cf. *Armorial*, p. 63 (s. v. Clément).

¹²⁸ Favre. Cf. *Armorial*, p. 93.

¹²⁹ Cf. *Armorial*, p. 217 (s. v. du Rosey).

¹³⁰ Mariétan. Cf. *Illiez*, p. 73 ; *Armorial*, p. 160.

¹³¹ Cf. *Illiez*, p. 70 ; *Armorial*, p. 39.

¹³² Exhenry. Cf. *Illiez*, p. 72 ; *Armorial*, p. 90.

¹³³ Ecœur. Cf. *Illiez*, p. 71 (la mention de l'écuyer ducal de 1505 est-elle autre chose qu'une actualisation du nom ?) ; *Armorial*, p. 85.

¹³⁴ Une famille Bovard-Gillabert est citée dans *Illiez*, pp. 70, 130.

¹³⁵ Avanthay. Cf. *Illiez*, p. 70 ; *Armorial*, p. 16.

¹³⁶ Bovardi, Bovardy, Bovard. Famille qui a fourni des notaires et magistrats : Clément, notaire au XVI^e siècle ; Pierre (fils de Clément), qui serait parvenu à un âge très avancé, s'il est vraiment le même personnage cité comme notaire dès 1591 et comme châtelain d'Illiez 1627-29, 1633-40, 1645-48, 1653-56, 1659-60 ; Mermet (peut-être frère du précédent), notaire, syndic 1596, châtelain 1607-14 ; un autre Mermet (fils de Pierre), notaire 1640 ; François, notaire 1670 ; Claude, syndic 1688 ; Barthélemy, notaire 1697 ; Jean, notaire 1750 ; Jean-Louis, syndic 1815 ; Jean-Maurice, syndic 1844. En outre, une quinzaine de ses membres moururent au service de France : Louis † 1674, Laurent † 1677 (bataille de St-Omer), Louis † 1683, Claude † 1701, Barthélemy (fils du notaire

Jean dou Roche¹²⁹, Claude Regis¹³⁹, Hugonet dou Bulluyt¹²⁷, Jean Berodi¹⁴⁰, Nicod Geneyvroz¹⁴¹, Claude Magnym¹⁴², Simon Ryon, Jaquemet Ryon, Nicod Regis¹³⁹, Louis Silvestri¹⁴³, Jean Regis¹³⁹, Jean Regis de Pley, Pierre es Henry¹³², Jean Jordam¹³⁷, Pierre Carraudi¹¹⁵, Claude Luysodi, Pierre a Vanteri¹³⁵, Pierre de Crestellis¹⁴⁴, Hugonet Marclesi¹⁴⁵, Pierre fils de Jaquier dou Bulluyt¹²⁷.

En dépit de ce zèle tardif, les Dizains n'oublieront pas les attermoiments de Troistorrents et d'Illiez : la diète du 10 mars suivant les contraindra à payer comme frais de guerre la somme de 100 florins à la Saint-Michel¹⁴⁶.

Le même jour que Troistorrents et Illiez s'étaient inclinés, noble Maurice d'Arbignon, de Collombey, fit aussi sa soumission, en son nom et en celui des siens et de ses gens. Ainsi s'achevait cette « dédition » qui — du moins le proclamait-on — devait être une protection provisoire, et qui donna au Valais un accroissement définitif : le district actuel de Monthey.

Barthélemy) † 1707 (bataille de Huy), Maurice, lieutenant, † 1708 (à Narbonne, sur le chemin du retour), tous les six de la Compagnie Marclesy ou Marclay ; Jean † 1687, C^{ie} de Courten ; Jean † 1689, C^{ie} Andenmatten ; Angelin (fils du syndic Jacques, — lequel manque dans la liste des syndics, p. 110...) † 1693, C^{ie} de Lavallaz ; les frères Hyacinthe et Jean-Maurice, † 1782 (Hyacinthe à St-Jean-d'Angély et Jean-Maurice à Saintes), C^{ie} Ignace de Courten ; Jean-Louis † 1710, Jean-Joseph † 1763 (à Barcelone), Antoine Bovard-Gillabert † 1788 (en Lorraine), les trois de Compagnies inconnues (Illiez, pp. 70, 104-105, 109-113, 127-130).

¹³⁷ Jordan. Cf. *Armorial*, p. 135.

¹³⁸ Nicodi, Nicody, Nicod. Famille de notaires : Michel 1525 ; François, notaire, châtelain d'Illiez 1561-86 ; Barthélemy, notaire vers 1570 ; Claude, notaire, châtelain 1615-18 et 1625-26 ; Barthélemy, notaire 1640 ; Jean, notaire 1666-74 ; François, notaire 1674 ; François (le même ?), métral 1687 ; Jean, notaire 1687 ; François, notaire 1731. On cite trois membres de cette famille morts au service de France : Barthélemy † 1674, Compagnie Marclesy ; François † 1692, C^{ie} Andenmatten ; Claude (fils du notaire Jean) † 1703 en Catalogne, C^{ie} inconnue (Illiez, pp. 103-105, 112-114, 127, 129-30).

¹³⁹ Rey. Cf. *Illiez*, p. 73 ; *Armorial*, p. 209 (s. v. Rey-Bellet).

¹⁴⁰ Berodi, Bérody, Bérode. Cf. *Armorial*, p. 28.

¹⁴¹ Famille disparue, qui a fourni au XVI^e siècle deux châtelains d'Illiez : Claude, en 1537-38, et Nicod, en 1545-46 (ce dernier était peut-être le consentant de 1536), ainsi qu'un syndic : Pierre, en 1554. Plus tard, trois membres de cette famille sont morts au service de France : Barthélemy † 1674, de la Compagnie Marclesy ; François † 1692, de la C^{ie} Andenmatten ; Claude (fils d'un notaire Jean), † 1703 en Catalogne, de C^{ie} inconnue (Illiez, pp. 69, 103, 104, 109, 127, 129-130).

¹⁴² Magnin. Cf. *Armorial*, p. 158.

¹⁴³ Silvestri, Silvestry, Silvestre. Cf. *Armorial*, p. 243.

¹⁴⁴ Cf. *Armorial*, pp. 75-76 (s. v. Defago).

¹⁴⁵ Marclesi, Marclesy, Marclay. Cf. *Illiez*, pp. 72, 124 sq. ; *Armorial*, p. 159.

¹⁴⁶ *Illiez*, p. 96.

Demandes en restitution...

Dès 1548, n'étant encore que prince héritier, le fils de Charles III s'était adressé à la Diète suisse pour réclamer la restitution des territoires enlevés en 1536. C'était poser un principe : le jeune prince n'entendait pas laisser prescrire les droits de sa Maison. Aussi, quand Emmanuel-Philibert succéda à son père (17 août 1553), était-il à prévoir qu'il emploierait son intelligence et son énergie, qui étaient vives l'une et l'autre, à la restauration du duché par le regroupement de ses membres épars... Le traité de Cateau-Cambrésis entre Henri II et Philippe II (3 avril 1559) allait fournir la première démonstration de cette politique. Emmanuel-Philibert n'avait-il pas été le principal artisan de la victoire espagnole ? C'est lui, en effet, qui commandait les troupes de Philippe II qui s'emparèrent de St-Quentin (10 août 1557) après un siège fameux. A Cateau-Cambrésis, la France dut donc restituer au duc le Piémont et la Savoie du Sud.

Ce jalon posé, Emmanuel-Philibert estima le moment venu de rentrer en possession des régions lémaniques. Dans toutes les capitales, ses ambassadeurs reçurent ordre de travailler à la réalisation de ce grand dessein ; en Suisse, cette tâche incombait surtout à Jean-Gaspard de Lambert¹⁴⁷ et à Guillaume-François de Chabod¹⁴⁸. Avec habileté et persévérance, les agents ducaux parviendront à signer à Lausanne, le 30 octobre 1564, un traité avec Berne par lequel cette République renonçait aux bailliages qu'elle détenait depuis près de trente ans dans le pays de Gex, le Genevois et le Chablais occidental, mais conservait définitivement (jusqu'à 1798 !) le pays de Vaud, moyennant une indemnité de 30 000 écus d'or... Comme tous les compromis, ce partage ne satisfit d'abord personne, car si le duc avait renoncé au pays de Vaud, beaucoup de Bernois reprochaient à leur gouvernement d'avoir abandonné aussi de précieux territoires : on perdait ainsi de bonnes frontières et, qui plus est, cet abandon n'était pas sans incidence religieuse pour les protestants... Quoiqu'il en soit, le traité fut exécuté en août 1567¹⁴⁹.

¹⁴⁷ Jean-Gaspard de Lambert, ambassadeur de Savoie en Suisse de 1559 à 1563. Cf. *DHBS*, t. V, p. 735 ; *Foras : Armorial et Nobiliaire de Savoie*, t. III, p. 225.

¹⁴⁸ Guillaume-François de Chabod, ambassadeur de 1574 à 1582 (*DHBS*, I. c.). Le duc Charles-Emmanuel I^{er} lui donna divers biens le 16 janvier 1590 en considération des grands services qu'il a rendus à son père et à lui depuis vingt-sept ans (*Foras*, o. c., t. I, p. 333).

¹⁴⁹ Cf. *DHBS*, t. II, p. 91 (*Berne*), t. IV, p. 479 (*Lausanne*), t. V, p. 733 (*Savoie*), t. VII, p. 60 (*Vaud*). Grâce à l'appui de l'Angleterre, Berne se fit confirmer par le duc Charles-Emmanuel I^{er}, le 23 juin 1617, la possession du pays de Vaud ; en même temps, le prince promit de respecter l'indépendance de Genève (cf. Donnet et Ghika : *S. François de Sales et le Valais*, p. 85).

Le duc demanda au Valais de suivre cet exemple. A vrai dire, il n'avait pas attendu jusque là. Dès le début de son règne, Emmanuel-Philibert avait élevé des réclamations en écrivant de Bruxelles au Valais, le 1^{er} décembre 1555. Les Dizains apportèrent si peu d'empressement à répondre que le comte de Challant¹⁵⁰, gouverneur d'Aoste, dut rappeler, le 24 mars 1556, que son maître attendait une réponse....

Peu après Cateau-Cambrésis, le 8 juillet 1559, le duc s'adresse de nouveau au gouvernement de Sion en l'informant qu'il envoie auprès de lui le baron de Chevron¹⁵¹. Ces démarches étant demeurées sans succès, le prince revient à charge aussitôt après l'exécution du traité de Lausanne qui a mis fin aux contestations entre Berne et la Savoie. C'est pour Emmanuel-Philibert l'heure de régler aussi le différend qui l'oppose au Valais... Le 2 septembre 1567, le duc délègue auprès des Dizains le comte de Montmayeur¹⁵², auquel il adjoint encore, le 10 décembre suivant, le baron de Chevron. La peste empêchant les parties de se rencontrer en Valais, c'est à Nyon qu'eut lieu une première conférence (8 et 9 juin 1568), suivie d'une seconde à Rolle (23 août). Entre-temps, le seigneur de Beaufort¹⁵³ avait été chargé de présenter aux Valaisans de nouvelles propositions. Néanmoins, la conférence n'aboutit pas encore à un accord. Les négociations continuèrent — aucun problème confessionnel ne venait d'ailleurs les compliquer — ; une troisième fois, les délégués des deux Etats se réunirent, à Thonon (27 février-4 mars 1569), et aboutirent enfin à une entente.

Le traité, signé à la fin de la conférence, et bientôt ratifié à Sion (23 mars) et à Chambéry (4 avril), fit un partage : il fixa définitivement la frontière à la Morge de St-Gingolph : le Valais restituait au prince les deux bailliages d'Evian et de St-Jean d'Aulps, mais gardait celui de Monthey¹⁵⁴.

¹⁵⁰ Le célèbre René de Challant (1503-1565), qui joua un rôle de premier plan dans l'histoire militaire, diplomatique et administrative du duché. Cf. *Armorial valaisan*, p. 55.

¹⁵¹ Michel de Chevron-Villette fut ambassadeur de Savoie aux conférences de Lausanne (1564) et de Thonon (1569). Cf. Foras, o. c., t. II, p. 22.

¹⁵² François de Montmayeur, gouverneur savoyard de Chablais, Gex, Ternier et Gaillard avant 1571, bourgeois de Berne, testa à Gex en 1581. Cf. Foras, o. c., t. IV, p. 154.

¹⁵³ Gouvain ou Gauvain de Beaufort, seigneur de Rolle, appelé en Suisse allemande Walter von Roll (mais sans lien avec les familles de ce nom), ambassadeur de Savoie en Suisse en 1565, 1568, 1572 (*DHBS*, t. V, p. 735). Le baron d'Yvoire, dans son Supplément à l'*Armorial et Nobiliaire de Savoie* du comte de Foras, p. 125, n. 2, cite Gauvain de Beaufort, gentilhomme de Son Altesse, habitant Rumilly en 1571. Foras lui-même l'a ignoré, mais en rapprochant les indications rapportées par Yvoire, l. c., le *DHBS*, t. V, p. 536, et le *DHV*, t. II, pp. 533-534, il semble que le père de Gauvain était Amédée de Beaufort, seigneur de Rolle de 1531 à 1550, cité par Foras, o. c., t. I, pp. 152-153.

¹⁵⁴ Sur toute cette affaire, voir Grenat, o. c., pp. 73-80 ; cf. aussi *DHBS*, t. V, p. 733 (*Savoie*), t. VI, p. 552 (*Thonon*), t. VII, p. 16 (*Valais*) ; H. Ammann et K. Schib : *Atlas historique de la Suisse*, Aarau, 1951, pp. 31 et 61.

Le traité de Thonon marque la troisième étape de la restauration territoriale du duché, mais avec lui s'arrêtent les effets de la victoire de St-Quentin. Les négociateurs savoyards tenteront bien de persuader Fribourg de rendre à son tour ses conquêtes « provisoires » de 1536, mais en vain, Fribourg faisant remarquer que le pays de Vaud n'est pas rentré dans l'obéissance ducale. Les Cantons Catholiques, auxquels recourut Chabod, s'entremirent pour détendre la situation : le prince fit les frais de l'accord en renonçant formellement, par acte du 25 septembre 1578, au comté de Romont et à toutes les autres acquisitions fribourgeoises¹⁵⁵. Ce succès, Fribourg le devait à l'habileté de ses hommes d'Etat sans doute, mais aussi aux conjonctures internationales du moment, et en particulier au fait que cette République n'avait nulle part frontière commune avec la Savoie. C'est ainsi que « de tous les Etats qui avaient occupé des terres de Savoie en 1536 — France, Berne, Valais, Fribourg — seul Fribourg ne restituait rien¹⁵⁶ ».

Quelques semaines après le traité de Thonon, le 20 mai 1569, le grand-bailli de la constellation valaisanne confirmait les franchises de Monthey. Là, depuis 1536, s'installait tous les deux ans un gouverneur fourni, selon une rotation déterminée¹⁵⁷, par chacun des VII Dizains, dont le bailliage était devenu la propriété commune.

Le premier gouverneur que les Haut-Valaisans établirent, fut Benoît de Prensieres, un notaire sédunois qui avait déjà revêtu dans la capitale la charge de grand-châtelain. Il mourut après quelques mois seulement d'exercice. Ce fut son concitoyen Adrien Rubini, notaire lui aussi et ancien bourgmestre de Sion, qui acheva le biennat interrompu. Lorsque vint le tour du dizain supérieur, celui-ci eut pour représentant Hans Schmid, de Reckingen, qui fut plusieurs fois major de Conches. Nommé à la fin de 1548, il s'installa l'année suivante au château tenu auparavant par les Du Rossey. Ceux-ci avaient acquis à Monthey et ses environs, au début du XVI^e siècle, alors que le pays appartenait encore au duché de Savoie, des droits féodaux considérables provenant des Montheolo et des Arbignon, ainsi que le vidomnat de Monthey et la seigneurie de Martenoît (Illiez), qu'ils avaient achetés aux Menthon-Lornay en 1505. L'occupation valaisanne ne mit aucune hâte à abolir ces droits, mais attendit l'occasion propice que ne devait

¹⁵⁵ Cf. *DHBS*, t. III, p. 222 (Fribourg), t. V, p. 733 (Savoie). Il est piquant de relever le détail suivant : en même temps que le traité de Thonon, du 4 mars 1569, la Savoie et le Valais conclurent une convention militaire qui prévoyait, en cas de désaccord, de s'en remettre à la décision d'un surarbitre choisi dans les VII Cantons Catholiques ; toutefois, on ne pourra pas le prendre à Fribourg avant la solution des difficultés que le duc avait avec cet Etat (Grenat, o. c., p. 78)... C'est dire le chemin parcouru de 1569 à 1578 !

¹⁵⁶ *Le duc de Savoie Emmanuel-Philibert et les Fribourgeois*, dans *La Liberté*, Fribourg, 23 janvier 1942.

¹⁵⁷ Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue, Conches.

pas manquer d'amener avant longtemps la répétition des mêmes conflits. Déboutés par le duc Charles III en 1515 et 1534, les sujets des Du Rosey revinrent, en effet, à charge en 1546 ; ce dernier procès se termina par la saisie du vidomnat et du château, où l'Etat allait enfin pouvoir loger son gouverneur¹⁵⁸.

Or, aux alentours de 1600, parvient au Valais une réclamation venant de Liège : elle émane d'un personnage qui se prévaut de droits à lui transmis par sa grand-mère Anne du Rosey. René de Druyn, dit du Rosey, seigneur de Ronchines et Tornière, grand-bailli de Hesbaye, membre du Conseil d'Etat et gentilhomme de la Chambre du Prince-Electeur archevêque de Cologne et évêque de Liège, Ernest de Bavière, écrit donc à l'évêque de Sion, au grand-bailli et aux députés de la Diète, pour demander restitution du vidomnat de Monthey et de son château. Il promet de ne donner aucun sujet d'inquiétude, « attendu qu'il demeure et demeurera au pays de Liège », et, ajoute-t-il, « de plus, vos Seigneuries demeureront toujours Souverain et Prince de Monthey » ; il n'altérera en rien cette souveraineté et commettra un sujet de Leurs Seigneuries pour exercer ses droits. D'autre part, il s'offre à rechercher auprès de ses cousins de la Maison d'Introz « aucun registre et lettrage » provenant des Rosey et Arbignon, pour les mettre en mains de Leurs Seigneuries.

Cette proposition est intéressante, d'autant plus qu'elle suit le traité de Thonon où figurait une clause du même genre : le Valais et la Savoie s'étaient alors engagés à échanger tous les actes, reconnaissances, contrats, documents anciens et modernes, concernant les territoires attribués définitivement à chaque partie. Le duc promettait, en outre, de s'employer « à obtenir que les héritiers du feu bailli Rosey remettent aux Vallaisans les titres et reconnaissances qu'ils possèdent concernant en général et en particulier le gouvernement de Monthey¹⁵⁹ ». On doit donc supposer que les héritiers des Rosey n'avaient pas livré toutes les pièces de leurs archives, puisque, quelque trente ans plus tard, René de Druyn offrait ses services à cette même fin ?...

Par ailleurs, Druyn appuyait ses revendications sur le fait que le Valais se serait jadis emparé des biens de ses ancêtres en se fondant « sur le titre du *Jus Belli* qui est celui qui accompagne les Princes et Républiques se saisissant des biens de leurs voisins »... Le requérant faisait enfin remarquer que si le Valais a fait des réparations à son château, il en a joui aussi « passé cinquante ans¹⁶⁰ »...

¹⁵⁸ Cf. B. Rameau : *Valais historique, Châteaux et seigneuries*, Sion, 1886, p. 13 (où l'auteur fait une distinction de châteaux qui ne paraît pas exacte) ; *Armorial valaisan*, p. 217, art. du Rosey ; D. L. Galbreath : *Les baillis du Chablais de 1351 à 1536*, dans *Mélanges Charles Gilliard*, Lausanne, 1944, pp. 245 sq. ; Illiez, pp. 35, 50-53 ; BWG, t. V, pp. 280, 282.

¹⁵⁹ Grenat, o. c., p. 79.

¹⁶⁰ Ce texte, peu remarqué en Valais, a été publié par l'Académie Chablaisienne dans ses Mémoires et Documents, t. XV, Thonon, 1901, pp. XXXI-XXXIII.

De fait, l'Etat du Valais avait déjà dépensé 25 florins en 1598 pour couvrir la « souste » du château, quand l'incendie du 6 février 1606, « qui dévora une partie de Monthey », exigea de grandes réparations au château. Il faut croire, cependant, que celles-ci furent insuffisantes à le sauver, puisqu'il sera entièrement reconstruit en 1663-1664¹⁶¹. Quant à juger si l'annexion de Monthey était sauvegarde pacifique, comme le prétendra Barthélemy Guillot, ou prise de guerre, comme l'affirmait René de Druyn, Leurs Seigneuries de Sion ne s'embarrassaient point d'en juger, soucieuses uniquement de bien garder ce qu'elles tenaient ; après tout, le château et ses droits leur étaient venus par voie judiciaire, et c'était argument suffisant pour ne rien rendre de leur saisie...

Un précédent montre, d'ailleurs, que les Patriotes du Haut-Valais n'étaient guère portés à rendre ce qu'ils prenaient. Le duc de Savoie Philippe II avait constitué, le 12 avril 1497, en faveur de sa nièce, Louise de Savoie, une dot comprenant parmi d'autres la seigneurie de Monthey. François I^{er} de Luxembourg, qui avait épousé cette princesse, avait joui de cet apanage, puis l'avait transmis à sa mort, en 1533, à son fils François II. Après 1536, lorsqu'il vit durer l'occupation du Duché par la France, Berne et le Valais, François II chercha à recouvrer ses possessions perdues et à en assurer la conservation en prêtant serment au roi de France (1542) et à la République de Berne (1547), mais on ne voit pas que les Dizains valaisans l'aient admis ni à leur jurer fidélité ni à recouvrer ses droits¹⁶²...

Du temps de Bérody, les revendications seigneuriales étaient retombées dans le silence, tandis que les aspirations populaires à la souveraineté n'avaient point encore germé en Bas-Valais (on n'en saurait dire autant des Dizains eux-mêmes !)...

¹⁶¹ Rameau, *l. c.* — Grenat écrit de son côté (*o. c.*, pp. 166-167) : L'incendie « ravagea la plus grande partie de cet ancien bourg et détruisit son château, qu'il fallut reconstruire de fond en comble » ; les communes de ce « gouvernement » (Grenat dit : de ce Dizain !... Le bon chanoine eût fait froncer les sourcils des Patriotes qui, en juin 1624, reprochaient à Mgr Jost d'avoir employé l'expression : « nos chers sujets » pour tous les habitants du Valais, ce qui avait le tort de mettre sur le même pied les Patriotes des VII Dizains et les sujets du Bas-Valais ! Cf. Ghika, *Vallesia*, t. II, p. 123) durent participer aux frais de cette reconstruction (Grenat, p. 167, n. 1). Cependant, moins de soixante ans après, il fallut rebâtir...

¹⁶² *Armorial valaisan*, pp. 155-156, 172.

II

LA RÉPUBLIQUE DES VII DIZAINS

Les gouverneurs

La *Chronique* de Bérody, commencée en 1610, ne parle pas de Monthey avant 1617 et ne rapporte l'installation des gouverneurs qu'à partir de 1619. Ce retard ne trahit peut-être qu'un manque d'intérêt ; mais il se pourrait aussi que les démêlés des Patriotes avec l'évêque de Sion Hildebrand Jost n'y soient pas étrangers ¹⁶³. L'année 1613, qui marque le début de cet épiscopat, ouvre aussi une période de luttes ardentes dont on peut voir la déclaration dans la lettre que les magistrats adressèrent le 19 février 1613 à Adrien II de Riedmatten ¹⁶⁴. Ils y traitaient d'un différend dont s'était déjà occupée la diète de mai 1612, puis celle de Noël. La mort d'un prêtre dans le « gouvernement » de Monthey avait fourni l'occasion de ce conflit. Le gouverneur avait, en effet, voulu retirer le *spolium* de l'ecclésiastique défunt, mais le procureur de l'Evêché l'en avait empêché. A qui donc appartient le droit de *spolium* ¹⁶⁵ ?... A la mense épiscopale, disait-on dans l'entourage du prélat : ainsi en avaient usé les évêques Adrien I^{er} de Riedmatten et Jean Jordan, dont deux recès prouvent qu'ils recueillirent le *spolium* du clergé dans le gouvernement de Monthey. Mais, répliquait l'Etat, cette argumentation n'est pas probante, car le gouverneur Pierre Ambuel ¹⁶⁶ a retiré pareillement le *spolium* d'un

¹⁶³ M. Grégoire Ghika, archiviste cantonal adjoint, a consacré dans *Vallesia*, Sion, t. II, 1947, pp. 71-158, une importante étude aux *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel sous l'épiscopat de Hildebrand Jost (1613-1634)*. — Sur la date (1617) de la première mention de Monthey dans la *Chronique* de Bérody, voir plus loin, note 303.

¹⁶⁴ Grenat, o. c., pp. 178-181.

¹⁶⁵ C'est-à-dire le droit d'entrer en possession de certains biens laissés par un clerc, notamment des objets et vêtements destinés au culte. Le droit canon actuel s'occupe de cette question dans les canons 1298-1300 du Code.

¹⁶⁶ Elu à la fin de 1568 (Furrer, o. c., t. II, p. 282), Pierre Ambuel, de Loèche, avait occupé son poste de Monthey de 1569 à 1571. Ancien étudiant aux Universités de Fribourg en Brisgau, Bâle et Paris, il en garda une double orientation vers la Réforme et vers la France. « Il fut un propagateur actif de la Réforme dans le Valais », écrit D. Imesch dans le *DHBS*, t. I, p. 296. Cf. aussi *Armorial*, p. 8.

prieur de Port-Valais¹⁶⁷. Ce droit ne compète donc pas à l'Evêché, à moins que celui-ci ne bénéficie d'un titre spécial, comme dans le Val d'Illiez. Du temps que le prieuré d'Illiez appartenait à l'Abbaye d'Abondance, c'est l'Abbé qui jouissait de ce droit : il en a joui paisiblement jusqu'au moment où son monastère a vendu ce bénéfice à l'Evêché¹⁶⁸ ; aussi personne ne conteste à Sa Grandeur de Sion son droit dans cette paroisse. Mais il n'en va pas de même ailleurs, et les magistrats multiplient les exemples à l'appui de leur thèse : « Le châtelain du Fay¹⁶⁹, disent-ils, étant collateur du bénéfice de l'hôpital de Monthey, en tire tranquillement le *spolium* ; comme les de la Tour le tirent sur celui de Muraz¹⁷⁰ et les seigneurs du Val-lais sur celui de Vionnaz, en qualité d'ayants cause de noble de Montfaucon¹⁷¹, seigneur temporel du lieu. L'Etat le retire à un titre semblable de celui de Port-Valais. »

¹⁶⁷ S'agit-il d'un Pierre Viret qui paraît avoir été curé de Port-Valais en 1569 ? Tamini et Pannatier : *Essai d'hist. de Port-Valais*, p. 78, le citent (en 1529, mais comme l'indication suit l'année 1568, il s'agit d'une erreur typographique) sous la forme : « Pierre Viveti (Girat) » ; dans le VC, Pierre Viveti est cité en 1570 p. 133, ou, p. 506, sous la graphie Vivety (Giral), en 1569. Nous pensons que l'écriture Vireti serait plus exacte et que Girat pourrait en être l'équivalent, le sens demeurant le même : le français virer dérive du latin *gyrare* (cf. les armoiries de plusieurs familles vaudoises du nom de Viret, qui portent un viret ou virolet d'enfant, un viret de cordier, des vires. Galbreath : *Armorial vaudois*, t. II, p. 698). — C'est le seul desservant de Port-Valais connu à l'époque de Pierre Ambuel. Nous ne pensons guère qu'il puisse s'agir de son prédécesseur, le prieur Louis de Mandollaz, protonotaire apostolique, qui mourut en janvier 1617 seulement (cf. *Port-Valais*, p. 78 ; VC, pp. 131, 133, 175 ; Rebord et Gavard : *DGA*, t. II, p. 501 ; Foras, o. c., t. III, p. 320).

¹⁶⁸ En 1608 (Grenat, o. c., p. 179, n. 1).

¹⁶⁹ Guillaume III Du Fay (1577-1636), dont on reparlera plus loin.

¹⁷⁰ Sans doute s'agit-il ici des nobles de Montheolo qui auraient contribué par leur générosité à la fondation de la paroisse de Muraz et qui, selon un acte de visite, conservèrent le droit de patronat sur cette cure jusqu'au milieu du XVII^e siècle (VC, p. 139).

¹⁷¹ Tamini et Delèze (VC, pp. 131, 133, 136-137) rappellent que l'évêché de Lausanne acquit à la fin du XV^e siècle la commende du prieuré de Lutry. Par ce fait, l'évêque Aymon de Montfalcon (mieux que Montfaucon) en 1496, puis son neveu et successeur Sébastien de Montfalcon en 1517 auraient détenu aussi le prieuré de Port-Valais et la cure de Vionnaz, où ils se firent remplacé par des vicaires amodiataires. La chose est sûre en ce qui regarde Aymon, mais c'est une erreur en ce qui regarde Sébastien... Celui-ci ne figure point, en effet, parmi les prieurs (commendataires) de Lutry, où l'on trouve, de son temps, Jean de Montfalcon, qui succéda immédiatement à l'évêque Aymon en 1518. Jean, qui fut le dernier prieur de Lutry, était docteur en droit ; il fut aussi chanoine de Genève et chantre de la cathédrale de Lausanne. Nommé par le pape Clément VII, en 1529, prévôt du Chapitre cathédral de Genève, il ne fut installé en cette qualité que le 10 février 1548, à Annecy. Se qualifiant « prieur commendataire de Lutry, seigneur temporel de la terre et juridiction de Vionne », il constitue le 9 août 1550 Jean Devanteri comme notaire de Vionnaz. Jean de Montfalcon mourut en 1551 (cf. *DHV*, t. II, p. 170 ; *DHBS*, t. IV, p. 792 ; *DGA*, t. II, p. 552 ; J. Mercier : *Le Chapitre de St-Pierre de Genève*, dans les Mémoires et Documents publiés

Dépassant l'objet particulier du litige, le monitoire gouvernemental met l'évêque en garde contre la tentation du pouvoir temporel : « Nous sommes donc les maîtres absolus, écrivent les magistrats, et nous ne voulons pas que Sa Grandeur s'arroge le titre de maître absolu dans le gouvernement de Monthey, ni dans le Haut-Valais ¹⁷². » Le ton s'est fait hautain, insolent, menaçant. Adrien II, dit-on, comprit la gravité de la chicane et en eut ses jours abrégés : il mourut le 7 octobre suivant ¹⁷³.

Ce n'était pas de chicane personnelle qu'il s'agissait, mais de la forme étatique elle-même. Le Valais demeurerait-il la principauté épiscopale qu'il était autrefois (malgré les dénégations des Patriotes), ou, le glaive étant désormais séparé de la crosse, la « petite théocratie valaisanne » ¹⁷⁴ courrait-elle à sa fin ?... Le sens de la lutte était-il d'ordre politique ou d'ordre religieux ? Pour Hildebrand Jost — le successeur d'Adrien II — et pour ses historiens ecclésiastiques, il s'agissait d'un conflit spirituel, dont la pointe était dirigée contre l'Eglise elle-même, la religion, la foi. D'une noblesse morale que ses adversaires eux-mêmes n'ont jamais contestée, Jost n'en avait pas moins, semble-t-il, un caractère entier et opiniâtre, que la conscience de sa responsabilité et l'acuité de la lutte qui lui était imposée ne firent que fortifier. Sûr de son bon droit, persuadé que sa cause était sacrée, convaincu que le nœud de toutes ses difficultés se trouvait dans les intrigues des « religionnaires » ¹⁷⁵, il ne voulait admettre de bon gré aucun amendement à son pouvoir. Peut-être ne serait-il pas téméraire de chercher un parallèle entre Mgr Jost, défendant en Valais ses prérogatives de prince-évêque, et Pie IX, luttant pour la conservation de l'Etat pontifical ?...

Après coup, il est plus aisé de répartir les responsabilités, de jauger les intentions et de discerner les accommodements ! Sans doute, Berne, la puissante république voisine, toujours portée au

par l'Académie Salésienne, t. XIV, Annecy, 1891, pp. 206-207, 313 ; Dupraz : *Cathédrale de Lausanne*, pp. 142, 417, 427-429 ; Reymond : *Dignitaires de Lausanne*, pp. 392-393 et 486).

Selon Rebord et Gavard (*DGA*, I. c.), Jean de Montfalcon était un oncle de Sébastien, soit un frère d'Aymon (Dupraz) ; c'est aussi l'avis de Foras, o. c., t. IV, p. 97. Il semble cependant impossible de se rallier à ce point de vue, car Foras cite le frère d'Aymon dès 1462... Celui-ci, chanoine de Belley en 1475 (Foras), doit être mort en 1485 ; il était donc distinct de Jean de Montfalcon, curé de St-Etienne à Lausanne de 1473 à 1511, et probablement aussi de leur homonyme, prieur de Lutry et prévôt de Genève-Annecy, qui meurt en 1551... Ce dernier est plus probablement, selon l'opinion de Mercier, un cousin de Sébastien. M. Reymond distingue bien ces divers membres de la famille de Montfalcon.

¹⁷² Grenat, o. c., p. 180.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 181.

¹⁷⁴ Joseph de Lavallaz, note dans Grenat, o. c., pp. 182-183 ; cf. Ghika, o. c., *passim*, notamment pp. 75, 99, 102, 158.

¹⁷⁵ Ainsi appelait-on les protestants. Cf. Grenat, o. c., p. 185.

prosélytisme, et les protestants qui dominaient dans les patriciats de Sion et de Loèche, n'assistaient-ils pas en spectateurs à la lutte qui dressait l'un contre l'autre le parti des « Patriotes » et celui de l'évêque : ils soutenaient les revendications de ceux-là — dont plusieurs étaient des leurs —, car ces revendications ébranlaient finalement l'autorité spirituelle. Toutefois, si les réformés pouvaient chercher à utiliser le mouvement, à l'accélérer, ils n'en étaient pas les initiateurs. Depuis plus d'un siècle et demi — les Articles de Naters sont de 1446, donc bien antérieurs à la Réforme — les « Patriotes » avaient lutté presque constamment contre leurs évêques pour déchirer lambeaux par lambeaux leur manteau princier. Conscients de cette évolution et soucieux de ne point se trouver inférieurs aux Cantons suisses leurs alliés¹⁷⁶, les Dizains estimaient maintenant l'heure venue pour émanciper totalement leur heptarchie de la tutelle désormais inutile de leur prince (fût-il leur évêque) et pour clamer que leur Etat était parvenu à sa majorité dans la plénitude de son indépendance et de sa souveraineté¹⁷⁷.

La confrontation même des titulatures suivant les moments rend sensible cette émancipation progressive. En 1547, Gilg Jossen Bammatter¹⁷⁸ se déclare gouverneur de Monthey au nom de l'évêque de Sion ainsi que du magnifique bailli et des députés des VII dizains¹⁷⁹, mais son successeur Michel Owlig¹⁸⁰, en 1586, ne se souvient que de ses mandants laïcs et ne mentionne plus l'évêque¹⁸¹... Au début du XVII^e siècle — trois quarts de siècle se

¹⁷⁶ Cf. Ghika, o. c., pp. 92, 97, 99.

¹⁷⁷ *Ibid.*, par exemple p. 133, n. 265.

¹⁷⁸ Le notaire Gilg I Jossen Bammatter, d'une famille originaire de Naters, puis établie à Sion, qui joua au XVI^e siècle un rôle important, fut gouverneur de Monthey (élu en 1546, en fonction 1547-49), grand-châtelain épiscopal de Martigny (1554-65), vice-grand-bailli (1564), bourgmestre de Sion (1567) ; il acquit la maison que les Chevron-Villette possédaient à St-Léonard. Cf. *Armorial*, p. 21 ; Furrer, o. c., t. II, pp. 236, 281, 304 ; Tamini et Quaglia : *Châtellenie de Granges, Lens, Grône, St-Léonard, St-Maurice*, 1942, p. 156.

¹⁷⁹ *Gubernator Montheoly, Vallis Illiaci... Portus Vallesii pro Dno Nostro Adriano de Riedmatten... magnificisque Dnis ballivo et oratoribus septem Desenorum ipsius terre Vallesii dictorum locorum dominis*. Texte cité par Roten et Riedmatten, o. c., p. 481, n. 53.

¹⁸⁰ Cité avec le prénom Michel par Roten et Riedmatten, l. c. ; mais Furrer (o. c., p. 282), suivi par D. Imesch (*DHBS*, t. V, p. 214) et par l'*Armorial valaisan* (p. 189), nomme ce gouverneur Pierre Owlig, ce qui est conforme aux panneaux héraldiques de Monthey (cf. [P. Bioley] : *Liste des gouverneurs de Monthey*, dans *Annales valaisannes*, 1^{re} s., 1918, p. 98). Cependant, le *conclusum* de 1613 contre l'évêque (on en parlera plus loin) compte parmi ses signataires, Michel Owlig, capitaine du dizain de Rarogne, député de ce dizain ; son nom est précédé du mot *Vogt* (Ghika, o. c., p. 79) : ce titre lui était sans doute resté depuis qu'il avait été gouverneur ou bailli (*Vogt*) de Monthey. Nommé à la fin de 1584, Owlig dut occuper son poste de février 1585 à février 1587.

¹⁸¹ *Gubernator Montheoly, Vallis Illiacæ, ... pro illustribus ac magnificis Dnis nostris Inclite Patrie Vallesii dictorum locorum Dominis*. Roten et Riedmatten, o. c., p. 481, n. 53.

sont écoulés depuis les événements —, on oublie la part d'Adrien I^{er} de Riedmatten dans l'acquisition du pays de Monthey, ou l'on ne veut plus s'en souvenir... « L'an 1536, dit la lettre de 1613 à Adrien II, le pays du Vallais, sans secours de l'évêque, s'est emparé de ce gouvernement »¹⁸². Et comme pour corriger ce que cette affirmation avait de brutal, on s'empressait d'ajouter que le Vallais ne s'était cependant pas regardé comme le propriétaire, mais seulement comme l'usufruitier de ce territoire et le protecteur de ce peuple jusqu'à 1569, lorsque le duc céda librement ce gouvernement aux VII Dizains, sans faire mention de l'évêque. Dès lors, les Dizains sont là bien chez eux, dans une possession qui leur appartient toute entière... Perdu le souvenir de la diplomatie d'Adrien I^{er} en 1536 : les Patriotes ne veulent se souvenir que de leurs capitaines et de leurs baillis qui ont occupé alors le pays, ou de leurs diplomates de 1569 qui en ont assuré la possession définitive...

Le jour même où mourait Adrien II, la Diète fixait en quinze articles la condition qu'elle entendait imposer au futur évêque. Par bonté, — ainsi disait-on, — on voulait bien lui laisser encore quelques attributs honorifiques, mais on lui déniait à l'avenir toute influence réelle sur les affaires publiques. S'il se contentait de ce rôle, le prélat pourrait encore apparaître comme un prince constitutionnel, mais rien de plus.

Dans cet acte que les historiens appellent *conclusum* parce qu'il constituait le dernier mot du Magistrat dans sa querelle séculaire avec l'Evêché, l'article 8 abolissait le *spolium* des prêtres¹⁸³. Plus tranchant encore était l'article 14 qui disait : « Le bailli, à son élection, recevra le serment du gouvernement de Monthey, parce que le bailli et les VII dizains sont seuls hauts seigneurs dudit gouvernement et qu'ils y ont haute et basse justice. L'évêque n'y interviendra que comme diocésain en ce qui regarde le spirituel et les ecclésiastiques... »¹⁸⁴

Le Chapitre, dont la bonne foi avait été surprise ou dont la liberté avait été entravée, donna son agrément le 15 octobre 1613 ; il se ressaisit dès qu'il le put et adressa une protestation à la diète de mai 1614. Nous bornant ici à relever ce qui regarde le bailliage occidental, nous voyons les chanoines s'élever, entre autres atteintes aux droits de l'Eglise de Sion, contre « la suppression des hommages »¹⁸⁵.

Quelques semaines plus tard, Barthélemy Allet, banneret de Loèche, l'un des adversaires les plus décidés de l'autorité épisco-

¹⁸² Grenat, o. c., p. 178.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 187.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 188. Cf. J. Graven : *Essai sur l'évolution du Droit pénal valaisan*, Lausanne, 1927, p. 157, et Ghika, qui donne une analyse du *conclusum* de 1613 dans son étude sur le règne d'Hildebrand Jost, o. c., pp. 76-79.

¹⁸⁵ Grenat, o. c., p. 188 ; Ghika, o. c., p. 88.

pale¹⁸⁶, envoyait au conseiller Rodolphe Pfyffer¹⁸⁷, de Lucerne, une longue lettre (datée du 7 juillet 1614) par laquelle il entendait justifier les décisions des Patriotes valaisans auprès des Cantons Catholiques qui s'en inquiétaient. Parmi les articles incriminés, dit-il, se trouvent ceux qui ont « privé le prélat du droit de *spolium* dans les Châtellenies de Niedergesteln et de Monthey ». Pour Niedergesteln, Allet explique que les Patriotes des V dizains supérieurs ont conquis cette ancienne seigneurie ecclésiastique sur les de La Tour... « Quant au gouvernement de Monthey, au *spolium* et à la prestation de serment de son gouverneur, il faut se souvenir que les dizains seuls ont conquis ce mandement. C'est par bonté pure qu'ils tolèrent encore la prestation de serment du gouverneur dans les mains de l'évêque »¹⁸⁸. Cette tolérance représentait une concession par rapport aux décisions plus rigides d'octobre précédent. Cette concession parut excessive aux Patriotes¹⁸⁹. Il est vrai que l'évêque utilisait cette formalité pour tenter d'écarter du poste de gouverneur ceux dont la fidé-

¹⁸⁶ Barthélemy Allet se distingua comme officier au service d'Henri IV et comme l'un des chefs du parti antiépiscopal en Valais (voir *DHBS*, t. I, p. 185, par D. Imesch; *Almanach généalogique suisse* = *AGS*, t. VI, Bâle, 1936, pp. 2 et 5, par C. Allet; *Armorial valaisan*, p. 5). Il avait épousé Christine Guntern, d'une famille notoirement protestante (*Armorial*, pp. 120-121). — Bien qu'il affirme en 1614 vouloir persévérer et mourir « dans l'ancienne foi chrétienne, apostolique et catholique », Ghika montre Barthélemy Allet comme un protestant hostile à Rome autant qu'un aristocrate dédaigneux des paysans. Que penser, en effet, de sa profession « d'ancienne foi chrétienne, apostolique et catholique », mais non romaine, sinon qu'elle n'est pas tout à fait celle de l'Eglise catholique ? A la diète de juillet 1619, la dernière sauf erreur où parut Allet, les députés de Sion s'opposèrent au mot « romain » dans la détermination de la religion du Valais et quand, sept ans plus tard, en juillet 1626, la diète admit le mot dans son recès, elle prit soin de le priver de toute signification pratique... (Sur le refus du mot « romain », voir aussi Grenat, o. c., p. 225.) Fougueux adversaire des Jésuites, Barth. Allet prétendit, dans sa lettre à Pfyffer, avoir été malade pendant deux mois d'une poudre empoisonnée que deux jésuites avaient glissée dans un livre qu'ils lui avaient remis... Pfyffer lui répondit en demandant des noms, des preuves, sans quoi ses accusations étaient sans valeur ! On a dit (*ibid.*, p. 96, n. 81) qu'Allet fit imprimer à Zurich un pamphlet contre les Jésuites ; mais ne s'agirait-il pas uniquement de sa lettre du 7 juillet 1614 (cf. Imesch : *Zur Geschichte des Kollegiums von Brig*, Brigue, 1912, p. 7) ? Après tant de luttes, Allet aurait été emporté par la peste (entre juillet 1619 et mai 1620), après s'être converti... (cf. Ghika, o. c., pp. 96-98, 113, 115, 127).

¹⁸⁷ Rodolphe Pfyffer (1545-1630) et Barthélemy Allet avaient tous deux pris part aux guerres d'Henri IV contre la Ligue, en particulier à la bataille d'Ivry (14 mars 1590), mais dans les camps opposés : Pfyffer, du côté de la Ligue, Allet, du côté du Béarnais. Pfyffer entra plus tard dans le Petit Conseil de Lucerne (*DHBS*, t. V, p. 282). Ghika (o. c., pp. 91, 97, 98) le dit avoyer de Lucerne, mais le *DHBS* ne mentionne pas cette qualité dans la notice qu'il lui consacre (*l. c.*), ni ne le cite dans la liste des avoyers de Lucerne (t. IV, p. 584).

¹⁸⁸ Ghika, o. c., p. 93.

¹⁸⁹ *Ibid.*, p. 116.

lité catholique ne lui paraissait pas solide, mais les habiles tournaient l'objection par une affirmation extérieure de leur foi qui ne modifiait ou n'engageait guère leur pensée profonde. « Ce système de conversions utilitaires devient fréquent désormais », écrit Ghika ¹⁹⁰. Balthasar Ambuel fit mine de se convertir au retour d'un voyage à Rome, ce qui ne l'empêchera pas de retourner ensuite au protestantisme. Il put entre-temps se faire nommer, en décembre 1620, gouverneur de Monthey. Antoine Courten, moins suspect d'hérésie, prête serment à l'évêque de pratiquer la religion catholique lorsque la diète de décembre 1622 le désigne pour succéder à Ambuel. En juillet 1624, Bérody signale la conversion de Michel Mageran, que la diète de décembre suivant enverra à Monthey...¹⁹¹.

Les Patriotes continuant de disputer au prélat le droit de recevoir le serment des gouverneurs destinés à Monthey, Hildebrand Jost en saisit la Diète lors de sa session de janvier 1623, mais sans obtenir la reconnaissance formelle de ce qu'il considérait comme son droit ¹⁹². Néanmoins, lorsqu'en décembre 1624, Mageran fut élu gouverneur, celui-ci protesta de sa foi catholique et prêta serment à l'évêque. Cette session fut l'une des plus calmes de cette période orageuse : « Tout au plus », note Ghika, le grand-bailli Jean Roten rappela-t-il que l'évêque ne devait pas envoyer à Monthey des mandats de judicature temporelle, et le prélat s'éleva-t-il

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 116, n. 179.

¹⁹¹ *Ibid.*, pp. 115-116 et n. 179. Bérody (p. 73), qui se réjouit visiblement de la conversion de Mageran, en attribue le mérite au zèle du P. Pierre Marius, jésuite, prédicateur, résidant alors à Venthône. *Marius* ne doit pas être pris pour un prénom : c'est sans doute le nom de famille, et peut-être faudrait-il traduire par *Maire*, nom répandu en Franche-Comté et en Bourgogne où les Jésuites avaient plusieurs établissements ? C'est Pierre Marius qui demanda, le 31 octobre 1624, l'autorisation pour son Ordre d'établir une résidence à Sion ; les députés des Dizains inscrivirent la requête dans le recès, pour la soumettre à la décision des conseils et des communes (cf. Ghika, o. c., pp. 124-125). En même temps, le P. Marius, supérieur de la résidence de Venthône, poursuivait les démarches qui devaient permettre, en 1625, après deux ans d'efforts, de transférer le petit collège de Venthône à Brigue. Mais les deux gymnases de Sion et de Brigue ne devaient avoir alors qu'une existence éphémère. Lors de la visite pastorale et de la cérémonie de confirmation faite à Rarogne par Mgr Jost, le P. Marius salua le pontife en faisant allusion, dans sa prédication, au glaive de S. Théodule qui figure dans les armoiries des évêques de Sion. Prenant prétexte de cette allusion pour accuser l'orateur et ses confrères de soutenir les prétentions de Jost au pouvoir temporel, la diète de fin février 1627, à l'instigation du grand-bailli Jean Roten, ordonna l'expulsion des Jésuites... (D. Imesch : *Zur Geschichte des Kollegiums von Brig*, pp. 7-8 ; J. Zimmermann : *Essai sur l'histoire du Collège de Sion*, Sion, 1914, p. 16 ; *DHBS*, t. VII, p. 19 ; cf. *infra*, notes 210 et 251). Venu à Sion en mai 1627, le nonce, Mgr Scappi, prit la défense des Jésuites devant les magistrats ; il leur dit, entre autres, que le P. Marius, bien loin de conseiller à l'évêque de démissionner — ce qui avait tendu dangereusement les rapports entre les deux pouvoirs — avait au contraire tenté de dissuader le prélat de prendre cette décision (Ghika, o. c., pp. 134-135).

¹⁹² Ghika, o. c., p. 119.

contre cette défense...¹⁹³ Les Patriotes ne se départirent pas de leur prise de position et en 1627 encore on les voit résolus à ne pas laisser à l'évêque l'assermentation des gouverneurs de Monthey. Il en allait de même du *spolium* qu'on reprochait à Mgr Jost de percevoir encore malgré les articles de 1613¹⁹⁴.

Les ambassadeurs des VII Cantons Catholiques venus à Sion pour renouveler l'alliance avec le Valais, à la fin d'octobre 1624, entendirent les plaintes du Chapitre au sujet des atteintes portées par l'Etat à son droit de patronat à Loèche et à Monthey¹⁹⁵. L'année suivante, en dépit de la mise au pas tentée par le grand-bailli Roten l'hiver précédent, Mgr Jost révoque, le 17 août 1625, la vente faite par Magéran, alors gouverneur de Monthey, de la maison du desservant Claude Panerii, qui est attachée à la chapellenie de la Confrérie de la Sainte-Trinité¹⁹⁶. L'évêque était encore en opposition avec les magistrats sur les revenus de la cure de Vionnaz auxquels l'Etat prétendait avoir part¹⁹⁷.

On comprend mieux, dès lors, certains silences du pieux chroniqueur de St-Maurice.

De 1617 — première mention de Monthey par Bérody — à 1642 — fin de sa *Chronique* —, quatorze gouverneurs se sont succédé à la tête du bailliage de Monthey. Leurs noms sont donnés par Furrer¹⁹⁸, avec la date de leur élection. Bérody, qui les cite à partir de février 1619, nous fait connaître la forme de leurs noms reçue alors ; nous voyons aussi que si la diète de décembre procédait alternativement au choix des baillis de Monthey et de St-Maurice, c'est en février suivant que ces fonctionnaires entraient en charge¹⁹⁹. Outre le nom, ces mentions précisent aussi, parfois, l'origine et le *cursus honorum* du personnage ; elles ont surtout ce parfum des fleurs mortes dont les herbiers prolongent encore l'existence...

1619. Anno a partu Virginis millesimo supra sexcentesimo decimo nono et mense Februario, Montheolensis Castri gubernacula suscepit magnificus Dominus Petrus de Riedmatten²⁰⁰.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 125 et n. 225.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 156.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 124 ; E. Abschiede, t. V, p. 407. La paroisse de Monthey n'existant pas encore à cette époque, il ne peut s'agir ici que d'une chapellenie.

¹⁹⁶ Ghika, o. c., p. 125, n. 228, où le desservant est appelé Claude Panerii. Tamini et Delèze le citent comme recteur de l'hôpital en 1623 sous la forme Claude Pannier (VC, p. 481) ; ailleurs cependant, ils le nomment Perrier et le font recteur de 1609 à sa mort en 1624 (VC, pp. 147, 482)...

¹⁹⁷ Ghika, o. c., p. 127, n. 234.

¹⁹⁸ Furrer, o. c., t. II, pp. 282-283.

¹⁹⁹ De là vient la variation des dates données par les historiens, selon qu'ils prennent pour base l'année d'élection ou celle d'entrée en charge.

²⁰⁰ B, p. 39. — Pierre de Riedmatten, de Münster (Conches), neveu de l'évêque Adrien II, notaire 1610, major de Conches 1614, élu gouverneur de Monthey 1618, banneret de Conches 1622, capitaine au service de France

1621. *Eodem anno (= Anno Redempti Orbis millesimo supra sexcentesimo et vigesimo primo) et die X^a præacti mensis (= Februarii) magnificus ac spectabilis Dominus Balthazar Ambiel Montheolensis castri suscepit gubernacula, ex dezeno Sedunensi* ²⁰¹.

1623. *Februarius. Eodem mense magnificus ac spectabilis Dominus Antonius Curten pridem castellanus Sirri ex eodem dezeno, suscepit administrationem Montheolensis Gubernii* ²⁰².

1625. *Februarius. Magnificus ac circospectus D. Michael Magueran ex dezeno Leucensi mandamenti Montheoli suscepit gubernium et administrationem* ²⁰³.

1627. *Februarius. Suscepit administrationem Montheolensis gubernii spectabilis Dominus Hiltebr. Rotten, ex dezeno Raroniensi* ²⁰⁴.

1629. *Februarius. Spectabilis Dominus Henricus in Albon creatus est Gubernator Montheoli* ²⁰⁵.

Depuis dix ans que Bérody inscrit régulièrement dans ses feuillets la prise de possession de chaque gouverneur, c'est la première fois que notre chroniqueur note l'événement de façon aussi sèche... Désormais, il s'abstiendra même de mentionner l'entrée en fonction des trois successeurs ²⁰⁶ d'In Albon. Faut-il imputer à cette réserve

en Valteline, † 1636, épouse en 1606 Cécile Imahorn. Cf. *Armorial*, p. 211 ; *DHBS*, t. V, p. 485 ; *AGS*, t. VI, p. 577 (où il est compté comme Pierre VII, † 1626).

²⁰¹ B, p. 55. — Balthasar Ambuel, Ambiel, Ambühl, am Büel, am Bühl, de Sion, élu gouverneur de Monthey 1620, bourgmestre de Sion 1624, officier en Piémont 1624-1631, colonel de la garde ducale, chevalier des SS. Maurice et Lazare, de nouveau bourgmestre de Sion 1637, officier en France 1641-1649 ; redevenu protestant, il achète le château et la seigneurie de Gerzensee (Berne) en 1652, et se fait recevoir bourgeois de Berne le 11 juin 1652, où il fonde une branche éteinte à la fin du même siècle. *DHBS*, t. I, p. 296, et t. III, p. 400 ; *Armorial valaisan*, pp. 8-9 ; *Wappenbuch der bürgerlicher Geschlechter der Stadt Bern*, Berne, 1932, p. 26.

²⁰² B, p. 66. — Antoine Curten ou Courten, grand-châtelain de Sierre 1610, élu gouverneur de Monthey 1622, † 1634, épouse Pétronille Louisy ou Loy. Cf. J. et E. de Courten : *Famille de Courten*, Metz, 1885, p. 18 (Antoine V) ; *AGS*, t. VI, p. 111 (Antoine IV) ; *Armorial valaisan*, p. 154 (Loy) ; Tamini : *Essai de monographie de Sierre*, St-Maurice, 1930, p. 154.

²⁰³ B, p. 77. — Michel Magueran ou Mageran, Magrandt, Magrant, Magéran, Marguerant, de Loèche, notaire 1596, châtelain de Lötschen 1610, major de Loèche 1617, banneret de Loèche 1620, secrétaire d'Etat 1624, élu gouverneur de Monthey 1624, grand-bailli 1631, † 29 avril 1638. Cf. *Armorial valaisan*, pp. 157-158 ; *DHBS*, t. IV, p. 631.

²⁰⁴ B, p. 89. — Hildebrand Rotten ou Roten, de Rarogne. Il est encore en fonction le 5 février 1629, jour où Bérody le nomme *Nicolas*... Il n'est cité ni par l'*Armorial* ni par le *DHBS* ni par l'*AGS*... Les panneaux de Monthey le citent sous la forme *Hildebrand Rothen* (Bioley, *Annales valaisannes*, 1918, p. 98, a corrigé en *Roten*). Cf. également plus loin, note 254.

²⁰⁵ B, p. 102. — Henri in Albon ou In Albon, Im Albon, im Alben, de Viège, plusieurs fois châtelain de son dizain, élu gouverneur de Monthey 1628, banneret de Viège 1644-66, chevalier, grand-bailli 1659-62. Cf. *Armorial*, pp. 130-131 ; *DHBS*, t. IV, p. 211.

²⁰⁶ Jérôme Wälschen ou Welschen, Weltscher, Velscher, de Naters, grand-châtelain 1620, puis capitaine de son dizain 1627-1634, élu gouverneur

une signification ? Ce n'est pas certain, car Bérody citera deux de ces magistrats en d'autres occasions. Cependant, cette sécheresse marquée, puis ce silence prolongé ne laissent pas de nous surprendre, car il y a là, semble-t-il, autre chose qu'un oubli accidentel : trois omissions de suite semblent plus qu'un hasard... : serait-ce le signe de quelque irritation ? Pourtant, à première vue du moins, aucun vent de fronde ne paraît agiter la plume du bon chroniqueur, qui marque d'ordinaire le plus profond respect aux représentants de Messeigneurs... En définitive, le silence de Bérody manifeste peut-être un scrupule à suivre de trop près les faits et gestes de gouvernants en rupture avec leur prince-évêque...

La diète de décembre 1636, en désignant François Preux pour gouverneur de Monthey, fit sans doute un choix qui dut plaire à Bérody, à en juger par la note qu'il lui consacre :

1636. *December. In comitiis generalibus Seduni habitis ante natalia festa styli nostri novi, creatus est Gubernator Montheoli nobilis ac spectabilis Franciscus Probi ex dezeno Sirrensi* ²⁰⁷, *et successit magnifico Domino Joanni Udret, pridem Vice-ballivo.*

Bérody mentionnera encore son successeur immédiat, en revenant toutefois à la formule antérieure :

1639. *Februarius. Die Sabbati, XII^a, missus est in possessionem gubernii Montheolensis nobilis ac spectabilis Dominus Matthias Werraz ex Dezeno Leucensi* ²⁰⁸.

de Monthey 1630 (cf. *Armorial*, pp. 291-292 ; *DHBS*, t. VI, p. 271) ; — Martin *Matthlis* ou *Mattlis*, *Mathelis*, *Matlis*, d'Ernen, banneret de Conches 1626, plusieurs fois major du dizain, châtelain de Lötschen 1628, élu gouverneur de Monthey 1632, officier en France 1641, † 4 (*DHBS*, t. IV, p. 690 ; Bérody note le 5, p. 185) avril 1642 à Paris (cf. *Armorial*, p. 164) ; — Jean *Udret*, *Uderet* (devenu *Vetrot* dans l'édition de la *Statistik* de Furrer, p. 283 !), de Sion, notaire, major d'Hérens, procureur fiscal de l'évêché en Bas-Valais 1621-28, grand-châtelain et banneret de Sion 1627, vice-grand-bailli 1627 et 1637, secrétaire de la Diète et bourgmestre de la capitale 1630, élu gouverneur de Monthey 1634, grand-châtelain épiscopal de Martigny 1645 (cf. *Armorial*, p. 268 ; *DHBS*, t. VI, p. 718).

²⁰⁷ B, p. 151. — François *Probi* ou *Preux*, de Sierre, vidomne de Miège, grand-châtelain de Sierre 1634, élu gouverneur de Monthey 1636, lieutenant-colonel en France dans le Régiment Ambuel 1643, chevalier de l'Eperon d'or, épousa (1626) Marie Quartéry. Cf. *DHBS*, t. V, p. 343 ; *AGS*, t. VII, p. 432.

²⁰⁸ B, p. 165. — Bérody le nomme *Mathias* à plusieurs reprises (pp. 165, 169, 182 ; textes contrôlés dans le manuscrit), mais Furrer, Bioley (*Annales valaisannes*, 1918, p. 98), qui rapporte la graphie des panneaux héraldiques de Monthey : *Mathe[us] Werra*, le *DHBS* (t. VI, p. 287), l'*Armorial valaisan* (pp. 293-294), F. de Werra : *La Famille de Werra* (Montreux, 1922, pp. 24-25) le nomment *Mathieu*. Gouverneur de Monthey élu en 1638, en fonction de 1639 à 1641, il servit dès lors en France comme capitaine dans le Régiment Ambuel ; il testa avant de partir, le 7 avril 1641, et mourut en septembre déjà (Bérody, p. 182). Il épousa Catherine Kalbermatten, puis Marguerite de Vico ou Gasser, de Loèche (cf. *Armorial*, p. 105). — Bérody ne parle pas de Pierre Roten qui lui succéda comme gouverneur de Monthey.

Les titres de Magnifique Seigneur, Spectable, Prudent ²⁰⁹, disent de quel prestige s'auréolaient ces hauts fonctionnaires ! La plupart étaient des hommes de valeur, dont le baillivat en Bas-Valais était moins un couronnement de carrière ou une retraite dorée, qu'un échelon vers une carrière plus haute. Il n'est pas rare de voir, en effet, le service administratif déboucher sur le plan politique, voire diplomatique...

Traffiquant, politicien, laïcisateur...

La grande affaire de l'époque de Bérody était la sécularisation de l'Etat, avec l'appui du parti protestant, particulièrement remuant dans les dizains de Sion et de Loèche ²¹⁰. Parmi les hom-

²⁰⁹ Ou « circonspect » en 1625, pour Mageran. Preux (1636) et Werra (1639) sont ornés du prédicat *nobilis*, mais celui-ci qualifie sans doute leur naissance plutôt que leur charge.

²¹⁰ Au début du XVII^e siècle, les querelles religieuses opposaient entre eux les dizains valaisans comme les cantons suisses. Les dizains inférieurs redoutaient, en 1604, une attaque des dizains supérieurs (Ghika, *o. c.*, p. 95). En octobre 1613, c'est à l'initiative de Sion et de Loèche que furent adoptés les quinze articles contre le principat épiscopal (*ibid.*, p. 99). Inquiets de cette attitude, les VII Cantons Catholiques insistèrent sur la liberté pour les prêtres catholiques de prêcher à Sion et à Loèche, comme une condition préalable au renouvellement de l'alliance avec les VII Dizains en 1614 : apparemment, les deux cités s'inclinèrent, mais ne firent rien en pratique, de sorte qu'au regard des Cantons l'alliance demeurait précaire... (pp. 87, 98-99). Sierre soutenait les revendications politiques des deux villes voisines, en leur laissant la tête du mouvement (pp. 99-101). Donnet et Ghika (*S. François de Sales et le Valais*, pp. 89, 93-94) montrent par des exemples les difficultés que rencontrait la prédication catholique, de sorte que les craintes des VII Cantons n'étaient point imaginaires. La population de Sion, malgré le levain qui la travaillait, fut curieuse d'assister au sacre d'Hildebrand Jost, le 7 décembre 1614 (n. st.) et toute ébahie d'entendre le saint évêque de Genève à qui l'on n'osa fermer la bouche (*ibid.*, p. 83). François de Sales n'en remarqua pas moins la scission entre les 3 dizains « d'en bas » et les 4 « d'en haut », les premiers s'appuyant sur Berne, la France et le Piémont, les derniers sur Milan et l'Espagne (*ibid.*, pp. 57, 84-87, 95-96, 98). Le Conseil de Sion avait, parfois, une majorité de protestants. C'était le cas en 1609 lorsque, le 3 avril, il demanda au Conseil de Berne de pouvoir envoyer, à titre gratuit, quatre étudiants séduois aux Académies de Berne ou de Lausanne. Berne répondit favorablement le 7 mai 1609 (Grenat, *o. c.*, pp. 199-200 ; Zimmermann : *Hist. du Collège de Sion*, p. 10, n. 1). En 1618, le premier dimanche de carême, les réformés séduois chassèrent le peuple de la cathédrale de Sion (Grenat, *o. c.*, p. 204 ; Ghika, p. 105). L'évêque dénonça les innovations de Loèche et de Sion, et les cinq autres dizains supplièrent les deux villes de renoncer à ces innovations (Ghika, *Vallesia*, t. II, pp. 108-109). Entre les deux centres évangéliques et les dizains catholiques (qui se portaient garants des communes « riveraines », c'est-à-dire suburbaines des deux villes), Sierre semble avoir tenté alors une médiation (p. 109 et n. 146). Néanmoins, en 1619, la tension demeurait vive entre les deux groupes (pp. 109, 111, n. 155, 112, 113). Par lettre du 10 mai 1651, les six dizains supérieurs protestent encore auprès des magistrats de Sion contre la rapidité et la haine mises à l'expulsion des Jésuites en février 1627 (Zimmermann, *o. c.*, p. 17).

mes de ce temps, une tête surtout émerge : Mageran, de Loèche précisément. Son entrée en scène se place en automne 1613, lorsqu'il prend part à la diète d'octobre qui fixe avec la hâte qu'on sait son attitude envers l'évêque qui sera appelé à succéder à Adrien II mourant. Mageran figure parmi les signataires du *conclusum* rédigé alors ²¹¹.

Dès qu'il parut sur la scène, Mageran se fit remarquer par son hostilité contre le système du principat ecclésiastique. Aussi, le conseiller Pfyffer de Lucerne, qui reçut de Barthélemy Allet, le fougueux banneret de Loèche, la longue et méchante lettre du 7 juillet 1614 sur les vues des Patriotes valaisans face à Mgr Jost, pouvait-il douter que cet écrit fût bien l'œuvre d'Allet, car il y croyait reconnaître le style de Mageran ²¹²... Quand la diète de décembre 1617 désigna une commission chargée de préparer la réforme de l'Etat en tenant compte à la fois — du moins le disait-on — du droit canon, du droit impérial et du droit valaisan, Mageran fut l'un des commissaires ²¹³. Cette même année, il se faisait concéder par l'Etat, pour une durée de dix ans, la charge d'approvisionner le pays en sel français, ou, à défaut, en sel italien ²¹⁴. L'ambassadeur de France à Soleure, Robert Miron, confère avec Mageran à Sion, le 9 septembre 1618. Dès lors, l'insidieux commerçant se fait de plus en plus l'agent de la politique française. Cependant, l'agitation qui règne en France et le développement du conflit qui deviendra la guerre de Trente Ans, empêchent le sel français d'arriver, ce qui engage Milan à s'offrir pour remplacer la France défaillante. Le duc de Feria, qui gouvernait la Lombardie pour le roi d'Espagne, menaçait les Dizains de leur interdire le commerce avec Milan, s'ils refusaient son alliance, mais s'ils l'acceptaient, il leur « offrait toute liberté de commerce de vin et de sel dont ils étaient en grande disette, à cause du manquement de celui de France », selon les propres termes de Miron ²¹⁵.

Avec l'année 1620, les affaires économiques attirent de plus en plus Mageran, sans l'accaparer cependant. Il fait d'abord un voyage au Piémont où il négocie pour importer du vin en Valais ²¹⁶. Puis, en décembre, remarque malicieusement Ghika, Mageran s'occupe de négoce « pour le plus grand bien du pays ». Il envisage de faire passer par la vallée du Rhône des marchandises provenant d'Italie, d'Allemagne ou des Pays-Bas, à condition que l'évêque et la Diète lui réservent le privilège du transport (*condutta*) pour quelques années, et ne le confient à aucun autre marchand

²¹¹ Ghika, o. c., pp. 78-79. — Grenat le croit Italien (« l'italien Mageran », p. 271), mais on ne peut l'admettre, car la famille Mageran est bourgeoise de Loèche avant 1331 (cf. *Armorial*, p. 157).

²¹² Ghika, o. c., p. 99, n. 86.

²¹³ *Ibid.*, p. 105.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 143, n. 331.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 114 et n. 172.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 115.

sans son autorisation. « Naturellement, il promettait de payer tous les droits de douane, de souste, et la conduite au tarif ordinaire. Preux²¹⁷ et Mageran seraient chargés de l'entretien des routes²¹⁸. » Fermier général du sel depuis cinq ans, Mageran réussit enfin, vers la fin de l'été 1622, à importer le sel français, que les événements avaient trop longtemps empêché d'arriver²¹⁹. En mars 1624, la précieuse denrée parvient en suffisance et libère Mageran des difficultés que lui faisaient les députés des Dizains²²⁰. Le sel, dit-on, a joué dans l'histoire du XVII^e siècle un rôle qu'on ne soupçonne plus aujourd'hui. De fait, en Valais, on sait que Mageran et, plus tard, le grand Stockalper durent une part notable de leur puissance à leur monopole de ce condiment²²¹. Dès lors qu'il est devenu l'importateur officiel et privilégié du sel français, Mageran, « le Stockalper de Loèche »²²², s'opposera aux offres milanaises qui viennent tenter la Diète à plusieurs reprises et encore durant les derniers mois de 1622. Pour apaiser le duc de Feria, une députation valaisanne — comprenant Mageran — est nommée pour aller expliquer à Milan les engagements qui lient le Valais à la France et au Piémont, tout en affirmant le désir de maintenir avec la métropole lombarde des relations cordiales²²³. Bien que nommée en décembre 1622, cette ambassade n'était point partie en janvier suivant, quand la Diète décida de retarder de deux mois son voyage. Auparavant, pour régler certains problèmes en suspens, Mageran se rendra avec Nicolas Schiner auprès de Miron, ambassadeur de France à Soleure²²⁴.

Chef du parti français, Mageran devait rencontrer sur sa route Antoine Stockalper, chef du parti espagnol. Leurs vues politiques autant que leurs intérêts vont les dresser l'un contre l'autre. Tandis que l'ambitieux trafiquant de Loèche s'enrichit avec son sel français, son rival songe que Brigue est proche du Milanais espa-

²¹⁷ Il s'agit, pensons-nous, de Hans Fromb ou Angelin Preux : c'est le même personnage, que nous retrouverons plus loin...

²¹⁸ Ghika, o. c., p. 116.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 117.

²²⁰ *Ibid.*, p. 122, n. 212.

²²¹ Dans la biographie qu'il consacra à *Gaspard Stockalper de la Tour, un grand Seigneur Valaisan au XVII^e siècle* (*Annales valaisannes*, 2^e s., septembre 1930, pp. 9-10), J.-B. Bertrand écrit que, plus que les allocations étrangères, qui constituaient déjà une très appréciable ressource pour Stockalper, « c'est cependant la régie des sels qu'il obtint après la mort du grand-bailli Michel Mageran et qu'il administra pendant trente ans, qui contribua le plus à l'édification de sa fortune. Hélas ! la principale cause de sa grandeur fut aussi celle de sa chute. » Bertrand donne des détails intéressants sur cette ascension prodigieuse, puis sur sa débâcle. Nous renvoyons à cette étude.

²²² C'est le titre même d'une publication du Dr H. Rossi : *Michael Mageran, der Stockalper von Leuk*, Naters-Brigue, 1946.

²²³ Ghika, o. c., p. 117.

²²⁴ *Ibid.*, p. 119.

gnol et que sa prospérité aurait tout à gagner d'un accord avec ce voisin ²²⁵...

Durant l'été 1624, on apprend que Mageran vient de se convertir (Bérody en rapporte la nouvelle ²²⁶). Rien ne s'oppose donc à ce que la Diète le choisisse en décembre suivant pour diriger le gouvernement de Monthey. Profession de foi catholique et serment entre les mains épiscopales lui ouvrent le proconsulat du Bas-Valais, qui marque assez bien un tournant dans la vie de cet homme dont la richesse va se doubler du rayonnement politique. Avec son poste de gouverneur à Monthey, Mageran cumule la charge de chancelier d'Etat ²²⁷. Sa griffe prouve que l'homme n'a pas abandonné les idées qu'il affichait en 1613. Le Chapitre de Sion s'étant plaint de ce que le secrétaire d'Etat le nommait dans les recès après le grand-bailli (Mageran n'était sans doute point fâché de saisir cette occasion de mortifier les susceptibilités canoniales), la diète de décembre 1626 répond que l'évêque et le grand-bailli sont les deux seuls chefs de l'Etat ²²⁸. Ainsi se trouvaient du même coup justifiées les rédactions du secrétaire et écartées les prétentions capitulaires dans l'avenir comme dans le présent et même le passé. C'était, par contre, reconnaître que le Valais était une dyarchie dont l'évêque était l'une des deux têtes... A peu près en même temps, Mageran fut promu colonel des troupes du duc de Savoie au Piémont, « malgré son inexpérience militaire et ses charges dans l'Etat » ²²⁹...

L'année 1627 débute par une grave crise: la démission de l'évêque Hildebrand Jost en cour de Rome. Invité à présenter ses motifs aux magistrats, le prélat leur donna une réponse orale que Mageran a résumée; prudemment, il se borne à rappeler le conflit concernant les armoiries épiscopales que le gouvernement a fait enlever sur la maison d'école de Sion, puis le refus de procéder aux reconnaissances des fiefs de l'évêché; il ajoute ensuite: « et

²²⁵ « Stockalper est toujours présent lorsqu'il est question de rapprochement avec Milan: c'était déjà le cas aux diètes de février et de juin 1616. » On le voit poursuivre la même politique en mai 1620, septembre 1621, décembre 1622, janvier 1623, février 1624. Ghika a même remarqué que « c'est presque exclusivement lorsqu'il s'agit de Milan qu'A. Stockalper vient en diète » (o. c., pp. 118, n. 188, 122, n. 212, 140, n. 309, 141). — Antoine Stockalper était le cousin germain de Gaspard, le « grand Stockalper ». Cf. J. Graven: *Réhabilitation du capitaine Antoine Stockalper*, Sion, 1927, p. 158, n. 1.

²²⁶ Bérody, en notant le fait, ne donne pas d'autre titre à Mageran que « fermier du sel »: *Conversio ad fidem catholicam facta est magnifici ac spectabilis Domini Michaelis Marguerant Leucensis, negociatoris salis Vallesiae, opera ac beneficio R. in Christo Patris P. Marii e societate Jesu, concionatoris tunc Ventonae residentis* (p. 73). Cf. Ghika, o. c., p. 116, n. 179.

²²⁷ Ghika, o. c., p. 125.

²²⁸ *Ibid.*, pp. 127-128 et n. 240.

²²⁹ *Ibid.*, p. 128

quelques autres griefs inutiles à mentionner ici »²³⁰... De l'opposition de principe sur la constitution de l'Etat — principauté épiscopale ou république²³¹ ? — pas un mot n'est articulé par le secrétaire qui connaît le prix des silences... Vers la fin de février — selon l'ancien calendrier —, il accompagne les députés qui rencontrent à Loèche les représentants des Cantons Catholiques, de la France et du Piémont, tous soucieux de prêcher la modération à nos bouillants démocrates²³²... A ce moment, Mageran devait avoir quitté depuis peu son poste de Monthey. Il n'en devenait que plus libre de son temps pour se livrer à ses tâches diplomatiques ou à ses rancunes... Le 6 mai 1627, les Patriotes envoyaient « au Saint-Père » une longue lettre, rédigée en latin, sur leur conflit avec leur évêque. Grenat attribue avec vraisemblance la paternité de cette missive au secrétaire d'Etat²³³.

Pendant l'été 1627, s'aggrave l'antagonisme entre le parti espagnol d'Antoine Stockalper et les Patriotes conduits par Mageran. Le bruit court que Stockalper prépare un complot et que le grand-bailli Jean Roten figure parmi les premiers sur la liste noire des conjurés ; de même le chancelier Mageran, qui passe pour son âme damnée... Mageran, de son côté, ne pardonnait pas à Stockalper d'avoir, selon la pittoresque expression de Ghika, « osé mettre le bâton dans les roues des chars amenant le sel de France »²³⁴... Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir bientôt Stockalper arrêté, soumis à la torture, condamné et exécuté. Mais il est permis de douter que ses juges — parmi lesquels on trouve naturellement le puissant secrétaire d'Etat — aient pu être très impartiaux... Pour que des hommes qui se croient de futures victimes du prévenu puissent exercer envers lui une justice sereine, il leur faudrait tant se dépasser qu'ils devraient se hausser presque au niveau des héros ou des saints...

« Stockalper décapité, Mageran demeurerait le maître incontesté de la politique et des finances du Valais. Il pouvait s'enrichir en toute conscience, traiter avec Gênes et Milan, prendre des concessions de mines, et laisser une succession aussi riche que disputée²³⁵. »

²³⁰ *Ibid.*, p. 129.

²³¹ C'est bien de cela, au fond, qu'il s'agissait. Sion et Loèche posèrent nettement la question quand ils demandèrent, à la fin de 1618, « si oui ou non Sa Grandeur les regardait comme libres patriotes et libre République au temporel »... (*Ibid.*, p. 109, n. 146.)

²³² *Ibid.*, p. 131 et n. 256.

²³³ Grenat, o. c., p. 245 ; Ghika, o. c., p. 133.

²³⁴ Ghika, o. c., pp. 141-143 ; Graven : *Réhabilitation de Stockalper*, pp. 140-141. L'arrestation de Stockalper eut lieu à La Souste, le 15 septembre 1627, et l'exécution à Loèche, vraisemblablement le 22 novembre, vieux style, soit le 2 décembre du nouveau. L'évêque avait accordé la grâce, mais la Diète avait refusé de la ratifier (Graven, o. c., pp. 134 et 146).

²³⁵ Ghika, o. c., p. 143

Et, sans attendre, le 8 décembre 1627, il se faisait proroger par l'Etat la convention de 1617 qui lui confiait pour dix ans la régie du sel ²³⁶.

Derrière l'aspect religieux, c'est un duel économique et politique ²³⁷ qui déchire le Valais : économique entre Mageran et Stockalper, politique entre les républicains et le prince-évêque... Une fois le conflit économique réglé par la suppression de Stockalper, l'autre conflit reprend le dessus. Le prélat est parti pour Rome. En son absence, le Valais envoie auprès de Mgr Rocci, nonce à Lucerne, une délégation dont Mageran fait partie (30 août - 2 septembre 1628) ²³⁸. Il se trouve aussi parmi les députés du Valais à la diète de Soleure (27 août 1629) ²³⁹. Lorsque, le 25 juin 1630, Mgr Jost, dont Rome n'avait pas accepté la démission, voulut rentrer dans son diocèse, il fut obligé de s'arrêter à l'Hospice du Grand-St-Bernard. Le malheureux prélat y était retenu depuis près de quatre mois, pour ne pas dire emprisonné, lorsqu'il se résolut à écrire, le 20 octobre, une lettre à Mageran qui avait été l'un de ses principaux adversaires ; l'exilé croit cependant pouvoir faire appel à lui, car c'est son cousin, comme il le lui rappelle, pour le prier de faciliter son retour ²⁴⁰... Mageran est à la tête des Patriotes qui, à Martigny, le 13 novembre sauf erreur, firent comparaître le chanoine Pierre Furrer, doyen de Valère, l'un des fidèles défenseurs du pontife, pour lui intimer un ordre d'exil ²⁴¹... Secrétaire toujours

²³⁶ *Ibid.*, p. 143, n. 331. En mars 1624, le sel français revenant en suffisance, le Valais — qui avait bien dû s'approvisionner à Milan lorsque rien n'arrivait de France — confirme à un agent français que la convention de 1617 avec Mageran n'en était pas moins restée en vigueur. *Ibid.*, pp. 122-123, n. 212.

²³⁷ *Ibid.*, p. 142.

²³⁸ *Ibid.*, pp. 147-148 et n. 364.

²³⁹ *Ibid.*, p. 149, n. 374.

²⁴⁰ Sur le retour pitoyable de Mgr Jost, voir Boccard : *Hist. du Vallais*, pp. 230-236 ; Grenat, o. c., pp. 268-271 ; Graven : *Réhabilitation...*, pp. 156-157 ; Ghika, o. c., pp. 150-153, en particulier p. 151, n. 387.

²⁴¹ Pierre Furrer, de Viège, avait étudié à Fribourg-en-Brisgau, puis avait été nommé chanoine de Sion, curé de Rarogne (1619), de Viège (1623), enfin doyen de Valère (1624). Fidèle à son évêque, il avait déjoué les manœuvres des Patriotes qui voulaient profiter du séjour de Mgr Jost à Rome pour le remplacer ; nommé vicaire général par le nonce, en avril 1629, il se rendit à Rome en automne. Il accompagnait le prélat à son retour, le 25 juin 1630, et fut retenu avec lui captif à l'Hospice du Grand-St-Bernard jusqu'en novembre. Le grand-bailli Roten et son Conseil lui firent porter une convocation qui l'atteignit « brusquement au beau milieu de la nuit », sans doute entre le 11 et 12 novembre, car, arrivé à Sembrancher, il fut avisé, aussitôt après dîner, qu'il devait se rendre à Martigny. Le billet de cette citation est bien daté du 12 novembre, nouveau style. Le lendemain matin, Mageran, sans doute en qualité de secrétaire d'Etat, lui signifia les griefs des Patriotes — son influence sur l'évêque, la peste en Italie, un prétendu manque d'égards envers les magistrats — et lui intima son bannissement... Le gouverneur de St-Maurice, Joder Andenmatten, escorté d'une bande de

« dévoué », Mageran prépara encore l'acte par lequel l'évêque serait contraint de renoncer à son pouvoir temporel, acte que Mgr Jost dut accepter, à Sembrancher, le 2 décembre : c'était la condition de son retour ²⁴².

Tant de zèle appelait bien une récompense : Mageran n'eut pas à l'attendre longtemps : lorsque le grand-bailli Jean Roten démissionna, le chancelier, qui avait été plus que son compagnon de lutte ²⁴³, fut appelé par la Diète à lui succéder : c'était en juin 1631. Ce fut aussi la dernière diète dont les lettres de convocation portent la signature d'un évêque ²⁴⁴... Pour bien assurer sa victoire, — peut-être aussi pour conforter la capitulation arrachée à l'évêque à Sembrancher dans des conditions qui pouvaient en affaiblir la portée, — le nouveau grand-bailli voulut la sceller dans un acte inattaquable : le 9 janvier 1634, il obtenait enfin une nouvelle et définitive renonciation de l'évêque et de son Chapitre à la fameuse

satellites, conduisit Furrer à la frontière de St-Gingolph, au grand scandale des populations. L'exilé s'arrêta d'abord à Evian, puis à Thonon ; il se rendit enfin à Annecy où il entra dans l'Ordre des Capucins. Il y fit profession (sans doute en vertu d'une faveur particulière) déjà le 14 janvier 1631, sous le nom de P. Ignace. Plus tard, la peste désolant le Valais, il obtint de ses supérieurs la permission d'y retourner pour s'y dévouer. Il mourut au couvent de St-Maurice, le 26 novembre 1657, laissant la mémoire d'un saint. Cf. F. Schmid : *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis, BWG*, t. II, p. 93 ; Boccard, o. c., p. 234 ; Grenat, o. c., pp. 258-275 ; Graven : *Réhabilitation...*, p. 156 ; *Armorial*, p. 101 ; P. Eugène : *Nécrologe des FF. Mineurs Capucins de la Province de Savoie*, Chambéry et Paris, 1902, p. 219 ; Sulpice Crettaz : *Les Capucins en Valais*, 2^e éd., St-Maurice, 1939, pp. 114-115, 134, 174-175 ; Ghika, o. c., p. 147, n. 359, et p. 152, n. 390 (c'est l'évêque Jost que les Patriotes appelèrent le 8 novembre, mais non le doyen Furrer : celui-ci ne fut appelé que quatre jours après ; cf. Grenat, p. 273, récit de Furrer lui-même. Quant à la date de 1609 donnée par Schmid pour son canonical, elle ne paraît pas exacte : il ne figure pas parmi les chanoines lors de l'élection épiscopale de 1613 — Ghika, pp. 83-84 ; mieux vaut donc retenir la date de 1618 donnée par Crettaz suivi par l'*Armorial*).

²⁴² La conférence de Sembrancher, entre le prélat et les magistrats, commença le 30 novembre et dura trois jours ; c'est le dernier jour, donc le 2 décembre, que l'évêque se résigna à sa capitulation ; le lendemain, il put regagner Sion. L'acte lui-même, conservé aux Archives du Valais, carton 61, n° 3, est, remarque Ghika, o. c., pp. 152-153, n. 392, sans date ni signatures, ce qui l'incline à y voir une copie ; il porte cependant le petit sceau de l'évêque... Ces anomalies s'expliquent plutôt, semble-t-il, par les circonstances : la violence faite au prélat, car il est peu croyable, s'il avait existé une autre pièce originale, que les Patriotes ne l'aient pas conservée et qu'ils se soient contentés de verser dans leurs archives une simple copie. Quant aux conditions mêmes auxquelles Hildebrand Jost dut se résigner, elles sont datées du « 12 octobre de notre calendrier, à Eytiez », ce qui doit correspondre au 22 octobre : Mageran, qui en est l'auteur, répondait ainsi à l'appel que le pontife, son cousin, lui avait adressé deux jours auparavant. On voit que Mageran répondait avec empressement...

²⁴³ « On sait, écrit Ghika, o. c., p. 143, n. 331, que le peuple accusait Mageran de mener à son gré le bailli Roten. » Grenat, p. 271, dit aussi du secrétaire d'Etat qu'il était « devenu l'âme du bailli et son vrai maître »...

²⁴⁴ Ghika, o. c., p. 153, n. 396.

« Caroline », la prétendue donation du comté du Valais à saint Théodule par Charlemagne ²⁴⁵...

La victoire des tenants du pouvoir civil était complète. Les acteurs de ce drame qui avait rempli plus de vingt années (1613 à 1634) pouvaient maintenant disparaître. La mort, par un curieux rapprochement, les emporta l'un et l'autre à quelques semaines seulement l'un de l'autre, en 1638 : le grand-bailli d'abord, le 29 avril, puis le prélat, le 28 mai...

De la politique à la diplomatie et à la guerre

Des gouverneurs qui passèrent au château de Monthey à l'époque qui nous occupe, Jean Roten, Michel Mageran et Henri In Albon furent seuls à atteindre, comme grands-baillis, le faite de la République. On a vu quelle prodigieuse fortune réalisa le plus illustre des trois : Mageran. En même temps, il représenta le Valais aux diètes fédérales tenues à Baden (1620, 1622) et Soleure (1626, 1629, 1635), ou négocia avec les VII Cantons Catholiques à Sion (1624, 1627, 1637) et Lucerne (1628) ²⁴⁶. In Albon traita aussi avec les Cantons, en Valais (1624, 1627, 1637), à Soleure (1634) ou Lucerne (1645) ; il se rendit également à Berne en 1643 pour y renouveler l'alliance de cette république avec le Valais ²⁴⁷.

Si Balthasar Ambuel n'occupa point le fauteuil des grands-baillis, sa carrière fut cependant brillante. Il était d'une famille réputée comme « tout à fait calviniste » ²⁴⁸, mais au retour d'un voyage à Rome, en 1620, il s'était converti. Faut-il ranger cette conversion parmi les démarches utilitaires qui devaient lui permettre, à la fin de cette année, de se faire nommer gouverneur de Monthey ? Ghika incline à penser que cette considération dut jouer dans cette conversion ²⁴⁹... Pourtant, en 1622, Ambuel et sa femme reçoivent du provincial des Capucins de Savoie un témoignage de gratitude pour les « bienfaits accordés » ²⁵⁰ : est-ce là encore calcul, ou preuve de sincérité ?... En 1624, Ambuel se trouve parmi

²⁴⁵ Ghika, o. c., p. 153, dit le 9 janvier 1633 ; pourtant Graven : *Réhabilitation...*, p. 157, et Grenat, o. c., p. 283, donnent le 9 janvier 1634 ; c'est d'ailleurs la date qu'on lit dans l'acte lui-même : « le cinq des ides de janvier, l'an de l'incarnation mil six cent trente quatre » (dans Grenat, p. 284). D'ailleurs, le titre même de l'étude de Ghika indique cette date : *Luttes politiques pour la conquête du pouvoir temporel... (1613-1634)*, car si l'auteur avait voulu indiquer l'épiscopat de Jost, il aurait écrit : 1613-1638.

²⁴⁶ E. Abschiede, t. V, Bâle, 1875-77, pp. 35, 163, 251, 406, 451, 511, 561, 600, 952, 1053. Sur le rôle de Mageran en dehors du Valais, cf. E. de Courten : *Un Régiment valaisan au service de France dans la campagne de Val-teline de 1624-1627*, dans *Annales valaisannes*, 1950, p. 260 et *passim*.

²⁴⁷ E. Abschiede, t. V, pp. 406, 511, 859, 1054, 1288, 1350.

²⁴⁸ Ghika, o. c., p. 111, n. 152.

²⁴⁹ *Ibid.*, pp. 115-116 et n. 179.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 111, n. 152.

les représentants valaisans qui traitent avec les Cantons Catholiques. Lors de la crise de 1627, il est désigné pour être l'un des délégués de Sion à la diète qui se réunit à Loèche à la fin de février et dont le principal objet paraît avoir été le décret d'expulsion des Jésuites. La session fut suivie d'une conférence avec les Cantons Catholiques, la France et le Piémont²⁵¹. Ambuel se rendit aussi à Lucerne au nom du Valais, en janvier de l'année suivante. En cette période révolutionnaire que traversait le Valais, il semble avoir conservé une attitude modérée. Les années qu'il avait passées aux services de Piémont et de France, où il était parvenu au grade de colonel, devaient lui valoir devant ses concitoyens une réputation militaire et diplomatique bien assise. C'est ainsi qu'on le voit encore traiter avec les VII Cantons Catholiques en 1634 et 1637, ainsi qu'à un conseil de guerre fédéral tenu à Wil au début de 1647²⁵². Ambuel terminera sa vie hors du Valais. Retourné au protestantisme, si tant est qu'il s'en soit réellement éloigné à un moment donné — ou peut-être faut-il voir là une illustration de la théorie des sincérités successives ?... — il se fit recevoir bourgeois de Berne en 1652 et acquit la même année la seigneurie bernoise de Gerzensee²⁵³...

Ces états de service, qu'on pourrait multiplier en compulsant les recès des diètes suisses²⁵⁴, prouvent au moins que les VII Di-

²⁵¹ Il n'existe pas de recès connu de la diète de Loèche, mais les instructions de Sion à ses délégués sont conservées : les délégués y sont nommés, et parmi eux le colonel Balthasar Ambuel. Cf. Ghika, pp. 130-131 et notes 251 et 256 ; la note 340, p. 144, qui concerne la mission à Lucerne, pourrait laisser croire qu'Ambuel ne participa pas à la diète de Loèche : pourtant il était bien désigné pour s'y rendre (p. 130, n. 251). Par contre, il est douteux qu'il soit monté au Grand-St-Bernard parlementer avec Monseigneur Jost le 17 septembre 1630, comme le rapporte A.-J. de Rivaz (Ghika, p. 151, n. 389). Quant à la date de la session de Loèche, elle se situe entre le 17 et le 28 février 1627, vieux style : les instructions des délégués séduois sont datées du 17 février (ce qui correspond au 27 selon le calendrier grégorien) ; d'autre part, les délégués des Cantons Catholiques arrivèrent le 10 mars, nouveau style, soit le 28 février, vieux style, selon Ghika (p. 131), ce qui représente la date la plus tardive. Rott indique cette arrivée le 5 mars, ce qui ferait le 23 février de l'ancien calendrier ; il précise même que le délégué de Turin arriva un jour avant ceux des Cantons ; quant au délégué de Paris, il dit simplement : en février (Ghika, p. 131 et notes 253, 254, 255). Imesch (*Zur Geschichte des Kollegiums von Brig*, p. 8) parle du 28 février et Zimmermann (*Essai sur l'hist. du Collège de Sion*, p. 16) du 27 février comme date de cette diète... Cf. *supra*, notes 191 et 210.

²⁵² E. *Abschiede*, t. V, pp. 406, 496, 511, 859, 1053, 1410. Sans doute est-ce lui aussi qui se cache sous une graphie ou une lecture défectueuse (*Bernhard pour Balthasar*) à la diète fédérale de mars 1630 à Soleure. *Ibid.*, p. 619.

²⁵³ Voir plus haut, note 201.

²⁵⁴ Aux négociations avec les Cantons Catholiques participent encore Jérôme Welschen en 1623, 1624 et 1627, (E. *Abschiede*, t. V, pp. 358, 406, 496), Antoine Courten en 1627 (*ibid.*, pp. 496, 511), Martin Matlis en 1627, 1634, 1637 (pp. 496, 511, 859, 1054), Jean Udret en 1627 et 1637 (pp. 496, 511, 1053), Hildebrand Roten en 1634 (p. 859), Pierre de Riedmatten en 1637 (p. 1054).

zains déléguaient d'ordinaire à Monthey des hommes de valeur. On en retrouve plusieurs dans les premiers rangs des Patriotes. Michel Owlîg (qui avait été élu gouverneur de Monthey en 1584), Gilg Jossen Bammatter (gouverneur élu au même poste en 1592), Pierre de Riedmatten (qui leur succédera en 1618) participent à cette diète d'octobre 1613 qui rédige les quinze articles hostiles au pouvoir épiscopal avec une hâte de conjurés pressés de commettre leur coup ²⁵⁵... Jossen et Barthélemy Allet, « ouvertement protestants », et Sébastien Zuber, un « féroce Patriote », seront les trois promoteurs de la candidature Hildebrand Jost à l'épiscopat, sans prévoir que leur choix se révélerait si contraire à leurs machinations ²⁵⁶... A la fin de l'hiver 1627, le conciliabule de Loèche réunit tout un congrès de gouverneurs de Monthey anciens ou futurs... : Angelin Preux (gouverneur élu en 1608), Pierre Allet (gouverneur en 1610), Jean Roten (1612), grand-bailli, Balthasar Ambuel (1620), Antoine Courten (1622), l'inévitable Mageran (1624), Jérôme Welschen (1630), Martin Matlis (1632), Jean Udret (1634) ²⁵⁷... Durant les semaines critiques de novembre et décembre 1630, Roten, Mageran, Matlis mènent le jeu contre le doyen Furrer et sans doute aussi contre l'évêque ²⁵⁸. On les retrouve encore dans l'acte du 9 janvier 1634, qu'on peut considérer comme la charte d'abdication de l'antique souveraineté épiscopale. Il y a là, en effet, Mageran, toujours lui, Ambuel, Udret, Angelin Preux, Pierre Allet, Jean Roten, Matlis ²⁵⁹.

C'est assez dire de quel côté penchaient les opinions de ces hommes, et quand on songe qu'ils furent chargés de gouverner le pays de Monthey, on peut entrevoir quelles idées inspiraient leur administration. On a rappelé déjà qu'à Monthey, « Mageran s'était signalé en aliénant la maison du desservant Claude Panerii, attachée à l'autel de la Confrérie de la Sainte-Trinité en vertu d'une donation », et que l'évêque avait révoqué cette vente (17 août 1625) ²⁶⁰. Grenat en rapporte un autre exemple. Lorsque les Bernardines voulurent se fixer à Monthey, durant l'été 1634, elles obtinrent l'agrément de Mgr Jost, mais se heurtèrent au refus de la Diète. Leur supérieure générale, Mère Louise-Thérèse de Ballon, accompagnée d'une religieuse, alla plaider leur cause à Sion, mais la Diète répondit qu'elles devaient toutes se retirer dans leurs familles. Le grand-bailli, qui était alors Mageran, « leur fit la politesse de les accompagner jusqu'à la place devant le château de la

²⁵⁵ Ghika, o. c., pp. 78-79.

²⁵⁶ *Ibid.*, pp. 81-82.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp. 130-131 et n. 256.

²⁵⁸ Voir le récit de Furrer publié par Grenat, pp. 273-274. Quant à l'évêque, on sait que la capitulation qui lui fut imposée ne porte pas de signatures (cf. note 242 ci-dessus).

²⁵⁹ Grenat, o. c., p. 283.

²⁶⁰ Ghika, o. c., p. 125, n. 228. Cf. ci-dessus, note 196.

Majorie. La Mère de Ballon, sachant la puissance de cet homme, profita de la circonstance pour se recommander à lui. „Non, mesdames, répondit sèchement ce magistrat, vous ne serez jamais reçues : c'est travailler en vain que de chercher à épuiser une source." Ce peu de mots trahissait les dispositions hostiles du bailli Mageran. Le gouverneur de Monthey, Martin Matlis, ne secondait que trop les vues du haut pouvoir. Cependant, peu à peu ramené par la sainteté de ces religieuses, il en devint enfin l'ami et le protecteur. » Après la mort de Mageran, la Diète changea insensiblement de disposition et, le 19 mai 1643, elle autorisa la communauté ²⁶¹...

Si Mageran cumulait avec la charge de gouverneur de Monthey celle de secrétaire d'Etat, Matlis interrompit son séjour sur les bords de la Vièze pour représenter le Valais à la diète fédérale qui se tint à Baden du 23 au 31 octobre 1633 ²⁶². Le célèbre capitaine Antoine Quartéry ²⁶³, de St-Maurice, qui avait déjà rempli plusieurs missions à Rome et qui avait accompagné le grand-bailly Sébastien Zuber aux diètes fédérales de mai et de juillet 1631 à Baden, reprit le même chemin avec Matlis ²⁶⁴. Sans doute le journal de Quartéry, cité par Rameau en 1880, mais demeuré jusqu'ici presque totalement inédit, pourrait-il fournir des détails intéressants sur cette ambassade...

Ces fortes têtes des Dizains ne s'intéressaient pas qu'aux jeux de la diplomatie, mais cédaient parfois à une humeur guerrière,

²⁶¹ Grenat, o. c., pp. 266-267. — Toutefois, « l'animosité traditionnelle des Sédunois » eut peine à désarmer... J. Zimmermann (*Hist. du Collège de Sion*, pp. 17-18) raconte comment, en 1651, à leur retour en Valais, décidé par les six dizains supérieurs, deux Jésuites furent moqués, à leur passage à St-Maurice, par le gouverneur, un bourgeois de Sion (Jacques Kalbermatter, qui touchait au terme de son mandat), qui leur offrit, au lieu d'un vin d'honneur, deux grands verres d'eau ! Cette plaisanterie valut à son auteur les réprimandes de la Diète et une amende. Les voyageurs n'étaient pas au bout de leurs peines : pour échapper aux soldats que la ville de Sion avait postés sur la route de Conthey, les Pères durent passer par Savièse et Grimisuat pour atteindre enfin Sierre...

²⁶² E. Abschiede, t. V, p. 789.

²⁶³ Antoine Quartéry (1576-1641), surnommé le Grand, fut tour à tour capitaine en Allemagne et en Italie, chambellan et agent diplomatique du duc de Wurtemberg, chargé de missions près le Saint-Siège (1598, 1606-07, 1620, 1628), châtelain de St-Maurice (1600-1604), châtelain abbatial de Salvan (1619), inspecteur général de la monnaie (1623-24), député aux diètes fédérales. Il était, en outre, seigneur de Marclay (Chablais), chevalier de l'Eperon d'or, bourgeois patricien de Fribourg (1603). Il protégea les Capucins, et saint François de Sales l'honorait de son amitié. Il avait épousé Marie Rossier, d'Orsières. Cf. *Armorial*, p. 203 ; *DHBS*, t. V, p. 361 ; *AGS*, t. VII, p. 822 ; B. Rameau : *Notice biographique sur Noble Antoine Quartéry, capitaine et chevalier apostolique*, dans *Revue de la Suisse catholique* et tiré à part, Fribourg, 1880 ; Donnet et Ghika : *S. François de Sales et le Valais*, pp. 49-51, 57, 81, 85, 99 ; Tamini et Mudry : *Essai d'hist. d'Orsières*, St-Maurice, 1930, pp. 71-72 (Rossier).

²⁶⁴ E. Abschiede, t. V, pp. 140, 647, 650, 789.

comme cet Angelin Preux alias Hans Fromb — c'est le même homme²⁶⁵ — qui fut l'un des plus fidèles associés de Mageran dans ses entreprises politiques et économiques. Il commanda un Régiment en Valteline pour le compte de Richelieu durant la campagne de 1624-1627. M. E. de Courten a écrit récemment l'histoire de cette aventure militaire²⁶⁶ ; glânons plutôt ici quelques notes de l'autre aventure, celle qu'il poursuivit avec le remuant tribun de Loèche²⁶⁷.

Notons d'abord que Preux dirigea le bailliage de Monthey de 1609 à 1611 ; des liens de famille l'unissaient avec ce bourg, puisqu'il avait épousé Marie Du Fay²⁶⁸. A la diète d'octobre 1613, qui fit les quinze articles destinés à endiguer le pouvoir épiscopal, il signe « Junker Angelin Fromb, ancien gouverneur, capitaine du Dizain de Sierre²⁶⁹ ». Son titre de *Junker* équivalait sans doute à la qualification de *Noble* ; il était, par ailleurs, vidomne de Miège²⁷⁰. Autrefois, il avait étudié à Zurich, d'où il avait rapporté à tout le moins une forte inclination vers le protestantisme²⁷¹. Néanmoins,

²⁶⁵ Furrer, o. c., t. II, p. 282, le nomme *Angelin Fromm*, gouverneur de Monthey, élu en 1608. Sur les panneaux héraldiques conservés à Monthey, son nom est donné sous la forme *Johann From*, 1609 (Bioley, *Annales valaisannes*, 1^{re} s., 1918, p. 98). Les recès fédéraux et cantonaux le citent sous la dénomination allemande *Hans Fromb*, et il signe lui-même, comme chancelier d'Etat, *Johannes Fromb*. E. de Courten explique que le diminutif familier allemand *Hennslin* (*Hänslin*), entendu par des oreilles françaises, devint *Hanselin* ou *Angelin*. Remarquons qu'il s'agit ici d'Angelin II, fils d'Angelin I^{er} qui avait été gouverneur de St-Maurice en 1568 (AGS, t. VII, p. 432 ; DHBS, t. V, p. 343). Quant à *Fromb* ou *Fromm*, on sait que c'était la traduction allemande de *Preux*, qui se latinisait en *Probus* ou *Probi* ; d'autres variantes sont encore connues dans le nom de cette famille : *Proux* en français, *Prus* et *Preüss* en allemand... Cf. E. de Courten : *Un Régiment valaisan au service de France dans la Campagne de Valteline de 1624-1627*, dans *Annales valaisannes*, 2^e s., 1950, p. 276, nn. 77 et 78 ; M. de Lavallaz : *Le Valais romantique*, dans *La vie romantique au pays romand*, Lausanne, 1930, p. 43 ; Galbreath : *Armorial vaudois*, t. II, Baugy sur Clarens, 1936, p. 564 ; *Armorial valaisan*, p. 201 ; AGS, t. VII, p. 428.

²⁶⁶ Voir note précédente. Dans *Annales valaisannes*, 1950, pp. 253-316.

²⁶⁷ Angelin Preux († 1644 ?), « esprit aux tendances libérales, joua un rôle important en politique valaisanne dans la première moitié du XVII^e siècle. Il fut capitaine (1608) et grand-châtelain du dizain de Sierre (1616-1628), gouverneur de Monthey, colonel au-dessus de la Morge (1623), chancelier d'Etat (1622 [E. de Courten dit jusqu'en 1626, mais Mageran occupe cette charge dès la fin de 1624 ; cf. Furrer, o. c., p. 238 ; Ghika, *Vallesia*, t. II, p. 125]) et, avec l'agrément du roi Louis XIII, fut nommé par la Diète valaisanne colonel du régiment valaisan qui servit en Valteline d'octobre 1624 à fin février 1627 ». (Courten, o. c., p. 276, n. 77.) Cf. également DHBS, t. V, p. 343.

²⁶⁸ AGS, t. VII, p. 432 ; *Armorial valaisan*, pp. 83 et 201-202.

²⁶⁹ Ghika, o. c., p. 79.

²⁷⁰ AGS, I. c. ; cf. *Armorial*, pp. 170 et 201.

²⁷¹ Ghika, o. c., p. 99, n. 88. L'auteur dit que Preux avait fréquenté « l'Université de Zurich » ; c'est un lapsus car celle-ci ne fut créée qu'en 1833, mais elle remplaça le *Carolinum*, l'ancienne école du Grossmünster que fréquenta sans doute notre personnage (DHBS, t. VII, pp. 520-521).

il est l'un des témoins de la profession de foi catholique de Monseigneur Jost, le nouvel évêque, en 1614²⁷² ! La diète de décembre 1617 le désigne pour l'un des commissaires chargés de la réforme de l'Etat, tâche constituante qui, assurait-on, devait tenir compte de toutes les données des droits canonique et civil²⁷³. Les sessions de décembre de la Diète valaisanne sont les plus importantes : Preux y est généralement présent²⁷⁴. En 1620, il paraît comme associé de Mageran pour demander un privilège de roulage, à charge d'entretenir les chaussées²⁷⁵. Deux ans plus tard, il est adjoint à Mageran encore pour aller expliquer à Milan les engagements du Valais envers les gouvernements de Paris et de Turin, ambassade qui ne partit d'ailleurs point²⁷⁶... Bérody rapporte, par contre, le départ de son Régiment, en octobre 1624, en nommant avec lui les capitaines qui le secondent : Jean In Albon, Pierre de Riedmatten, ancien gouverneur de Monthey²⁷⁷, et Antoine Stockalper, ancien gouverneur de St-Maurice²⁷⁸. Preux ne se désintéresse point pour autant du cours de la politique des Dizains : la distance ne l'empêche pas de se rendre aux diètes de 1625 et 1626²⁷⁹. Il participe aussi à la fameuse rencontre de Loèche, vers la fin de février 1627²⁸⁰. L'année suivante, à la fin d'août, Mageran, Zuber et Preux — « ennemis déclarés de Jost », au témoignage de

²⁷² Ghika, p. 86.

²⁷³ *Ibid.*, p. 105.

²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 105, 109 et n. 146, 116, 117.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 116.

²⁷⁶ *Ibid.*, pp. 117, 119.

²⁷⁷ Voir plus haut, note 200.

²⁷⁸ B, p. 75 ; cf. Ghika, o. c., p. 124 et n. 218. E. de Courten : *Un Régiment...*, pp. 276-277, nn. 78-79, précise et complète ces indications de la manière suivante : Le Régiment avait pour colonel Angelin Preux, secondé par Etienne Courten, comme lieutenant-colonel. Les cinq Compagnies étaient commandées par les capitaines Pierre In Albon, Antoine Stockalper, Pierre de Riedmatten, Jean de Riedmatten, François Courten. Les deux Riedmatten étaient frères, fils de Jean qui avait été capitaine au service de France (AGS, t. VI, pp. 566, 569, 577) ; il en était de même des deux Courten, dont le père, Antoine, avait été élu gouverneur de Monthey en 1622 (voir *supra*, note 202) : Etienne mourut en 1651 et François en 1661. Etienne avait épousé en 1620 Christine Preux, fille du colonel Angelin Preux et de Marie Du Fay (*Famille de Courten*, pp. 18, 19, 84, 130). Voir aussi, *infra*, note 407.

²⁷⁹ Son commandement « ne l'empêcha pas de paraître, pendant cette période [1624-1627], aux diètes valaisannes et fédérales, et de remplir des missions auprès de l'ambassadeur Miron, du duc de Feria, et des cantons suisses. S'il commanda effectivement son régiment en 1625, il en fut absent pendant onze mois de 1626, et le licenciement se fit sous la surveillance des délégués Pierre Allet et Jean de Montheïs. Ces précisions permettent d'éclaircir les doutes ou les divergences de Grenat (p. 232), de Graven (p. 127) et de Ghika (p. 140, n. 311) sur la personne de Hans Fromb, alias Jean (Angelin) Preux ». E. de Courten, o. c., p. 276, n. 77.

²⁸⁰ Ghika, p. 131 et n. 256.

Rott, l'historien des relations franco-suisse — sont envoyés à Lucerne pour porter au nonce Rocci les doléances des Patriotes sur leur évêque qui est parti à Rome et pour demander son remplacement²⁸¹. Le 27 août 1629, c'est encore Mageran et Preux qui représentent le Valais à la diète de Soleure²⁸². Lorsque, enfin, le 25 juin 1630, Mgr Jost veut franchir le col du Grand-St-Bernard pour regagner sa patrie, le colonel Preux, à la tête d'une troupe nombreuse, lui barre la route et s'efforce de lui faire rebrousser chemin ; ce n'est qu'après une discussion pénible et la prestation d'une caution qu'il consent enfin à le laisser pénétrer à l'Hospice, où Jost sera retenu captif jusqu'à la fin de novembre²⁸³... Dans la relation que le prélat a laissée de son retour, il n'accable pas cet officier mais rapporte calmement les faits ; Preux, écrit-il, « me déclara être envoyé par les premières autorités pour m'interdire non seulement l'entrée du pays, mais même l'accès du monastère. Quoique le prévôt et ses religieux demandassent instamment au capitaine mon admission dans leur monastère, je ne pus y entrer que bien malgré lui et en donnant caution. » Preux n'agissait point de son propre chef, mais par ordre supérieur, c'est-à-dire, sans doute, de Jean Roten, alors grand-bailli, et de son fameux et terrible secrétaire, Mageran. Quant à Preux, sa pensée se situait peut-être moins sur le plan religieux que sur le plan politique : il y a lieu de se rappeler que Grenat, en appréciant toutes les luttes de l'époque sous l'angle de la religion, a probablement fait dévier son jugement d'une appréciation réelle des faits. Selon Ghika, on l'a vu, le nœud des querelles était surtout d'ordre politique ou étatique : le maintien du principat épiscopal ne pouvait entrer dans les vues d'hommes formés aux écoles évangéliques, enclins aux courants modernes d'alors. Un fait semble montrer, en tout cas, que, sur le plan religieux, Angelin (Jean) Preux ne fut pas un adversaire de tout temps irréductible (si, du moins, il s'agit bien de lui) : c'est qu'il accorda, de 1609 à 1625, l'hospitalité de sa maison de Venthône aux Jésuites²⁸⁴...

²⁸¹ *Ibid.*, pp. 147-148 et n. 364.

²⁸² Angelin Preux était un habitué de ces rencontres avec les Cantons. En 1618, il avait été à Coire pour jurer l'alliance entre le Valais et les Grisons (*DHBS*, t. V, p. 343). On le voit aussi à la diète fédérale de Baden, en février 1622 (Courten : *Un Régiment...*, p. 260) ; il revient de Valteline pour participer aux diètes fédérales des années suivantes (*ibid.*, p. 276, n. 77), en particulier à Soleure durant l'été 1629 (Ghika, o. c., p. 149, n. 374).

²⁸³ Grenat, o. c., pp. 268 sq., donne le récit laissé par l'évêque lui-même. Cf. Ghika, o. c., p. 150, n. 383.

²⁸⁴ D. Imesch (*Kollegium von Brig*, p. 7) et Zimmermann (*Collège de Sion*, pp. 10, 15) parlent du collège que les Jésuites dirigèrent à Venthône de 1609 à 1625, et qui atteignit un effectif de 300 élèves issus des familles les plus en vue du pays. Cet établissement avait reçu l'hospitalité du « capitaine de Preux » ; Imesch ne donne pas le prénom, mais Zimmermann indique : François. Or, à cette époque, le capitaine du dizain de Sierre était Jean alias Angelin Preux (Furrer, o. c., p. 298 ; cf. *supra*, note 267). L'erreur de Zimmermann vient probablement d'une confusion entre Hans et Franz...

Parmi ses fils, l'un, Guillaume, deviendra chanoine de la cathédrale de Sion et official du diocèse²⁸⁵, tandis que ses deux frères seront gouverneurs en Bas-Valais : Jean-Antoine, le cadet, à Saint-Maurice (1652), François, l'ainé, à Monthey (1636)²⁸⁶. On se rappelle que Bérody nota l'arrivée de celui-ci avec un sentiment de satisfaction visible : fut-ce peut-être parce que François Preux avait épousé auparavant déjà (1626) Marie Quartéry et était devenu par là un allié de notre chroniqueur ?

Bérody rapporte la mort à Paris de deux anciens gouverneurs de Monthey partis comme officiers en France : Mathias Werra, en septembre 1641²⁸⁷, et Martin Matlis, le 5 avril de l'année suivante²⁸⁸. Plusieurs Valaisans servaient alors dans les armées du roi en Artois, et notre chroniqueur cite parmi eux, outre les capitaines Werra et Matlis, Mathieu Odet (qui mourut en décembre 1641²⁸⁹), ainsi que le capitaine François Preux, lui aussi ancien bailli de Monthey, Nicolas Gasner, Jacques Kalbermatter et Gaspard Stockkalper : une faveur pontificale les créa tous les quatre chevaliers de la Milice dorée, en juin 1642²⁹⁰.

Lorsque la Diète avait désigné un nouveau gouverneur, la courtoisie, puis la coutume, voulait que son installation fût entourée d'un cérémonial comportant cavalcade, vins et banquets. Avec le temps, ces usages pesèrent lourdement sur les sujets, qui se trouvaient sans doute d'autant plus impatients de ce poids qu'ils se voyaient par là contraints de payer le prix de leur sujétion... « La servitude abaisse les hommes jusqu'à se faire aimer d'eux », a écrit Vauvenargues. Il se trouva que des communes, contraintes de subir leur maître, se refusèrent à lui prodiguer des marques coûteuses d'attachement et se plaignirent des dépenses somptuaires que la réception des baillis entraînait... Peu à peu, la Diète commua les frais de cette réception en une redevance au nouveau bailli. Illiez, cependant, et sans qu'on sache pourquoi, resta tenu à recevoir le magistrat ; d'ailleurs, les gouverneurs considéraient que leur dignité exigeait un déploiement de grandeur et la Diète eut beaucoup de peine à freiner leurs prétentions... Quand Monthey fut libéré de l'obligation d'un certain faste, le gouverneur fut dispensé lui aussi du repas qu'il offrait auparavant en la fête de St-Marcel, le titulaire de sa chapelle²⁹¹.

²⁸⁵ Tamini et Délèze le citent comme chanoine de Sion en 1627, chantre 1631, sacristain 1632, official (en 1634, selon VC, p. 82, où il est appelé Georges, ou en 1640, *ibid.*, p. 486) † 1651 (VC, pp. 97, 99, 486), mais pas comme vicaire général (VC, p. 81), ce qu'indiquent DHBS, t. V, p. 343, et AGS, t. VII, p. 430.

²⁸⁶ AGS, t. VII, pp. 432-433 ; DHBS, t. V, p. 343. Voir plus haut, note 207.

²⁸⁷ B, p. 182.

²⁸⁸ B, p. 185.

²⁸⁹ B, p. 183.

²⁹⁰ B, pp. 188-189.

²⁹¹ Graven : *Evolution du Droit pénal*, pp. 157-158, n. 6. — Selon E. Gruber : SHSM, pp. 79 et 124, une chapelle sous le vocable de S. Marcel fut fon-

Il nous reste, de la domination des gouverneurs, un monument d'une valeur documentaire et artistique considérable : deux grands panneaux héraldiques. Ce fut une source précieuse d'information pour les auteurs de l'*Armorial valaisan* de 1946, et la préface de cet ouvrage pouvait dire que « la valeur documentaire » de ces panneaux « s'est affirmée par la confrontation avec d'autres sources ²⁹² ». Auparavant déjà, Pierre Bioley ²⁹³ avait signalé l'intérêt de ces « deux grands tableaux » conservés alors dans la salle du Conseil de la Bourgeoisie, et il en avait relevé les noms des cent trente-deux gouverneurs qui y figurent avec date et blason. Les dates, comme nous l'avons pu voir, correspondent, jusqu'en 1619, à la première année de fonction de chaque magistrat ; à partir de 1619, c'est la seconde année qui est notée. On peut en conclure

dée au château vieux au début du XV^e siècle (entre 1404 et 1417), mais le château lui-même tombant en ruine, ce bénéfice fut transféré en 1454 à l'hôpital. Deux fois encore, cette fondation devait être déplacée : en 1616 d'abord, à la nouvelle église de Collombey, puis, en 1708, à l'église de Monthey, lorsque celle-ci devint le siège de la paroisse. C'était la chapelle des gouverneurs qui y avaient leur banc et en administraient les fonds (cf. Tamini et Délèze : VC, pp. 141-142, 145, 148). Avait-on, d'autre part, repris le titre de S. Marcel pour le donner à la chapelle du château des gouverneurs ? C'est ce que semble indiquer Graven, lorsqu'il mentionne « le jour de la Saint-Marcel, fête de la chapelle du château » (o. c., p. 158, note)... De fait, il y avait bien une chapelle dans ce dernier château, car Rameau (*Châteaux et Seigneuries*, pp. 12-13) ajoute que sa « chapelle a été transformée en une salle commune, où par distraction on a laissé subsister le bénitier »...

A propos de la réception des gouverneurs, Bourban (*L'enseignement à St-Maurice*, Fribourg, 1896, pp. 29-30) raconte un fait significatif de l'esprit qui dominait. A chaque intronisation de gouverneur à St-Maurice, l'Abbaye offrait au gouverneur et à sa suite très nombreuse le premier souper qui suivait leur arrivée. Elle offrait, de même, un dîner à la Diète, chaque année, lors de sa session de mai. Or, en 1660, « ces actes de bienveillance furent considérés par les Patriotes comme une obligation dont les intérêts pourraient être transférés de l'estomac du gouverneur et des seigneurs patriotes au Collège de Brigue. Ces Messieurs s'engagèrent donc à renoncer à leur dîner, en faveur dudit Collège, et l'Abbaye dut, de ce chef, payer pour le nouvel établissement des sommes considérables. » Ce ne fut d'ailleurs pas la seule prestation que la Diète imposa au monastère aigaunois en faveur du gymnase du Haut-Valais... A la suite de l'incendie du 23 février 1693, qui avait réduit en cendres l'Abbaye et la ville presque entières, et dévasté l'église abbatiale, les chanoines se trouvaient dans une situation fort difficile ; mais l'Etat n'y vit pas une raison suffisante pour faire le geste qu'on aurait pu attendre. « L'Abbaye ayant tardé de payer la quote-part qu'on exigeait d'elle en faveur des Jésuites de Brigue, se vit séquestrer en 1697 les revenus de la cure de Vétroz... » (J.-B. Bertrand : *L'incendie de St-Maurice du 23 février 1693*, dans *Annales valaisannes*, 2^e s., 1933, p. 133, n. 2). Est-ce alors que commença de se répandre le dicton que rapporte Bertrand (*Le folklore de St-Maurice*, dans *Cahiers valaisans de folklore*, no 30, Sierre et St-Maurice, 1935, p. 177) : « Prendre sur l'Abbaye ce n'est pas voler » ?... Voir aussi, plus loin, note 404.

²⁹² *Armorial*, p. XV.

²⁹³ *Annales valaisannes*, 1^{re} s., 1918, pp. 93 sq.

que, primitivement, les baillis mettaient une certaine hâte à marquer leur passage, tandis que, par la suite ils faisaient peindre leurs armes vers la fin de leur mandat. Ces notations sont intéressantes aussi par l'orthographe des noms ou des prénoms, ou par certaines particularités comme la traduction *From* du nom de *Preux* en 1609, 1638, 1694, tandis qu'on lit bien *Preux* en 1792. Ces panneaux qui sont aujourd'hui le trésor du musée du *Vieux-Monthey*, n'ont pas toujours été honorés du même zèle ; Rameau²⁹⁴ dit que l'on avait, de son temps, enlevé ce monument de la grande salle du château et qu'on l'avait relégué à l'hôpital... Du moins ces panneaux étaient-ils conservés, ce qui est un privilège si l'on considère qu'à St-Maurice, sur la place du Parvis (raconte J.-E. d'Angreville) « une bande d'insensés brûla, aux sons d'une musique discordante, le tableau des armoiries des gouverneurs » du lieu²⁹⁵.

On ignorait jusqu'ici la date de ces panneaux héraldiques. Or, le recès de la diète de décembre 1612 paraît donner une réponse à cette question. En effet, le compte de Pierre Allet, gouverneur de Monthey, porte, pour la seconde année de son baillivat²⁹⁶, une dépense « pour peindre les armoiries des gouverneurs, depuis le 1^{er} jusqu'à lui, au nombre de 37, dans la nouvelle salle du château de Monthey, à 10 batz la pièce²⁹⁷ ». Si l'on considère que le premier gouverneur, Benoît de Prensieres, n'avait été qu'un bailli éphémère et qu'après quelques mois il avait été remplacé par Adrien Rubini, on compte bien 37 gouverneurs de Rubini à Angelin Preux, le prédécesseur immédiat d'Allet. Nous sommes donc bien, semble-t-il, en présence de l'œuvre exécutée en 1612²⁹⁸ et que, désormais, chaque gouverneur prolongera en y faisant ajouter ses propres armes²⁹⁹.

²⁹⁴ O. c., p. 13.

²⁹⁵ Texte cité par J. Pellissier : *Jacques-Etienne d'Angreville et sa bibliothèque*, dans *Annales valaisannes*, 1950, p. 229.

²⁹⁶ Pierre Allet, élu gouverneur de Monthey en décembre 1610, occupa son poste de février 1611 à février 1613.

²⁹⁷ Bienveillante communication de M. A. Donnet, directeur des Archives cantonales, Sion.

²⁹⁸ Les armes de B. de Prensieres ne figurent pas sur les panneaux de Monthey (cf. *Armorial*, p. 201), mais bien celles de Rubini (*ibid.*, p. 221).

²⁹⁹ Il est intéressant de remarquer que Pierre Allet est représenté dans cette galerie héraldique par les armes anciennes de sa famille : d'azur à la rose de gueules, tigée et feuillée de sinople, surmontée en chef de trois étoiles à 6 rais d'or rangées en fasce. Son sceau (Archives Marclay, Monthey) porte les étoiles malordonnées. Cf. *Armorial*, p. 6. D'autre part, bien que son blason, sur les panneaux montheyens, porte la date d'entrée en fonction (1611), comme tous les blasons jusqu'en 1619, la facture mise à la charge de l'Etat, en 1612, compte 37 blasons, soit ceux des 37 prédécesseurs d'Allet : faut-il en conclure que celui-ci se chargea personnellement de la dépense relative à son propre blason, ou que le peintre lui en fit hommage ?...

Sans doute cette œuvre, analogue à tant d'autres qu'une même pensée multiplia dans les résidences baillivales de Suisse et du Valais ³⁰⁰, peut-elle être considérée comme l'achèvement et le couronnement des grandes réparations qui avaient suivi l'incendie du 6 février 1606 ³⁰¹.

La main de Justice

Les gouverneurs étaient dans leur ressort juges ordinaires et y disposaient « de toute la justice pénale à tous les degrés » ; par contre, le droit de grâce ne leur était accordé qu'à titre exceptionnel, car il était normalement réservé au prince-évêque ou à la Diète ³⁰².

La *Chronique* de Bérody contient des exemples de cette justice pénale. Ainsi, un notaire du Val d'Illiez coupable d'une mauvaise gestion, eut la tête et la main droite tranchées à Monthey, sous le gouvernement de Gilg Bammatter, probablement en juin 1617 ³⁰³. Ce drame, par sa sévérité, dut attirer fortement l'attention, car c'est lui qui fournit à notre chroniqueur la première occasion de

³⁰⁰ A St-Maurice, par exemple, ainsi qu'on l'a dit plus haut.

³⁰¹ Cf. *supra*, note 161.

³⁰² Graven : *Evolution du Droit pénal*, p. 158 et n. 1.

³⁰³ *Eodem anno et mense sumptum est capitis et pigni dextri supplicium Montheoli de Francisco Silvestro, Notario Vallis Illiacæ, quod sua arte tabellionatus esset male usus sub gubernio Domini Aegidii Jossen alias Bantmatter* (B, pp. 33-34). Dans l'édition de la *Chronique* faite par Bourban, ces lignes sont encore placées sous l'année 1616, mais il y a à cela une difficulté : en novembre 1616, Hans Wiestiner, de Viège, administrait encore le bailliage de Monthey... Son successeur, Gilg III (ou Aegid) Jossen Bammatter ou Bantmatter n'entra en fonction qu'en février 1617 (la diète de décembre 1616 l'avait choisi comme représentant du Dizain de Brigue, dont sa famille était originaire, bien qu'établie depuis à Sion et à St-Léonard ; cf. *Armorial*, pp. 21 et 136, et *supra*, note 178). En examinant le manuscrit de la *Chronique*, on remarque qu'il y manque un folio : le folio 9 est immédiatement suivi du folio 11, de sorte que le changement d'année a disparu... Bourban a écrit lui-même le millésime 1617 devant la notice datée du 24 juillet, introduisant par là une cause d'erreurs... En relisant le manuscrit, on voit que la dernière mention conservée qui se rapporte à l'année 1616 est celle de la mort du frère du chroniqueur, Claude Bérody, en novembre, et que toutes celles qui suivent sont à mettre sous la date 1617. Comme aucune mention de mois n'apparaît avant juillet, il est donc difficile de préciser davantage : toutefois le nom du gouverneur permet de fixer le procès du notaire d'Illiez et son exécution après la mi-février 1617, et comme le premier mois dont la mention subsiste est celui de juillet, il est probable que les événements cités immédiatement avant se sont passés en juin... Indépendamment de cette affaire, Gilg III Jossen Bammatter devait avoir la main assez lourde, s'il est vrai que des réclamations de ses administrés parvinrent à la Diète et que celle-ci, en cette même année 1617, le blâma en lui imposant amende et excuses (Tamini et Délèze : *Illiez*, p. 196)...

parler de Monthey. Il est vrai qu'en même temps fut exécuté un maçon d'Illiez, accusé d'avoir, alors que la peste sévissait, provoqué par de troubles agissements dans les maisons, la mort de très nombreuses personnes ³⁰⁴.

C'est aussi du Val d'Illiez qu'était venue habiter Monthey une femme qui passait pour accomplir des prodiges. A son procès, instruit en 1622, furent appelés trois docteurs en théologie. Convaincue de magie, divination et charlatanisme, elle fut décapitée à Sion le 14 juillet. Quant à son mari, coupable d'avoir consenti aux pratiques de sa femme, il s'en tira par l'exil ³⁰⁵.

Bérody signale encore la pendaison, à Monthey, le 5 février 1629, d'un voleur d'Illiez ³⁰⁶.

En décembre 1627 avait éclaté une affaire moins grave, mais plus délicate sous certain aspect, parce qu'il s'y mêlait des relents de luttes politiques et religieuses alors passionnées, et qu'elle mettait en cause un dignitaire ecclésiastique. Chanoine, curé de la capitale et prédicateur, Henri Theler ³⁰⁷ se trouvait sous le coup d'une accusation de trahison (*perduellionis accusatus* ³⁰⁸). Se sentant en danger, Theler voulut fuir en Savoie, mais le gouverneur de Monthey le fit poursuivre par ses argousins qui réussirent à l'arrêter au dernier moment, à St-Gingolph. Le prévenu fut ramené à Sion où on le retint à l'hôtel de ville ³⁰⁹. Il y était encore en mars, lorsque les Patriotes firent le compte de leurs débours occasionnés par cette affaire : ils atteignaient déjà 1100 écus de bonne monnaie ³¹⁰. La Nonciature de Lucerne intervint pour assurer la protection du prévenu.

³⁰⁴ *Eodem anno menseque capitis luit supplicium magister Carolus Muriset, latomus Illiacensis, domorum, regnante peste, purgator et infector qui eo ipso tempore quam plures suo sortilegio vita privavit* (B, p. 34 ; pour la date, voir note précédente).

³⁰⁵ *Die XIV (1622, Julius) Mauricia Bovard Vallis Illiacæ, incola Montheoli ob magicam artem et potissimum divinationis ac medicinæ capite plexa est Seduni, ad cujus condemnationem processerunt tres Doctores Theologi ; mira sane visu et auditu ab eadem Mauricia in vita patrata, habentur. Ejus vir nomine Claudius du Fau, ob assensum uxoris factionibus præstitum exsulavit* (B, p. 62).

³⁰⁶ *Die Lunæ V^a ejusdem (mensis Februarii, 1629) patibuli supplicio addictus est ob furtum Claudius Mellieret Illiacensis, Montheoli sub gubernio Domini Nicolai Rotten* (B, p. 102). Ici appelé *Nicolas*, le gouverneur est nommé *Hildebrand* lors de son installation en février 1627 (B, p. 89). Voir plus haut, note 204.

³⁰⁷ De Viège, Theler fut nommé chanoine de la cathédrale le 6 février 1618, devint curé de Naters en 1619, puis de Sion dès le 6 juillet 1625 (J. Lauber : *Verzeichnis von Priestern aus dem deutschen Wallis*, dans BWG, t. VII, p. 344). Son nom figure en tête des signataires à la fin des Constitutions synodales édictées par Mgr Jost en Synode au chœur de la cathédrale de Sion, le 27 avril 1626 (édition de Fribourg, 1635, p. 180 ; édition de Ratisbonne, 1883, p. 112).

³⁰⁸ B, p. 95.

³⁰⁹ ... *in domum Urbanam* (B, p. 95), ... *in civica domo* (B, p. 98).

³¹⁰ B, p. 98.

Dans la lutte violente qui dressait les Patriotes contre l'évêque Jost — et dont on a suffisamment parlé plus haut —, Theler était accusé d'avoir engagé le capitaine Antoine Stockalper à se ranger du côté du prélat et à demander aide à l'Espagne, alors maîtresse du Milanais³¹¹. A la suite d'un procès qu'on a tout lieu de tenir pour une iniquité, Stockalper fut condamné comme coupable de « rébellion, sédition, trahison, assassinat, brigandage, incendie, etc. »³¹² et exécuté au début de décembre 1627³¹³. Bérody, qui rapporte sa mort, ne pouvait croire que ses juges eussent sans motifs fondés rendu une sentence aussi grave ; Bourban a eu soin de joindre au texte du chroniqueur la note suivante : « *Horum Chronicorum auctor haec scripsit inter clamores perfidos qui impediabant vocem justii audiri. Hic nobilis Antonius Stockalper jura et partes Episcopi sustinebat. Invasoribus necnon et haereseon amicis animum strenuum opponebat. Pro ecclesia gladiis judicum inimicorum occubuit* »³¹⁴. »

Quant à Theler³¹⁵, ami intime, hôte et commensal du capitaine Stockalper, on prétendait qu'il avait « suggéré, connu, appuyé, ap-

³¹¹ Ghika, exposant le long et dur conflit qui attrista l'épiscopat de Mgr Jost, a résumé l'affaire Stockalper d'après, surtout, l'ouvrage de Graven : *Réhabilitation du capitaine Antoine Stockalper* : « C'est là qu'il faut lire cette page de notre histoire », marque Ghika (*Vallesia*, t. II, p. 138), qui, plus loin (p. 142), souligne que M. Graven « a démontré sans peine la grande iniquité » de ce procès, sans laisser aucun doute. Cf. aussi E. de Courten : *Un Régiment valaisan*, p. 277, n. 79, pp. 315-316.

³¹² Ce sont les termes mêmes donnés par Graven dans la Table de son ouvrage, p. 161.

³¹³ Sur cette date, voir plus haut, note 234, d'après Graven, *o. c.*, p. 146. Bérody (p. 94) indique le 4 décembre.

³¹⁴ Edition de Bérody par Bourban, p. 94. — Bourban se laisse sans doute emporter par le sentiment en faisant de Stockalper presque un martyr : *pro ecclesia...* Ghika (p. 142) est plus réservé : « Stockalper était, croyons-nous, espagnol par intérêt, et, accessoirement, catholique et partisan de l'évêque ». Même son de cloche *ibid.*, p. 140, et, avec Donnet, dans *S. François de Sales et le Valais*, p. 86.

³¹⁵ Sur l'affaire Theler, cf. Boccard : *Hist. du Vallais*, p. 227, à quoi renvoie Bourban (édition de la *Chronique* de Bérody, p. 94) ; Grenat, *o. c.*, pp. 253, 256, 257-258 ; Ghika, *o. c.*, pp. 136 (n. 279), 141, 142, 144, 145 (et n. 347), 147, 148 (et n. 365) ; Graven : *Réhabilitation...*, pp. 25 et 76, et détails de l'accusation, pp. 139-144, 152-155. — Grenat, suivi par Graven et Ghika, écrit *Theiler*. Il s'agit cependant de deux familles différentes : cf. Lauber, *BWG*, t. VII, pp. 342-343, *Theiler*, famille originaire du Simplon, et pp. 344-345, *Theler*, famille originaire d'Ausserberg ; *Armorial*, pp. 256-257. Aujourd'hui encore la différence d'orthographe est maintenue. Boccard écrit *Henri Theler* (p. 95), *Thelerus* (p. 98) et... *André Theler* (p. 99) ; les trois mentions ont été vérifiées sur le manuscrit. Imesch (*Kollegium von Brig*, p. 8) le nomme *Heinrich Thäler*, ce qui correspond bien à *Theler* (*Armorial*, p. 257) ; c'est d'ailleurs bien sous le nom de cette dernière famille que Mgr Imesch en parle dans *DHBS*, t. VI, p. 542. Le mieux serait de s'en tenir à la signature de l'intéressé lui-même, telle qu'elle se lit à la fin des Constitutions synodales du 27 avril 1626 : *Henricus Teler, Canonicus et Pastor Sedunensis* (voir ci-dessus, note 307).

prouvé, facilité » les desseins incendiaires, homicides et révolutionnaires du capitaine. Theler, à croire ses accusateurs, « courait par monts et vaux pour soulever le peuple, faisait des voyages secrets dans la Confédération »... A l'annonce de l'arrestation de Stockalper, Theler aurait publiquement avoué son inquiétude et déclaré qu'il s'attendait à son arrestation. Aussi, « abandonnant précipitamment son ministère, par peur de la justice », il se serait enfui à St-Gingolph avec ce qu'il avait de plus précieux³¹⁶. C'est alors que le récit devient un roman policier avant la lettre, car, selon ses accusateurs, « à l'arrivée du gouverneur — qui pourtant ne savait rien de lui [!] —, il est monté sur le toit de l'auberge et, sautant d'un toit à l'autre, il s'est jeté dans un verger, a saisi son pistolet, l'a braqué contre le gouverneur et contre le seigneur du lieu, mais a été empêché cependant de faire du mal³¹⁷ »... On tremble en pensant en quel péril se trouva Hildebrand Roten, car c'était lui qui gouvernait à cette époque le bailliage de Monthey ! Et quel beau crime à ajouter à la tentative d'empoisonnement dont Barthélemy Allet avait accusé les Jésuites en juillet 1614³¹⁸ ! Theler était, en effet, un ami des Jésuites : étant curé de Naters lorsqu'ils vinrent de Venthône à Brigue au début de mai 1625, il avait été l'un de leurs principaux protecteurs³¹⁹...

Sous ces charges accablantes, le prévenu était passible du même sort qu'Antoine Stockalper, et les Patriotes qui le détenaient « refusaient avec une extrême énergie de le livrer au nonce apostolique, son juge naturel, pour se réserver son châtiment exemplaire. Mais enfin, avec toutes sortes de protestations, de réserves et de garanties pour que le juste salaire de ses crimes lui fût administré, la Diète consentit à l'extradition du chanoine Theiler... Le nonce cita nos accusateurs plusieurs fois à sa cour, ou du moins devant l'officialité du diocèse, pour venir produire leurs griefs et plaider une cause qui leur était si proche et si grave. Ils n'osèrent piper ni paraître. Ils abandonnèrent la cause. Le curé de Sion dut être rendu à la liberté !³²⁰ ».

Theler partit alors pour Rome, puis il revint en Valais, mais, poursuivi par l'hostilité des Patriotes qui ne lui pardonnaient pas sa fidélité à Mgr Jost, il renonça finalement à ses charges, en 1629. Il se retira ensuite à Vienne en Autriche, où il mourut³²¹.

³¹⁶ Graven, o. c., p. 76.

³¹⁷ Rapporté par Graven, o. c., p. 155.

³¹⁸ Voir plus haut, note 186.

³¹⁹ Imesch : *Kollegium von Brig*, pp. 7-8.

³²⁰ Graven, o. c., p. 76. — Bérody (pp. 99-100) date l'élargissement de Theler, non pas de juillet 1628, comme il est indiqué dans Ghika (p. 147), ce qui donne lieu à rectification pour le retarder jusqu'à la fin d'août (p. 148 et n. 365), mais bien de la mi-août, après huit mois de détention, comme le notent Grenat (p. 258) et Graven (p. 76), et non pas deux ans, comme l'indique Rott (cité par Ghika, p. 148, n. 365).

³²¹ Lauber, *BWG*, t. VII, p. 344.

III

AUTONOMIES RÉGIONALES

Les Châtellenies

1. *Monthey*. — Lorsque, en 1536, les Valaisans prirent possession du Bas-Valais et du Chablais oriental, ils y installèrent comme premiers gouverneurs³²² : à Monthey, Benoît de Prensieres³²³, ancien châtelain de Sion, et à Evian, Gaspard Metzelten³²⁴, ancien châtelain de Brigue et ancien grand-bailli ; un peu plus tard, en 1538, ils instituèrent un troisième gouverneur, à Saint-Jean d'Aulps³²⁵, en la personne d'Antoine Magetschen³²⁶.

Benoît de Prensieres n'était pas Montheysan³²⁷, mais Sédunois, d'une famille connue, qui disparut, semble-t-il, avec lui. Sa nomination, comme celle de Metzelten, fut faite par une diète du 10 mars 1536³²⁸. Cependant, Reymondeulaz le cite, d'après les Archives de Monthey, en date du 6 février déjà avec le titre de châtelain de Monthey³²⁹. Sans doute, devant la résistance du châtelain Pomel, Prensieres avait-il occupé son office... Quand, un mois plus tard, la Diète institue Prensieres gouverneur, le titre de châ-

³²² Imesch, BWG, t. II, p. 14 ; Furrer, o. c., t. II, pp. 281 et 310.

³²³ Notaire 1609, grand-châtelain de Sion 1516 et 1530, † 1536. Cf. *Armorial*, p. 201.

³²⁴ *Metzelten, Metziltten, Mezelten*. Personnage très en vue, allié et partisan de Supersaxo ; il assiégea le château de La Bâtiaz en 1517 ; il fut élu châtelain de Brigue 1517 et 1531, puis gouverneur de St-Maurice 1518, capitaine de son Dizain 1524, grand-bailli 1525, gouverneur d'Evian 1536 ; il représenta Brigue à l'alliance de 1528 avec la Savoie et fut plusieurs fois délégué du Valais auprès des Confédérés (H.-A. v. Roten : *Die Landeshauptmänner von Wallis*, BWG, t. X, pp. 246-253). Roten indique Metzelten comme gouverneur de St-Maurice une seule fois, en 1519 ; il faut donc corriger Furrer (t. II, p. 276) qui le donne à ce poste en 1533, et Imesch (*DHBS*, t. IV, p. 733, suivi par l'*Armorial*, p. 169) qui a retenu l'une et l'autre date.

³²⁵ Furrer, t. II, p. 311. *Vide supra*, note 100.

³²⁶ *Magetschen, Magenschen*. De Naters, bourgeois de Sion, secrétaire du Conseil à Sion 1529-38, banneret de Brigue 1539, gouverneur d'Aulps en fonction 1539-40. *Armorial*, p. 157.

³²⁷ Comme le supposait Trottet, *Annales valaisannes*, 1917, p. 61.

³²⁸ Imesch, BWG, t. II, p. 14 ; Roten, BWG, t. X, pp. 250 et 286.

³²⁹ Cf. plus haut, note 106 ; Trottet, o. c., p. 61.

telain redevient disponible : il pourra être rendu à Pomel lorsqu'il aura accompli sa soumission ³³⁰.

La fonction, d'ailleurs, avait changé de caractère. A l'origine, le châtelain était un officier préposé à la garde d'un château ; mais, avec le développement de la puissance savoyarde, — dû surtout à Pierre II, le « Petit Charlemagne », au XIII^e siècle, — les châtelains avaient rassemblé dans leurs mains, en plus des fonctions militaires, celles de l'administration civile et du pouvoir judiciaire. Ils administraient directement leur mandement, en faisaient rentrer les redevances, veillaient à la sécurité extérieure et intérieure, maintenaient la liaison avec le pouvoir central en gardant le contact avec le bailli et le juge-mage (*judex major*) de la province ; en outre, « ils remplissaient les fonctions de juge, ayant cour de justice, avec prison et potence ³³¹ ». Sous le régime des VII Dizains, la plupart de ces hautes fonctions sont dévolues au gouverneur. Aussi, « le châtelain n'administre plus. Il n'est plus qu'un juge inférieur — on peut appeler de ses sentences au gouverneur — ; il préside le Conseil de Monthey, composé comme jadis de onze membres et dont le syndic ³³² est comme toujours le pouvoir exécutif ³³³ ». C'est encore assez pour constituer le sommet de la hiérarchie locale et pour enflammer les ambitions.

L'exercice de la justice, s'il était l'une des tâches primordiales des gouverneurs, était aussi l'occasion de plus d'une contestation. En 1589, les Montheysans demandent que, « en affaires civiles ou criminelles (sauf lorsqu'il s'agit de la peine de mort), personne ne puisse être mis aux arrêts ailleurs qu'à leur hôtel de ville, et pas plus longtemps que du matin au soir, jusqu'à la prestation de la caution ». La Diète consent à leurs vœux pour les causes civiles, « mais, quant aux criminelles, et dans l'intérêt de la justice et de nos finances, écrit-elle, on peut mettre en arrêts dans notre maison forte ³³⁴ » (le château).

La châteltenie de Monthey, qui exista sous le régime savoyard dès 1248 ³³⁵, embrassait, jusqu'au XVIII^e siècle, en plus du bourg lui-même, Collombey et Muraz d'une part — les « quartiers d'En-Bas » —, Outre-Vièze et Troistorrents de l'autre — les « quartiers d'En-Haut ».

³³⁰ Vide supra, note 107.

³³¹ J.-E. Tamini : *Les Châteltenies savoyardes*, dans *Echos de St-Maurice*, 1929, pp. 257-265 ; 1930, pp. 9-14. Cf. Trottet, o. c., p. 56.

³³² Il y en a parfois trois : pour le Bourg, pour les quartiers d'En-Haut (Outre-Vièze, Troistorrents) et pour ceux d'En-Bas (Collombey, Muraz).

³³³ Trottet, o. c., p. 59. Cf. Tamini et Délèze : *Illiez*, p. 192.

³³⁴ Graven : *Evolution du Droit pénal*, p. 205, n. 5.

³³⁵ On rencontre aussi, dès 1279, le terme de *mandement*, équivalent à celui de châteltenie. Plus tard, en 1733, apparaîtra encore le titre de *district*. Cf. *Armorial*, pp. 171-172.

Parmi ses châtelains, Bérody note la mort, en juillet 1628, de noble François Paërnat, qui avait aussi rempli la même fonction à Saillon-Leytron³³⁶. C'était un petit-fils de ce Jean-Didier Paërnat, allié Sostionis, qui avait été l'un des premiers à saluer le nouveau régime en 1536. Le fils de Jean-Didier et père de François était Barthélemy, dont Bérody note aussi la mort, le 25 avril 1636, en le disant centenaire : il était, en effet, dit-on, dans sa 108^e année³³⁷ ! Au mois d'août de la même année, une mort tragique frappa Guillaume Du Fay, qui remplit plusieurs fois la charge de châtelain de Monthey³³⁸. Son grand-père, qui portait le même prénom, avait été également l'un des partisans du rattachement de Monthey au Valais en 1536. Le petit-fils joua un rôle important en Bas-Valais, comme banneret général (1603-36), châtelain (1607-23, 1627-28, 1630), lieutenant du gouverneur (1609-10)³³⁹. A l'étranger, il fut encore grand-juge au Régiment Angelin Preux en Valteline, en 1624, et capitaine au service de Piémont³⁴⁰. Par ses acquisitions multiples, — la seigneurie de Tannay sur Vouvry³⁴¹, le vidomnat de Vouvry³⁴², la métairie de Troistorrents³⁴³, le fief de Meillerie dans la vallée d'Illiez³⁴⁴, une part du fief de Neuvecelle à Monthey³⁴⁵, — il se comportait comme un fondateur de dynastie. D'autre part, un véritable réseau d'alliances le rattachait aux familles alors les plus en vue dans les Dizains : sa mère était fille du grand-bailli Antoine Mayenzet, qui avait épousé une demoiselle Allet. Guillaume III Du Fay épousa lui-même Marie-Madeleine Guntern

³³⁶ B, p. 99. — Le donzel François III Paërnat fut châtelain de Monthey 1624 et 1625-1626 (il y eut une interruption, car, le 11 février 1625, Barthélemy de Vantéry est châtelain, d'après les listes de Reymondeulaz), châtelain de Saillon et Leytron 1626 (une seule châtellenie ; cf. Tamini : *Saillon*, dans *Annales valaisannes*, 2^e s., 1935, pp. 398 sq., et J. Desfayes : *Notes sur Leytron*, *ibid.*, 1933, p. 153), lieutenant du gouverneur de Monthey 1627. Cf. *Armorial*, p. 189.

³³⁷ B, p. 146. Cf. *Armorial*, p. 189, où cette mort est datée du 26 avril au lieu du 25.

³³⁸ *Nobilis Guilielmus Fay, multoties Castellanus Montheoli, intempesta nocte a pellice inter dormiendum jugulatus interiit* (B, p. 149). Il s'agit de Guillaume III Du Fay (1577-1636). Cf. *Armorial*, p. 82, et AGS, t. VI, p. 345.

³³⁹ Les dates de fonctions sont tirées des listes de Reymondeulaz.

³⁴⁰ AGS, t. VI, p. 345.

³⁴¹ Achetée à la Prévôté du St-Bernard peu avant 1613. *Armorial*, pp. 223, 288.

³⁴² Qu'il revendiqua dès 1618 contre l'Abbaye de St-Maurice comme héritier des Bernardi d'Allinges. *Armorial*, pp. 27, 287.

³⁴³ Achetée avant 1619 aux Nicolerat. *Armorial*, pp. 184, 264.

³⁴⁴ Acheté encore à la Prévôté du St-Bernard avant 1624. *Armorial*, pp. 127, 223.

³⁴⁵ Il acquit cette part en vertu d'un échange avec les Paërnat. *Armorial*, pp. 183, 189.

qui était, sauf erreur, sœur du fameux Jacob Guntern³⁴⁶ ; celui-ci, ancien étudiant de l'Université de Bâle (1583-89), secrétaire d'Etat (1601-1604), châtelain de Bramois et Granges (1603), bourgmestre de Sion (1608), avait été un personnage fort influent avant d'être banni par la Diète en 1611 ; il appartenait à une famille notoirement protestante. Marie Du Fay, sœur de Guillaume III, était femme du célèbre Angelin II Preux, dont on a parlé plus haut, en notant ses sympathies pour les Réformés. Enfin, Mageran, le tout puissant tribun de Loèche, l'adversaire tenace de l'évêque Jost, avait donné sa fille Sara en mariage à Antoine, fils de Guillaume III³⁴⁷. Ainsi, de tous côtés, confluaient sur Guillaume Du Fay des influences « évangéliques »... Les Patriotes, dans leur lettre du 19 février 1613 à Adrien II de Riedmatten, qui prétendait au droit de *spolium*, lui opposent, entre autres exemples, celui du châtelain Du Fay qui, comme collateur du bénéfice de l'hôpital de Monthey, en tire tranquillement le *spolium*³⁴⁸. Antoine, le fils de Guillaume, sera en conflit avec le curé de Troistorrents, Révérend Humbert Magnin³⁴⁹.

Les Du Fay furent l'une des trois familles qui, du XVI^e au XVIII^e, occupèrent le siège de châtelain avec une fréquence qui confinait à un accaparement. Ce privilège, ils le partageaient avec les Paërnat, leurs aînés en noblesse, et avec les Vantéry, leurs émules, comme eux originaires de Troistorrents. De loin en loin seulement accédait à cette charge, la plus haute de la cité, quelque représentant d'une famille notable (quoique à un moindre degré) : Jean de Fonte (1583-1606), Barthélemy Guerrati (1689), Gaspard Rossier (1701-1705), Barthélemy Thieux (1754-1758), Barthélemy Galley (1780-1789)³⁵⁰.

³⁴⁶ Sur Jacob Guntern, cf. *DHBS*, t. III, p. 707 ; *Armorial*, pp. 120-121 ; Grenat, o. c., pp. 151-155, 160, 191, *passim* ; Donnet et Ghika : *S. François de Sales et le Valais*, p. 58. Il était cousin germain de la mère de l'évêque Hildebrand Jost, mais il ne faudrait pas soupçonner par là une influence catholique : l'influence s'exerça en sens contraire (Ghika, *Vallesia*, t. II, pp. 80-81 et n. 21). Christine Guntern, femme de Barthélemy Allet, l'auteur de la méchante lettre à Pfyffer du 7 juillet 1614, devait être sœur de Jacob et de M^{me} Du Fay (cf. *AGS*, t. VI, p. 5). Terminons ces notes généalogiques en rapportant que Jean Jost, frère de l'évêque, épousa Antoinette Piamont, de Martigny, et que leur fille Annilie devint femme, en 1627, de Jean-Gaspard Du Fay de Lavallaz (1594-1654), châtelain de Monthey en 1629 (cf. *AGS*, t. VI, p. 347 ; *Listes Reymondeulaz*).

³⁴⁷ *AGS*, t. VI, p. 345 (*Du Fay*), t. VII, p. 432 (*de Preux*) ; *Armorial*, pp. 82-83 (*Du Fay*), 120-121 (*Guntern*), 166 (*Mayenzet*), 201-202 (*de Preux*).

³⁴⁸ Grenat, o. c., p. 179.

³⁴⁹ Tamini et Délèze : *Illiez*, p. 346. Sur Antoine II Du Fay, cf. *Armorial*, p. 82. Une sœur d'Antoine, Marie-Madeleine Du Fay, épousa Jean IV de Vantéry, frère de deux religieuses bernardines auxquelles il disputa un bénéfice dépendant de la famille (VC, p. 149) ; mais l'on se tromperait sans doute si l'on voyait là une couleur « anticléricale », car Jean IV fit de nombreux legs pies (*Armorial*, pp. 83 et 276).

³⁵⁰ L'*Armorial* a des articles sur toutes ces familles.

L'unité de la châtellenie de Monthey fut menacée au milieu du XVI^e siècle déjà par les griefs de Troistorrents ; le partage fut décidé en 1551 et 1553, mais non réalisé³⁵¹. Au XVII^e, puis au XVIII^e, Troistorrents se plaint du monopole qu'exerce Monthey dans la repourvue du poste de châtelain. Un procès opposera, en 1779, le bourg aux localités de la périphérie. « Dans ce débat, écrivent Tamini et Délèze³⁵², le grand-banneret Du Fay³⁵³ défendit Monthey, tandis que le capitaine de Vantéry³⁵⁴, auteur de la supplique³⁵⁵ à la Diète, représenta les autres localités. »

Ces dernières triomphèrent : la Diète, en 1787, prononça le démembrement de la châtellenie séculaire. Désormais, Troistorrents et Collombey-Muraz, « fatigués de subir la domination du bourg », se réjouirent d'avoir pour les juger, d'abord un lieutenant du gouverneur, puis un châtelain particulier élu par la population. Mais à Monthey, dont le châtelain voyait sa juridiction se resserrer sur le seul bourg, bien des gens regrettèrent la brisure, notamment le grand-banneret Du Fay qui, dit-on, en mourut de chagrin...³⁵⁶

2. *Illiez*. — Bien auparavant déjà, et dès le début de la domination valaisanne, les gens du Val d'Illiez avaient adressé à l'Etat une pétition par laquelle ils demandaient le droit d'élire leur châtelain, son greffier et son huissier ; ils ajoutaient que la sentence dudit châtelain devait être sans appel et que les détenus ne pouvaient être menés hors de la vallée... En somme, ils voulaient une complète indépendance judiciaire. On a vu là une initiative intempestive des habitants d'Illiez, en faveur desquels l'Etat du Valais, leur nouveau maître, n'aurait pas tardé à créer une châtellenie particulière, réservant toutefois la haute justice au gouverneur de Monthey³⁵⁷.

En réalité, la châtellenie d'Illiez était antérieure au régime valaisan : les ducs de Savoie l'avaient érigée au XV^e siècle et avaient accordé à sa communauté le droit de présenter quatre candidats pour la repourvue du poste de châtelain ; celui-ci, à son tour, désignait son curial (greffier) et son métral (huissier). En 1528 encore, le duc Charles III déclara, contre les prétentions du châtelain sa-

³⁵¹ Tamini et Délèze : *Illiez*, p. 191.

³⁵² *Ibid.*, p. 192.

³⁵³ Jean-Louis I Du Fay (1736-1788), châtelain, lieutenant du gouverneur, banneret, capitaine en France, père de quinze enfants. Cf. AGS, t. VI, p. 346.

³⁵⁴ Jean V de Vantéry (1733-1809), capitaine général, châtelain, syndic, banneret, ne reculait pas devant les innovations, comme il le montrera encore en 1798 en jouant un rôle comme membre du Comité provisoire de gouvernement de Monthey, juge de paix et président du nouveau District de Monthey... Cf. *Armorial*, p. 276.

³⁵⁵ Supplique séparatiste.

³⁵⁶ Tamini et Délèze, *Illiez*, pp. 192-193.

³⁵⁷ Graven, o. c., p. 159, n. 2.

voyard de Monthey, que le châtelain d'Illiez ne relevait pas de lui, mais directement du juge-mage du Chablais séant à Thonon³⁵⁸. On comprend mieux, dès lors, la requête des habitants de la vallée qui, la souveraineté ayant changé, voulaient faire reconnaître leur autonomie.

La diète du 14 novembre 1537 admit partiellement leur point de vue en stipulant les dispositions suivantes : les gens du Val d'Illiez présenteront quatre candidats honorables au gouverneur de Monthey, qui choisira librement parmi eux le châtelain de leur vallée ; le gouverneur désignera aussi le greffier³⁵⁹, mais il se bornera normalement à ratifier le choix de l'huissier qu'aura fait la communauté. Quant aux arrêts, les prévenus subiront prison et question dans la vallée, sauf insuffisance de garde, auquel cas le gouverneur pourra faire conduire les prisonniers à Monthey³⁶⁰.

Plus d'une fois, néanmoins, Illiez dut recourir à la Diète valaisanne pour faire protéger ses droits dans la désignation de son châtelain et de son métral contre les empiètements des gouverneurs de Monthey qui entendaient disposer librement de ces offices (1550, 1554-55, 1559, 1750). Illiez demandera aussi à la Diète la protection de ses franchises en matière de droit successoral (1606, 1630, 1643, 1698, 1717)³⁶¹.

Quelles que fussent les immunités d'Illiez, le gouverneur de Monthey était le supérieur de son châtelain, comme, d'ailleurs, de ceux de Monthey, de Vouvry et de St-Gingolph³⁶². Pour bien marquer leur supériorité, les gouverneurs, du moins dans les débuts de l'organisation valaisanne, au XVI^e siècle, prenaient soin de faire figurer dans leur titulature, après le nom de Monthey, ceux des autres territoires qui dépendaient de leur autorité ; dans cette énumération, le Val d'Illiez avait l'honneur d'être cité immédiatement après Monthey...³⁶³. C'est ainsi que les châtelains, juges subalternes, n'eurent finalement « à connaître que des causes mineures, entraînant un ban inférieur à trois livres. La diète de décembre 1703 proclama avec force et définitivement que les officiers inférieurs, dans les gouvernements³⁶⁴, pouvaient juger en première instance,

³⁵⁸ *Armorial*, p. 127. Cf. Amman et Schib : *Atlas hist.*, pp. 62-63, ainsi que Tamini et Délèze : *Illiez*, pp. 56, 59-61, 62, 85-86, 88, 102-105, 136-137 (la date 1528 figure pp. 60, 387, 389 ; elle est devenue par erreur 1518 dans l'*Armorial*).

³⁵⁹ La fonction requiert un juriste.

³⁶⁰ Graven, l. c.

³⁶¹ *Armorial*, p. 127. Cf. Tamini et Délèze : *Illiez*, pp. 101-105, 138, 196, 375-377, 386-391.

³⁶² *Atlas*, p. 63.

³⁶³ *Gubernator Montheoly, Vallis Illiaci, ... Portus Vallesii* (Jossen Bam-matter, 1547) ; *Gubernator Montheoly, Vallis Illiacæ, etc.* (Owlig, 1586). Roten et Riedmatten, o. c., p. 481, n. 53.

³⁶⁴ Ou les bailliages.

dans les affaires purement civiles, mais que les causes criminelles ou quasi-criminelles devaient être déférées immédiatement au tribunal supérieur ³⁶⁵.

Parmi les châtelains d'Illiez ³⁶⁶, la *Chronique* de Bérody nous fait connaître « égrègre et provide » Nicolas Marclay, notaire, mort en juillet 1624 ³⁶⁷, et Jean Nicod ³⁶⁸, dont le fils François, successeur de notre chroniqueur comme directeur des écoles à Saint-Maurice, épouse en avril 1627 Marie Bérody ³⁶⁹; huit ans plus tard, en mars 1635, sous le baillivat à Monthey de Jean Udret, François Nicod est créé curial de la vallée d'Illiez ³⁷⁰.

3. *St-Gingolph*. — Aux confins de la Savoie, St-Gingolph ³⁷¹ formait jadis une seigneurie de l'Abbaye d'Abondance, qui s'y faisait représenter, depuis 1309 au moins, par un métral, puis, dès les environs de 1500, par un châtelain. Au moment de l'occupation valaisanne, en 1536, les gens de St-Gingolph firent adhésion dès le 8 février ³⁷². Pour cet acte important, Jean Fournier ³⁷³, fils de Jaquemet, fut seul à les représenter, mais il était leur syndic et il agissait en plein accord avec leurs conseillers, dont trois sont expressément nommés : Guichard Roch ³⁷⁴, François Blanc ³⁷⁵ et Pierre Mermoud ³⁷⁶. D'abord assujetti au gouverneur d'Evian ³⁷⁷, le bourg de St-Gingolph gardait alors encore son unité. Mais quand

³⁶⁵ Graven, o. c., pp. 159-160.

³⁶⁶ La châteltenie d'Illiez comprenait Champéry.

³⁶⁷ B, p. 73. Sur sa famille, cf. *Illiez*, pp. 72, 124 sq.; *Armorial*, p. 159.

³⁶⁸ Probablement Jean-Claude Nicod, cité sous la forme Claude Nicody, notaire, châtelain d'Illiez en 1615-18 et 1625-26 par Tamini et Délèze, *Illiez*, p. 104. Voir dans cet ouvrage des listes de châtelains (pp. 104-105), notaires et curiaux (pp. 112-114), métraux (pp. 114-115) d'Illiez. *Vide supra*, note 138.

³⁶⁹ B, p. 90.

³⁷⁰ B, p. 138.

³⁷¹ *Armorial valaisan*, pp. 225-226. Cf. A. Chaperon : *Monographie de St-Gingolph*, Annecy, 1913.

³⁷² Imesch, BWG, t. II, p. 28; cf. Grenat, o. c., p. 9, note.

³⁷³ *Fornerii* (Imesch) ou *Fornery* (Grenat), soit *Fornier* ou *Fournier*. On n'ose guère supposer qu'il s'agisse d'une faute de lecture ou d'écriture pour Tornery, bien qu'on sache le rôle important de cette famille à St-Gingolph...

³⁷⁴ *Guychard Ros*. Cf. *Armorial valaisan*, p. 215, *Roch*.

³⁷⁵ *Albi*. Cf. *Armorial*, p. 4.

³⁷⁶ *Mermodi*, soit *Mermod* ou *Mermoud*.

³⁷⁷ Roten et Riedmatten : *Adrien I^{er} de Riedmatten*, p. 494, indiquent Pierre de Riedmatten comme « gouverneur de St-Gingolph 1551 ». C'est une distraction, car St-Gingolph ne fut pas siège de gouverneur. Pierre de Riedmatten (1500-1596) fut major de Conches 1544, gouverneur de St-Jean d'Aulps élu 1550, en fonction 1551-1553, banneret de Conches 1572-1596 (cf. Furrer, o. c., t. II, pp. 271, 301, 311; *DHBS*, t. V, p. 485; *Armorial*, p. 211). De plus, St-Gingolph dépendait, entre 1536 et 1569, du gouverneur d'Evian, non de celui d'Aulps (Chaperon, o. c., p. 68).

il fut divisé par le traité de Thonon (1569), la partie demeurée valaisanne fut attribuée au « gouvernement » de Monthey.

Peu avant le partage, les Du Nant de Grilly³⁷⁸, d'Evian, s'étaient fait alberger par le monastère d'Abondance, le 7 août 1563, la seigneurie de St-Gingolph ; l'Etat du Valais n'avait pas tardé à ratifier cet albergement (27 septembre 1563) et le pape saint Pie V lui-même y avait donné son agrément (7 avril 1565). Le retour de la rive gauche de la Morge à la souveraineté savoyarde fut suivi de la réintégration de l'Abbaye en cette partie (1583) ; mais, sur la rive droite, en dépit d'interminables procès engagés par le monastère à Annecy, Chambéry, Sion et Rome (1576-1614), les Du Nant demeurèrent en place (ils hypothéquèrent cependant ou vendirent une partie de leurs droits aux Tornéry³⁷⁹, en 1598 et 1614). Par acte du 23 juin 1646³⁸⁰, les Riedmatten³⁸¹ achètent aux Du Nant la seigneurie qu'ils conserveront jusqu'à la Révolution helvétique (1798).

Depuis la division de la seigneurie, chaque fraction a ses châtelains : ceux de la section valaisanne sont nommés par les seigneurs³⁸², dont le privilège a été reconnu en date du 1^{er} décembre 1589 par le grand-bailli Antoine Mayenchet (Mayenzet)³⁸³. Aux XVI^e et XVII^e siècles, les Tornéry occupent généralement cette charge, qui écherra aux de Rivaz³⁸⁴ au XVIII^e. Dans sa *Chronique*, Bérody cite comme châtelain Claude Tornéry senior, mort en septembre 1617³⁸⁵.

³⁷⁸ Foras : *Armorial et Nobiliaire de Savoie*, t. IV, pp. 237-243 ; *Armorial valaisan*, p. 84.

³⁷⁹ *Armorial valaisan*, p. 259.

³⁸⁰ Cette date est donnée juste dans l'*Armorial valaisan*, pp. 84, 212, 225 ; une inversion de chiffres l'a déformée en 1664, p. 259.

³⁸¹ *Armorial*, pp. 211-212.

³⁸² Du Nant, puis Riedmatten.

³⁸³ Chaperon, o. c., pp. 210-211.

³⁸⁴ *Armorial*, pp. 214-215.

³⁸⁵ Chaperon, o. c., pp. 211-214, cite deux frères Tornéry également nommés Claude : Claude senior, notaire en 1568, châtelain de 1580 à 1597, date de sa mort, et Claude junior, qui obtient la seigneurie de St-Gingolph en hypothèque le 9 août 1598, achète le fief du Miroir (commune de Publier, près d'Evian) le 10 juin 1599, reçoit une lettre de l'évêque de Sion Adrien II de Riedmatten datée du 20 avril 1609, disparaît après 1616... L'*Armorial valaisan*, p. 259, cite l'ainé, immatriculé à l'Université de Fribourg en Brisgau en 1562, notaire en 1568, châtelain de 1579 à sa mort en 1597 ; le cadet, châtelain en 1600, mort en 1605 ; puis Jean-Jacques, fils de Claude junior, châtelain de 1616 à 1630, date de sa mort.

Sous la date de septembre 1617, Bérody (p. 34) écrit : *obiit in Domino nobilis Dominus Claudius Tornerius senior, Castellanus S. Gingulphi*. Cette notation est nette : il s'agit de Claude senior ; de plus, celui-ci paraît bien être encore châtelain au moment de sa mort : ailleurs, en effet, parlant de Jean Nicod, ancien châtelain d'Illiez, Bérody a soin de noter : *pridem Castellani* (p. 90 ; vide supra, note 368).

D'autre part, la date de la mort de Claude junior ressort du fait que sa

Les Du Nant de Grilly avaient, au dire d'Alexis Chaperon³⁸⁶, un « esprit chicanier », aimant la procédure, soit besoin d'argent, soit fierté et obstination... Les Tornéry ne devaient pas être non plus de tout repos... L'un d'eux (nous pensons qu'il s'agit du châtelain Claude senior³⁸⁷) avait des relations tendues avec quelques membres du clergé, en particulier son curé³⁸⁸. Adrien II de Riedmatten, évêque de Sion, lui écrivit le 20 avril 1609 « une lettre fort aimable pour le reprendre de ses travers, de ses procédés peu catholiques » ; le prélat le suppliait de modifier son attitude « par honneur pour les Tornéry » et « par respect pour le saint Evêque de Genève³⁸⁹, son très respectable voisin, avec lequel il ne voudrait pas se brouiller pour rien au monde »...³⁹⁰.

veuve, Madeleine Du Nant de la Place, est bénéficiaire d'un legs de son frère Philippe stipulé par testament du 24 août 1605 (Foras : *Armorial et Nobiliaire de Savoie*, t. IV, p. 242).

Il semble donc que Claude senior, après avoir été une première fois châtelain de 1575 à 1597 (sans que cette dernière date marque sa mort), l'ait été une seconde fois, après la mort de son frère, et le soit resté jusqu'à sa propre mort en 1617. C'est donc à lui que dut être destinée la lettre épiscopale de 1609, destinée à ramener la paix entre lui et le clergé (avec quoi cadre bien, semble-t-il, la sobriété de Bérody, d'ordinaire plus prodigue d'éloges...)

³⁸⁶ Chaperon, o. c., pp. 209-212.

³⁸⁷ Ci-dessus, note 385.

³⁸⁸ Chaperon, o. c., p. 213. Cet ecclésiastique était Rd Bernard Combaz, qui avait été institué le 28 juin 1605 et qui résigna cette cure le 21 janvier 1610, pour passer à celle de St-Jean d'Aulps : doit-on mettre cette démission en rapport avec l'attitude de Tornéry, que la lettre d'Adrien II, en avril précédent, n'aurait pas réussi à modifier ?... Sur Bernard Combaz, cf. Chaperon, o. c., pp. 22-23 ; Grenat, o. c., p. 163 ; Donnet et Ghika : *S. François de Sales et le Valais*, p. 59 ; Pochat-Baron : *Suppl. au DGA*, p. 820. Aucun autre ecclésiastique de ce nom n'apparaît dans le DGA, t. I, p. 197, t. II, p. 797 ; mais Tamini (*Illiez*, pp. 344-345 ; *Port-Valais*, p. 79 ; VC, p. 434) cite plusieurs prêtres sous ce nom, du XIV^e au XVII^e siècle, originaires de Collombey. Peut-être Bernard Combaz était-il de la même famille ?

³⁸⁹ C'était alors saint François de Sales. La lettre d'Adrien II est un témoignage de plus de l'estime qu'il portait au saint.

³⁹⁰ Chaperon, o. c., pp. 213-214. — Si l'on en croit le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, le « père de l'histoire valaisanne », que cite Ghika (*Vallesia*, t. II, p. 85, n. 39), le chanoine Tornéry aurait, « aux calendes de 1620 » (calendes de quel mois ?), fait parler de ses « fredaines »... Appelé au canonat le 1^{er} mars 1611 (était-ce un geste pour amadouner sa famille ?), il devait être jeune encore puisque, en même temps, il lui est donné « encore deux ans d'études avant d'être admis à la grande résidence » (Chaperon, o. c., p. 214). Il devait être encore absent à l'automne 1613, car il ne prit pas part, en octobre, à l'élection de l'évêque Hildebrand Jost (Ghika, o. c., pp. 83-84). Quoi qu'il en soit des critiques qu'il suscitait en 1620 (et qui n'étaient peut-être que des calomnies...), on le voit mériter par la suite l'estime de son évêque, tant Adrien III de Riedmatten que Hildebrand Jost, comme celle d'Antoine Quartéry. Tornéry est envoyé par Mgr Jost à St-Jean d'Aulps, en mission officielle, en 1625 ; il est à Rome en 1628, pour les affaires du Chapitre, et Mgr Jost le choisit pour son chapelain ; ils reviennent ensemble, au Grand-St-Bernard, le 25 juin 1630 ; devenu protonotaire apostolique, Tornéry accompagne Adrien III à St-Maurice, pour prendre part à la béné-

4. *Port-Valais et Vionnaz*. — Outre les châtelainies précédentes, la carte des territoires qui composent aujourd'hui le district de Monthey comportait encore, avant 1798, la châtelainie de Bouveret ou Port-Valais et Vionnaz³⁹¹. L'Abbaye piémontaise de St-Michel de Cluse avait à Port-Valais et au Bouveret les droits de seigneurie immédiate, ainsi que le prieuré vaudois de Lutry à Vionnaz, mais le haut domaine appartenait avant 1536 au duc de Savoie représenté par son châtelain de Chillon. Le 7 février 1536, les syndics de Vionnaz Michel Cornu³⁹² et Jean Berru, suivant l'exemple de ceux de Vouvry, leurs voisins, ont « acquiescé » à l'occupation valaisanne³⁹³. Ils ont agi en cela en plein accord avec leurs concitoyens Jean Garin³⁹⁴, André Sachet et Pierre Voutier alias Artemant³⁹⁵. Quelques mois plus tard, l'évêque de Sion Adrien I^{er} de Riedmatten vint à Vionnaz, le 29 novembre 1536³⁹⁶ : c'était son diocèse, bien sûr, mais s'il se fût agi d'une simple visite pastorale, cette hâte ne manquerait pas d'étonner... Peut-être, unissant les droits du prince aux devoirs du pontife, avait-il voulu, par sa présence, consacrer le nouvel ordre de choses... D'ailleurs, celui-ci n'allait pas sans contestations, car Berne, devenue maîtresse de Chillon, jetait des prétentions sur les dépendances de Chillon... Le jeudi 18 octobre 1537, Adrien I^{er} est l'hôte de son ami l'abbé Barthélemy Sostionis à St-Maurice, d'où il expédie aux gens de St-Jean d'Aulps certaines faveurs : droit de tenir un marché annuel le 1^{er} août et un marché hebdomadaire le mardi³⁹⁷. Le grand-bailli Jean Zentriegen

diction abbatiale que le nonce Jérôme Farnèse confère le 20 juillet 1642 à Pierre-Maurice Odet, abbé de St-Maurice (cf. Chaperon, l. c. ; Grenat, pages 263, 268 ; B, p. 187 ; VC, pp. 85, 237 — Fornay ? —, 502 ; *Armorial*, p. 259).

³⁹¹ *Armorial*, pp. 41 (*Bouveret*), 199-200 (*Port-Valais*), 282-283 (*Vionnaz*) ; Tamini et Pannatier : *Essai d'hist. de Port-Valais*, St-Maurice, 1931.

³⁹² *Armorial*, p. 69 (*Cornut*). Cf. également Z. Schoch : *Le chanoine Guérin à Vionnaz (1730-1808)*, dans *Annales valaisannes*, 2^e s., 1933, p. 168, qui cite divers membres de la famille Cornuz de Vionnaz au XVIII^e siècle.

³⁹³ Imesch, BWG, t. II, p. 27 ; Grenat, o. c., p. 9, note.

³⁹⁴ Jean Garyni. Il était sans doute de la famille citée jusque dans la première moitié du XVIII^e siècle sous la forme *Garin* ou *Guarin*, puis *Guérin*. Cf. Schoch, o. c., p. 168. Bertrand, *Annales valaisannes*, 1938, pp. 352-355, et Dupont Lachenal, *ibid.*, 1939, pp. 546-547, ont complété l'article de Schoch sur le chanoine Guérin. D'autre part, un Jean Garin, de Vionnaz, propriétaire d'un bien-fonds au Chanoz, en Chamossin (Vouvry), est en conflit avec les syndics de Vouvry en 1689 (C. Levet : *Vouvry à travers les âges*, Sion, 1935, pp. 52, 55).

³⁹⁵ Pierre Vouterii alias Artemant. Il s'agit très probablement d'un ancêtre de la famille *Veuthy* de Vionnaz, dont le nom se présente sous des graphies très variables. Cf. *Armorial*, p. 280 ; Schoch : *Un maire à Vionnaz*, dans *Annales valaisannes*, 1937, p. 305. D'autre part, au XIII^e siècle déjà apparaît à Vionnaz le nom de *Armanni*, qui se perpétue, avec des variantes, jusqu'au XVII^e siècle, uni au précédent sans doute à la suite d'une alliance. Cf. *Armorial*, p. 122.

³⁹⁶ Roten et Riedmatten, o. c., p. 480, n. 49.

³⁹⁷ *Ibid.*, pp. 480-481, et H.-A. v. Roten : *Die Landeshauptmänner*, BWG, t. X, p. 231.

et des députés des dizains accompagnent le prélat. Sans doute ce déplacement en grand arroi rentrait-il dans la préparation de la prochaine conférence berno-valaisanne de Bex, dont l'acte final est daté du lundi 22 octobre ³⁹⁸. D'un commun accord, les parties avaient désigné quatre arbitres : les bannerets Pierre Stürler et Rodolphe de Graffenried, pour Berne ; Simon In Albon, ancien grand-bailli, et Pierre Owlig, banneret de Brigue, pour le Valais ³⁹⁹. L'évêque et les députés des Dizains, de même que l'avoyer de Berne et son Conseil, acceptèrent la sentence des arbitres et promirent de s'y tenir fidèlement. Cet arbitrage laissait au Valais « tout ce que les demandeurs [bernois] réclamaient en vertu de leurs titres sur Vionnaz et Port-Valais, en raison de Chillon ⁴⁰⁰ ». Dès lors, ces territoires furent rattachés au ressort des gouverneurs de Monthey, qui, à l'occasion, en firent mention explicite dans leurs titres : *Gubernator Montheoly, Vallis Illiaci,... Portus Valesii* ⁴⁰¹.

Par la suite, la République valaisanne ayant acquis aussi les droits afférents aux seigneurs ecclésiastiques ⁴⁰², elle se fit représenter d'abord par deux châtelains — un pour chaque seigneurie ⁴⁰³ —, puis, à partir de 1608, par un seul auquel elle assujettit également l'ancien fief de Ripaille dans la vallée d'Illiez que l'Etat du Valais avait obtenu du duc Charles-Emmanuel I^{er} en obligeant l'Abbaye d'Agaune à lui céder la moitié des reliques de saint

³⁹⁸ E. Abschiede, t. IV, Lucerne 1878, pp. 884-886. Sans doute n'est-il pas dit clairement si cette date se rapporte au début de la conférence, à la sentence des arbitres désignés par les deux parties, ou à la ratification de cette sentence par les autorités supérieures des deux Etats... Grenat, o. c., p. 17 (suivi par l'*Armorial*, pp. 199, 282), date cet acte du 28 octobre 1537, mais Imesch, *BWG*, t. II, p. 16, retient bien le 22 comme marquant la conclusion de cette contestation. De fait, l'acte daté du 22 dans les Recès fédéraux se présente bien comme un tout complet, avec sa conclusion.

³⁹⁹ Berne avait, en outre, délégué trois représentants choisis pour la variété de leurs talents, complémentaires les uns des autres : Jean-François Naegeli, le fameux commandant en chef des troupes bernoises durant la campagne de 1536 (*DHBS*, t. V, p. 74), Michel Augsburger, trésorier des territoires romands occupés par Berne (*DHBS*, t. V, p. 213, *Ougspurger*), et Pierre Cyro, qui était au centre de la diplomatie bernoise (*DHBS*, t. II, p. 622). Quant au Valais, sa délégation, conduite par le grand-bailli Jean Zentriegen, comprenait un représentant de chaque Dizain : Jean Kalbermatter, ancien châtelain de Sion ; Pétermard de Platea (Im Heingarten), de Sierre, ancien gouverneur de St-Maurice ; Gilg Eicher alias Schmid, major de Loèche ; Jean Zentriegen junior, major de Rarogne ; Jost Kalbermatter, de Viège, ancien gouverneur de St-Maurice ; Gilg Venetz, châtelain de Brigue, ancien grand-bailli ; enfin Gaspard Huber, d'Ernen, major de Conches.

⁴⁰⁰ Grenat, o. c., p. 17.

⁴⁰¹ Roten et Riedmatten, o. c., p. 481, n. 53. Acte de 1547.

⁴⁰² La seigneurie de Vionnaz en 1551, celle de Port-Valais en 1570 et le château du Bouveret en 1571.

⁴⁰³ Les Tornéry furent châtelains de Port-Valais (et Bouveret) de 1573 à 1607, après quoi l'Etat réorganisa la fonction.

Maurice ⁴⁰⁴ !... Arguant du fait qu'il représente l'Etat (non les habitants) et qu'il est nommé en Diète selon le même mode que les gouverneurs de St-Maurice et de Monthey, ce fonctionnaire obtiendra de la Diète, en mai 1672, d'être placé sur le même palier que les gouverneurs et, donc, en pleine indépendance vis-à-vis de ceux-ci ⁴⁰⁵. Bérody ne s'attarde guère à ces châtelains d'un territoire restreint et déjà lointain. Pourtant, il mentionne l'élection par la diète de décembre 1635 de Jacques Allet ⁴⁰⁶, de Loèche. Il succédait à Etienne Courten ⁴⁰⁷, de Sierre, dont notre chroniqueur notera plus

⁴⁰⁴ Ce fief appartenait autrefois au prieuré de Ripaille, près Thonon. Le duc de Savoie Charles-Emmanuel I^{er} le donna à l'Etat du Valais en échange de la moitié des reliques de saint Maurice, en plus de 2000 écus d'or, par acte du 16 décembre 1590. Catherine d'Autriche, infante d'Espagne, ratifia cet accord le 10 mars 1592, au nom du duc, son époux, retenu aux armées (Tamini et Deléze : *Illiez*, pp. 51-52 et 134). Aubert (*Trésor de l'Abbaye de St-Maurice*, pp. 241-245, Nos 37-42) a publié six pièces concernant cette translation de reliques : a) ordre de l'évêque de Sion Hildebrand de Riedmatten, du grand-bailli Antoine Mayenchet (Mayenzet) et de la Diète, à l'Abbaye, 16 décembre 1590, v. st. (= 26, n. st.) (No 37) ; — b) attestation d'authenticité, par Hildebrand de Riedmatten, du même jour, 26 décembre 1590, n. st. (on remarquera qu'à Sion on se servait du vieux style à l'intérieur, mais du nouveau... pour l'Italie) (No 38) ; — c) déclaration de véracité, par Adrien de Riedmatten, abbé élu (Rome ne lui donna jamais ses bulles !) de St-Maurice (c'est le futur évêque Adrien II), 29 décembre 1590 (No 39) ; — d) déclaration de sauvegarde des droits de l'Abbaye, par l'abbé Adrien de Riedmatten, 29 décembre 1590 également (No 40) ; — e) relation du transfert à Turin, par l'évêque d'Aoste Jean Godefroid Ginod, 16 janvier 1591 (No 41) ; — f) lettre du même prélat au chanoine de Plastro, sacristain de St-Maurice, 6 février 1591 (et non 1596) (No 42).

⁴⁰⁵ Graven, o. c., pp. 160-162 ; *Atlas hist.*, pp. 62-63. — Furrer, o. c., t. II, pp. 286, 287 et 316-317, donne plusieurs listes de châtelains du Bouveret ou de Vionnaz (*zu Vionne und Bouverette*), qui demandent à être mises au point. On y peut cependant constater que ces officiers occupaient d'abord leurs fonctions pendant trois ans, sans doute en compensation de l'exiguïté de leur ressort ; le renouvellement biennal fut introduit en décembre 1674 pour l'harmoniser avec le mandat des gouverneurs. Tamini et Pannatier, *Essai d'hist. de Port-Valais*, pp. 83-84, donnent une liste révisée.

⁴⁰⁶ B, p. 144. — Cité correctement à cette date par Furrer (o. c., p. 316), Jacques Allet avait été auparavant capitaine au service de France ; il fut par la suite châtelain de Niedergesteln 1640, banneret de Loèche 1653-1678, élu gouverneur de St-Maurice 1653. Furrer (o. c., p. 278), qui le nomme Jean, date cette dernière nomination de 1651, selon une erreur générale dans sa liste des gouverneurs de St-Maurice (cf. L. Dupont Lachenal : *Les pierres armoriées du château de St-Maurice*, dans *Archives Héraldiques Suisses*, 1940, p. 29). Allet fut encore major de Loèche 1656 et 1662, colonel sous-Morge, député à la Diète ; † 1678. Cf. *Armorial*, pp. 5 et 6 ; *DHBS*, t. I, p. 185, après no 5 ; *AGS*, t. VI, p. 2.

⁴⁰⁷ Etienne II Courten (1603-1651), lieutenant-colonel du Régiment Angelin Preux au service de France en Valteline, puis élu châtelain de Bouveret-Vionnaz 1632 (Furrer, p. 316, où il faut corriger 1732 par 1632), puis élu gouverneur de St-Maurice 1637 (il faut encore corriger la liste de Furrer, p. 278, qui porte 1635), reçu bourgeois de Sion 1641, enfin grand-châtelain de Sion 1650 (Furrer, p. 242). Cf. *Armorial valaisan*, p. 70 ; *Famille de Courten*, pp. 19-20 ; *AGS*, t. VI, p. 112. *Vide supra*, note 278.

loin, le 11 février 1638, l'intronisation à St-Maurice en qualité de gouverneur⁴⁰⁸. L'un et l'autre furent gouverneurs en Agaune, ce qui convenait sans doute mieux à d'anciens châtelains du Bouveret que Monthey, dont le poste était trop voisin et quelque peu antagoniste de leur ancienne châtellenie⁴⁰⁹... Durant son séjour au château du Bouveret, Courten perdit sa femme, Christine Preux⁴¹⁰, qui fut enterrée dans l'église de Port-Valais. Il contracta par la suite un second mariage, avec Anastasie Kuntschen, veuve de Jean Paërnat⁴¹¹ de Monthey. Etienne Courten mourut lui-même à Sion, le 11 janvier 1651, et son fils fit graver sur sa tombe une touchante épitaphe où il rappelait que son père « avait donné sa vie à la vertu, son corps au tombeau, son âme au ciel » : *vitam virtuti, corpus tumulo, animam cœlo dedit*⁴¹².

5. *Vouvry*. — D'autre part, l'abbé de St-Maurice possédait diverses seigneuries dans le district actuel de Monthey. A Vouvry, l'Abbaye avait investi au cours des siècles plusieurs familles du vidomnat et de la saltérie, notamment les Sostionis, qui détinrent ces offices de 1394 à 1543, puis les Bernardi et les Boquis, leurs alliés. Dès 1618, les Du Fay se posent en héritiers des Bernardi. De plus, Jeanne de Rovéréa porta le fief de Chamossin (Vouvry) à son époux Jacques Quartéry⁴¹³, à qui la *Chronique* de Bérody donne, un peu abusivement, le titre de vidomne de Massongex et de Vouvry, dans l'éloge qu'elle lui consacre à l'occasion de sa mort, survenue le 4 décembre 1638⁴¹⁴. Outre les vidomnes, un châ-

⁴⁰⁸ B, p. 157.

⁴⁰⁹ Mentionnons encore ici deux autres châtelains du Bouveret, dont les noms, moins connus aujourd'hui, risquent d'être mal compris.

Jean Birbaum fut nommé châtelain du Bouveret en décembre 1611, puis grand-châtelain de Sierre, son dizain, en 1618 et 1626 ; entre-temps, il fut, lui aussi, gouverneur de St-Maurice (élu à la fin de 1623, en fonction 1624-1626). Il participa à la diète de décembre 1626 et à la rencontre de Loèche de la fin février 1627. Furrer (o. c., t. II, pp. 245, 277, 316) le nomme *Birbaum* ; Tamini (*Monographie de Sierre*, p. 154 ; *Port-Valais*, p. 83) donne soit la forme allemande *Birbaum*, soit une forme française : *Poirier* et du *Poirier*, soit encore une forme latine : *de Piris* ; Ghika a relevé les variantes *Bürbaum* (*Vallesia*, t. II, p. 127, n. 234) et *Birnbaum* (*ibid.*, p. 131, n. 256).

Le Séduois Jean *Dufrat* apparaît comme châtelain de Bramois et Granges en 1627 et du Bouveret en 1629 (Furrer, o. c., pp. 292, 316 ; Tamini : *Port-Valais*, p. 83 ; par contre, la liste publiée dans *Châtellenie de Granges...* par Tamini et Quaglia, p. 25, a omis le nom de *Dufrat*, mais c'est visiblement une simple chute de ligne). Son nom figure (*Dufrat*) parmi les députés de Sion à la diète de Loèche en février 1627 (Ghika, o. c., p. 130, n. 251).

⁴¹⁰ Fille d'Angelin Preux dont il a été question plus haut, et sœur de François Preux, qui fut gouverneur de Monthey (*supra*, note 207). Etienne Courten l'avait épousée en 1620.

⁴¹¹ Jean III Paërnat, lieutenant des gardes du duc Charles-Emmanuel I^{er} de Savoie en 1625, chevalier des SS. Maurice et Lazare. Cf. *Armorial*, p. 189.

⁴¹² *Famille de Courten*, pp. 19-20.

⁴¹³ *Armorial*, pp. 203, 287.

⁴¹⁴ B, p. 164.

telain apparaît dès 1349, qui représente l'abbé, chargé dans laquelle abondent, après 1533, les membres de la famille de Nucé ⁴¹⁵.

En 1536, les syndics Jacques Pignat ⁴¹⁶ et Humbert Borjaud ⁴¹⁷ avaient, dès le 7 février, porté aux autorités valaisannes, avec leur adhésion, celle des conseillers Amédée Morio ou Moris ⁴¹⁸, Pierre Noyer ⁴¹⁹, Jacques Genevey, François Genevey, Hippolyte Melley (dont le père portait aussi le nom d'Hippolyte, le titulaire de l'église paroissiale), représentant la communauté entière.

Au début du XVII^e siècle, avec les prétentions de Guillaume III Du Fay (le fameux châtelain de Monthey dont nous avons parlé) à la seigneurie de Vouvry, l'Abbaye se vit progressivement éliminer. Cette politique durait depuis une vingtaine d'années, quand, en 1638, l'Etat se fit reconnaître seul maître de cette commune, sans opposition du monastère ⁴²⁰. Peut-être, cependant, cette éviction explique-t-elle le silence général que garde Bérody sur cette seigneurie perdue...

6. *Chièzes*. — Sur la rive gauche de la Vièze, en descendant d'Illiez à Troistorrents, après avoir franchi le nant de Fayot, on rencontre Chièzes ⁴²¹, ancienne seigneurie de l'Abbaye de St-Maurice, qui la possédait avant 1258 déjà. Le monastère s'y faisait représenter, aux XIV^e et XV^e siècles, par un métral ⁴²², puis, dès

⁴¹⁵ En attendant une liste définitive des châtelains de Vouvry, on en trouvera plusieurs dans les actes résumés par C. Levet : *Vouvry à travers les âges*, Sion, 1935, pp. 24, 25, 44-52, et dans les articles *Boquis d'Allinges* et *de Nucé* de l'*Armorial*, pp. 39 et 185.

⁴¹⁶ Jacques Pignyat. Cf. *Armorial*, p. 195.

⁴¹⁷ Humbert Borjaud (BWG, t. II, p. 27, écrit par erreur *Borjandi*), soit *Borjaud* (Grenat, o. c., p. 9, note), ou *Borjeaud* (C. Levet : *Vouvry à travers les âges*, p. 7), aujourd'hui *Borgeaud* (*Armorial*, p. 39).

⁴¹⁸ Imesch, l. c., donne *Morio* ; Grenat, l. c., écrit *Moris*.

⁴¹⁹ Pierre Noyer ou du Noyer se rattache sans doute à la famille qui porte ce nom latinisé en *Nucé*. Cf. *Armorial*, p. 84.

⁴²⁰ *Ibid.*, pp. 287-288. Dès lors, la commune nomme elle-même son châtelain.

⁴²¹ Il faudrait, dans une future édition de l'*Atlas historique*, déplacer, dans les cartes des pp. 62-63, la situation de Chièzes, pour la reporter entre Troistorrents et Illiez. Il ne s'agit pas ici, en effet, du hameau du même nom situé entre Troistorrents et Morgins.

⁴²² Tamini et Delèze (*Illiez*, p. 343) citent, dans le voisinage de Chièzes, un « endroit appelé encore „les Ministres“, parce que, dit-on, un prêtre, desservant toute la vallée, y habitait ». Cette explication ne paraît pas acceptable et mieux vaudrait rapprocher ce nom de *Ministres* de *ministros* ou *ministeriales* : les officiers ou représentants de l'Abbaye d'Agaune dans cette seigneurie, plus tard *ministrals*, puis *mistrales*, enfin *métraux*. Les mêmes auteurs rapportent aussi l'étymologie populaire du toponyme *Cries* (dans les mêmes parages) qui « viendrait de ce que l'on y faisait les criées publiques »... Bien que l'on puisse rencontrer la forme « à voix de cries » (J. Bréan : *La Vallée d'Aoste et l'Abbaye d'Agaune*, dans *Echos de St-Maurice*, 1952, p. 53), l'interprétation rapportée par les historiens de la vallée d'Illiez paraît douteuse (Jaccard propose une étymologie bien différente dans son *Essai de toponymie de Suisse romande*, MDR, 2^e s., t. VII, p. 123), mais elle exprime le rôle que la tradition attache à ce site.

1503, par un châtelain ⁴²³. En 1505, l'abbé Jean IV Bernardi d'Allinges ⁴²⁴ y établit une cour de justice ⁴²⁵ avec potence. Il s'en suivit un dangereux conflit avec les officiers savoyards : le châtelain de Monthey Jean Paërnat ⁴²⁶ ordonna de détruire la potence et François de Luxembourg, apanagiste de Monthey, rassembla à Evian 10 000 hommes prêts à partir en campagne. Les Cantons Suisses intervinrent alors ; une diète, réunie à Baden, avec Mathieu Schiner et Jean d'Allinges, puis une conférence à Bex, avec les représentants de Charles III de Savoie, préparèrent la trêve qui fut conclue à Yvrée le 3 mars 1507 pour une durée de dix-huit ans ⁴²⁷. Ce conflit précipita sans doute l'évolution politique en Bas-Valais, en éloignant de la Savoie l'Abbaye de St-Maurice pour la rattacher plus fortement au Valais.

Plus tard, « lorsque l'Etat du Valais, suivant une politique d'absorption, eut acquis toutes les seigneuries de la vallée, le châtelain en office du Val d'Illicz étendit sa juridiction sur tout le territoire, Chièzes excepté ⁴²⁸ ». Une borne posée en 1613 ⁴²⁹ porte encore les armes du seigneur-abbé Pierre III Du Nant de Grilly ⁴³⁰ et, jusqu'en 1798, Chièzes demeura dans la mouvance abbatiale ⁴³¹. Ainsi, dans cette petite enclave, la crosse agaunoise sauvegarda-t-elle mieux ses droits que dans la seigneurie plus importante de Vouvry ...

7. *Choëx*. — Choëx eut un sort assez semblable ⁴³². L'Abbaye dut aussi défendre cette seigneurie contre les fonctionnaires savoyards de Monthey ; le duc, cependant, quand l'Abbaye recourut à lui, prononça en faveur du monastère contre ses propres agents.

⁴²³ *Illicz*, pp. 29-30.

⁴²⁴ Abbé de 1496 à 1521. *Armorial*, p. 27.

⁴²⁵ Soit une « Banche », banc ou barre de justice. On a découvert, peu avant 1924, des ossements humains qui indiquaient le lieu de sépulture des condamnés (*Illicz*, p. 343).

⁴²⁶ Jean I Paërnat, châtelain de Monthey 1505-1512, † avant le 14 septembre 1515 (*Armorial*, p. 189). Son fils Jean-Didier (voir ci-dessus, note 92) aura une attitude politique fort différente.

⁴²⁷ *Illicz*, p. 30.

⁴²⁸ *Illicz*, pp. 102-103. Remarquons toutefois que la châtellenie abbatiale de Chièzes n'était point enclavée dans la châtellenie d'Illicz, mais dans celle de Monthey-Collombey-Troistorrents ou, mieux, entre les deux. Sans doute Tamini et Délèze ont-ils simplement voulu souligner que l'Etat du Valais n'entendit point arracher la seigneurie de Chièzes à l'Abbaye de St-Maurice pour la soumettre à l'un des châtelains en office dans la vallée d'Illicz.

⁴²⁹ *Illicz*, p. 30.

⁴³⁰ Abbé de 1604 à 1618. *Armorial*, p. 84.

⁴³¹ Cf. *Armorial*, p. 264 ; *Atlas hist.*, pp. 62-63. — Aucune liste de châtelains de Chièzes n'a été publiée jusqu'ici ; relevons du moins, dans les listes de Reymondeulaz (d'après les Archives de Monthey), le nom de Pierre Paërnat (Pierre V), syndic de Monthey et châtelain abbatial de Chièzes en 1624, plus tard châtelain de Monthey (1633-44, 1647) ; il était frère de François III Paërnat mort en 1628. Cf. *Armorial*, p. 189, et, plus haut, note 336.

⁴³² *Armorial*, pp. 61-62 ; *Atlas hist.*, pp. 62-63.

Là comme ailleurs, les Abbés délèguèrent leur pouvoir temporel à un châtelain, choisi le plus souvent parmi les familles patri-ciennes de St-Maurice. C'est ainsi que Bérody nous montre à ce poste le notaire Jodoc Quartéry, qui était en même temps banneret général de sa cité ⁴³³. Le 30 mai 1618, l'un de ses parents, Georges Quartéry, qui venait d'être élu abbé de St-Maurice, se rendit à Choëx pour prendre possession tant de la paroisse que de la seigneurie ⁴³⁴. Peu après, en 1620, une sentence de la Diète souveraine rattacha les gens de Choëx au « gouvernement » de Monthey, au point de vue civil, mais les maintint, au point de vue militaire, dans la bannière de St-Maurice. L'abbé conserva néanmoins les droits de seigneur immédiat, et Bérody nomme parmi les officiers abbatiaux Claude Odet, à qui il voue une vive admiration : *vir providus ac omni prudentiae ac probitatis genere praestabilis* ⁴³⁵. Le notaire Claude Odet (†1645) devait bien mériter cet éloge, à en juger par les multiples fonctions auxquelles il fut appelé : à St-Maurice même il fut successivement syndic, vice-châtelain, vice-gouverneur, banneret, châtelain ; la confiance de l'Abbaye le fit châtelain de Vérossaz et de Choëx dès 1617 ⁴³⁶. Un fils de ce magistrat, Pierre-Maurice, deviendra abbé de St-Maurice et laissera une mémoire vénérée ⁴³⁷. Bérody montre ce prélat présent à Choëx, le 15 avril 1640, pour la prise de possession de cette seigneurie ⁴³⁸.

Une énumération des droits de l'Evêché de Sion, établie vers 1630 pour l'évêque Hildebrand Jost, reconnaît que Salvan et Choëx sont seigneuries abbatiales sans restriction : « ... *Pagus de Salvano est abbatae Sancti Mauriti ... Jurisdictio de Chietz est de Abbazia Sancti Mauriti* ⁴³⁹. » A cette époque pourtant, il y avait déjà trois quarts de siècle que les Abbés avaient perdu leur souveraineté. Les premiers coups lui avaient été portés au lendemain de la victoire de la Planta (13 novembre 1475), par le célèbre évêque de Sion Walther Supersaxo et les Dizains, en dépit de la protection du Saint-Siège ⁴⁴⁰. Pour se prémunir contre de nouvelles atteintes, d'où qu'elles vinssent, l'Abbaye désira se faire admettre dans l'alliance helvétique. L'exemple lui en était donné par l'Abbaye de St-Gall, qui avait conclu en 1451 un traité d'alliance perpétuelle avec les cantons de Zurich, Lucerne, Schwyz et Glaris, et qui était ainsi devenue « le premier allié de la Confédération » ⁴⁴¹.

⁴³³ Mort en septembre 1617. B, p. 34.

⁴³⁴ Mariétan : *Documenta*, p. 92.

⁴³⁵ B, p. 47.

⁴³⁶ *Armorial*, p. 186 ; la *Chronique* de Bérody le montre en fonction à Choëx en 1620 (p. 47) et 1636 (p. 150).

⁴³⁷ Cf. E. Aubert : *Trésor de l'Abbaye de St-Maurice*, pp. 94-96.

⁴³⁸ B, p. 174.

⁴³⁹ Texte édité par G. Ghika dans *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1948, p. 210, art. 16 et 19.

⁴⁴⁰ Graven : *Evolution du Droit pénal*, pp. 168-169.

⁴⁴¹ L'abbaye de St-Gall resta alliée de la Confédération jusqu'en 1798. *DHBS*, t. V, p. 650.

Lorsque les délégués des VII Cantons Catholiques vinrent à Sion pour renouveler, le 7 février 1555, les alliances de 1529 et 1533 entre eux et le Valais ⁴⁴², Jean V Ritter ⁴⁴³, abbé de St-Maurice, se présenta devant eux, l'évêque ⁴⁴⁴, le grand-bailli et les députés des Dizains, demandant à participer à l'alliance et offrant en retour, à l'évêque et à la Diète valaisanne, l'élection des Abbés ⁴⁴⁵. Les Cantons, qui avaient été informés de ce désir déjà auparavant, avaient donné mandat à leurs représentants d'accéder aux vœux de l'Abbaye, à condition que l'évêque de Sion et les Dizains fussent consentants. C'était la pierre d'achoppement : la Diète valaisanne s'opposa à l'inclusion de l'Abbaye dans l'alliance, alléguant qu'elle étendait elle-même sa protection au monastère ⁴⁴⁶... Elle eût été davantage dans la vérité en disant simplement qu'elle entendait se réserver cette « protection », et d'abord se la faire attribuer ⁴⁴⁷...

L'occasion lui en fut bientôt fournie : à l'automne suivant, le Dizain de Conches ayant réclamé des mesures urgentes contre l'importation de livres zurichois qui propageaient l'hérésie, Ritter fit brûler par le bourreau tout ce qui lui tomba dans les mains ; mais cette condamnation spectaculaire lui valut la disgrâce de Leurs Excellences de Berne, qui séquestrèrent toutes les possessions abbatiales sur leur territoire. Pour se les faire restituer, Ritter demanda le patronage de l'Etat du Valais : celui-ci se considéra dès lors comme le maître des destinées abbatiales ⁴⁴⁸.

⁴⁴² DHBS, t. VII, p. 16.

⁴⁴³ Jean Ritter ou Miles (1510-1572), abbé de St-Maurice de 1550 à sa mort. *Armorial*, pp. 170-171.

⁴⁴⁴ Jean Jordan, évêque de Sion de 1548 à 1565. Cf. *Armorial*, p. 135.

⁴⁴⁵ Ce qui était excessif et anticanonique, fait remarquer Grenat, o. c., p. 66.

⁴⁴⁶ L'histoire réservait curieusement un sort analogue aux évêques de Sion. L'alliance de 1516 avec la France s'était faite à l'insu ou même contre le gré de l'évêque (alors le cardinal Schiner) et du Chapitre, qui ne furent donc pas, comme tels, compris dans cette alliance (Ghika, o. c., pp. 90, 100). Devant les difficultés que les Patriotes faisaient à l'Evêché, les Cantons Catholiques projetèrent dès 1615 de le faire inclure dans l'alliance française. L'ambassadeur à qui ils s'en ouvrirent, éluda d'abord la proposition, qui n'avait pas d'intérêt pour le roi (*ibid.*, p. 106, n. 130). Il s'en suivit, au cours des années prochaines, un chassé-croisé de rumeurs contradictoires, d'insinuations et de démentis, où l'on peut voir un jeu subtil de nuances entre « protection » et « alliance » (*l. c.* et pp. 106, 108, 157). On prétend que Mgr Jost « se parangone au roy de France » (p. 156). Le 4 juillet 1618, un ultimatum est remis au prélat, qui a une heure pour reconnaître le « Pays » comme pouvoir suprême et protecteur de l'Eglise (p. 107, n. 131). En 1627, l'ambassadeur Miron renvoie à Paris ses lettres de créance parce que l'expression : « confédéré du roi » appliquée à l'évêque ne manquerait pas de fâcher les Dizains (p. 134, n. 272)...

⁴⁴⁷ Grenat, o. c., pp. 65-66.

⁴⁴⁸ *Ibid.*, pp. 66-67. C'est dans cet esprit qu'il faut relire diverses décisions concernant l'Abbaye, dont nous avons rapporté plus haut, aux notes 291 et 404, des exemples en 1590, 1660, 1697...

Le malheur voulut qu'en 1560 un incendie détruisît les bâtiments de l'Abbaye, ce qui obligea son prélat, pour relever les édifices, à aliéner divers domaines et revenus : Lully, Lussy⁴⁴⁹, Saint-Aubin⁴⁵⁰... Ne voyant pas d'autre secours, Jean Ritter signa enfin, avec l'évêque Hildebrand de Riedmatten et le grand-bailli, un acte par lequel il plaçait à perpétuité son monastère « avec toutes ses dépendances, ses droits et émoluments », y compris le droit de choisir ses successeurs, « sous les ailes, la défense et la protection de l'évêque et des VII Dizains », les reconnaissant « pour vrais protecteurs du couvent et ses hauts seigneurs »... Cet acte d'abdication, signé et scellé le 22 mai 1571, et ratifié par le Chapitre abbatial le 4 juin suivant avec une servilité déconcertante, de l'avis même de Grenat, réalisait le « projet formé depuis seize ans » et établissait enfin sur l'Abbaye millénaire le « protectorat de l'Etat », qui ne se fit pas faute de l'exercer... Quant à Ritter, il mourut de chagrin, à Bagnes, le 19 février 1572⁴⁵¹.

Sous la haute souveraineté des Dizains, les Abbés pourront continuer leur rôle de seigneurs, non plus souverains, mais immédiats, ce qui était encore quelque chose d'appréciable..., à condition toutefois de se présenter, au début de chaque nouveau règne abbatial, pour être investis des seigneuries par le grand-bailli et la Diète, comme de fidèles vassaux de la République aux sept étoiles⁴⁵².

La Révolution de 1798 a mis fin au domaine temporel des Abbés. En ce qui regarde Choëx, la ci-devant seigneurie demeura encore quelque temps commune distincte de Monthey⁴⁵³, mais avec le régime français du Département du Simplon, qui accentuait la tendance de 1798 à regrouper les petites communautés⁴⁵⁴, l'agreste coteau fut absorbé par la cité voisine⁴⁵⁵.

⁴⁴⁹ Sur Lully et Lussy, cf. *DHV*, t. II, pp. 164 et 166, où les droits de l'Abbaye sont rappelés (comme antérieurs à 1536...). La vente de ces deux fiefs rapporta 200 écus d'or au soleil (Grenat, *o. c.*, p. 82).

⁴⁵⁰ L'Abbaye vendit ses droits sur la paroisse de St-Aubin (Neuchâtel) aux habitants, en 1566 (*DHBS*, t. V, p. 636), pour la somme de 300 écus (Grenat, *l. c.*). — Le monastère aliéna, en outre, une rente de 45 sacs de froment et hypothéqua sa maison de Vétroz pour 400 écus d'or (*ibid.*).

⁴⁵¹ Grenat, *o. c.*, pp. 81-82. Cet auteur date bien cet acte de Ritter du 22 mai 1571 ; Aubert (*Trésor de l'Abbaye de St-Maurice*, p. 83) parle d'un acte du 22 juin 1570 portant dévolution à l'Etat du droit d'élection des Abbés. Il s'agit sans doute de deux documents complémentaires.

⁴⁵² Graven, *o. c.*, pp. 169-171.

⁴⁵³ Ainsi en est-il dans les recensements de 1798 et de 1802.

⁴⁵⁴ Par exemple, Mex avec St-Maurice (*Armorial* p. 168), Alesses et Dorénaz avec Collonges (*ibid.*, p. 80), Les Agettes avec Vex (*ibid.*, p. 3).

⁴⁵⁵ Recensement de 1811.

Pour conclure

Il y aurait intérêt à comparer châtelainies et paroisses, car une étude simultanée permettrait de mieux voir l'évolution des localités, avec le lent développement de leur personnalité civique et religieuse. Le temps et la place nous manquent pour aborder la géographie ecclésiastique de la région montheysanne (peut-être pourrions-nous y revenir un autre jour ?)...

Du moins, les notes que nous avons présentées ici ont-elles tendu à replacer le pays de Monthey dans le cours des événements qui ont profondément marqué les destins de tout le Vieux-Chablais. L'époque que nous avons parcourue a achevé la formation territoriale du Valais, en faisant passer le bas pays du régime savoyard au régime haut-valaisan. Pour autant qu'on peut l'apercevoir, la souveraineté ducale avait su s'attacher l'âme des populations, surtout dans la vallée d'Illiez, qui se rallia au Valais sans enthousiasme... Les localités de plaine paraissent au contraire avoir fait montre de diligence pour porter aux nouveaux maîtres leur adhésion. Les conditions politiques, religieuses, militaires jouèrent ensemble, et l'on discerne encore des jeux d'influences, surtout autour de la famille Sostionis qui rayonnait de St-Maurice à Vouvry.

« En suite de leur conquête pacifique, opérée en 1536 pour sauver la foi catholique et pour satisfaire à des besoins de domination », écrit Trottet, les VII Dizains « traitèrent Monthey en pays sujet et gouverné ». Ils y mirent cependant des formes, car « ils ne lui supprimèrent pas d'un trait de plume ses franchises et libertés », mais, dit cet auteur, « ils lui rognèrent, petit à petit, ses libertés. Par leurs gouverneurs, qui changeaient tous les deux ans, ils firent peser un joug onéreux et souvent dur sur ces populations habituées au traitement paternel des ducs de Savoie ⁴⁵⁸ ».

C'est l'opinion aujourd'hui répandue. Pourtant, Gonard fait entendre un autre son de cloche. « Les Bas-Valaisans n'avaient point de voix au gouvernement. Mais, quoi qu'on en ait dit par la suite, ils n'étaient pas si malheureux. Leurs „Seigneurs supérieurs“ se taillaient certes, en toutes choses, la part du lion. A cela près, nul souverain ne se montra plus paternel envers ses sujets. Les notables du Bas-Valais le servaient loyalement, et il n'était pas insensible à leur zèle. Pour les encourager tous, il en récompensait un petit nombre. C'est ainsi qu'en divers temps, la Diète avait décerné à quelques sujets des lettres de francs-patriotes. Ces lettres, qui leur

⁴⁵⁸ Trottet, *Annales valaisannes*, 1917, pp. 58-59.

donnaient droit de cité du Haut-Valais, les rendaient, eux et leurs descendants, habiles à toutes les charges de la république, à la seule condition que celui qui voudrait y aspirer vînt s'établir dans un Dizain ⁴⁵⁷ »

Que le gouvernement de la République étoilée ait été paternel comme l'avait été avant lui le gouvernement princier, c'est bien probablement la vérité, mais ce n'était pas là une cause suffisant à l'entière satisfaction des Bas-Valaisans. Ils restaient un peuple « sujet et gouverné » : ils ne participaient pas eux-mêmes à leur gouvernement... Et quand bien même le franc-patriotage octroyé à quelques-uns leur en donnait le droit, cela demeurait un privilège que seul pouvait atteindre le petit nombre. Et même, pour que la faveur ne fût pas purement théorique, était-il nécessaire d'aller habiter en amont de la Morgé de Conthey : autant dire, puisqu'il était requis de se déraciner, que l'on refusait obstinément de donner voix au Bas-Valais dans les conseils de la nation valaisanne.

En prenant possession des bailliages de la vallée inférieure, l'heptarchie des Dizains s'est simplement substituée à la monarchie de Savoie : nos fiers Patriotes, républicains lorsqu'ils se dressaient face à leur prince-évêque, se trouvaient une âme de seigneurs pour s'installer dans ce qu'ils regardaient comme d'anciens droits de la couronne ducal.

La souveraineté réservée, ils ne prétendaient point, cependant, léser les droits des communautés locales, dont ils confirmèrent à plusieurs reprises les libertés et franchises. Les autorités locales subsistent et les ressortissants des bailliages peuvent parvenir à tous les échelons administratifs, jusqu'à celui de lieutenant ou remplaçant des gouverneurs. Mais cette haute charge leur est elle-même refusée comme celle de grand-bailli, la magistrature suprême de la république. La Diète, qui réunit les députés de toute la confédération des Dizains, est fermée aux habitants des bailliages, non peut-être s'ils s'y présentent en solliciteurs, mais elle ne les admet jamais en tant que magistrats et législateurs. Et c'est cela qui finira par peser lourdement sur l'esprit et le cœur de populations qui ne peuvent comprendre pourquoi elles seraient destinées à une sujétion éternelle...

On reproche peut-être moins au régime du Haut-Valais des écarts qui peuvent se produire dans tous les régimes (on reconnaît même l'effort vers une administration juste et saine), que de n'avoir pas compris la nécessité d'appeler un jour ses sujets à devenir ses associés. Le temps de la domination des VII Dizains ne pouvait durer toujours. Les Bas-Valaisans demandaient à se gouverner eux-mêmes : peut-être n'eussent-ils pas fait mieux ni autrement que leurs maîtres, mais le paternalisme de leurs souverains ne réussissait point à leur faire oublier cette souveraineté dont on continuait de les exclure...

⁴⁵⁷ A. Gonard : *Le Général de Rivaz*, Neuchâtel, 1943, p. 89.

C'est au XVIII^e siècle que ces idées fermenteront, sous l'influence et à l'exemple des soulèvements qui éclatent dans la plupart des pays sujets. Quand ils comparent leur sort à celui des peuples des Dizains qui participent joyeusement à la vie politique de l'Etat, par leurs députés à la Diète, leurs hauts magistrats et leurs droits de référendum, les habitants des bailliages ne peuvent que trouver minime la part qui leur est faite...

A l'époque de Bérody, le vin de la colère n'a pas encore mûri sur les coteaux du Bas-Valais. Après les grands changements du XVI^e siècle, un tassement s'est opéré, une adaptation s'est faite. Le tumulte des luttes des Patriotes contre Hildebrand Jost n'atteint le Bas-Valais que faiblement : l'épicentre du séisme n'est pas là, parce que les droits politiques ne sont pas là. Mais les Bas-Valaisans en ressentent cependant des secousses, soit du fait des gouverneurs dont plusieurs sont adversaires acharnés du prélat, soit parce que l'écheveau des mariages apparente peu à peu les patriciats de Monthey et de St-Maurice à ceux du Haut-Valais. Après l'ère des conquêtes nationales, au XVI^e, la victoire des Patriotes sur le pouvoir épiscopal marque le XVII^e. Mais les vainqueurs sont plus aristocrates que démocrates encore. Les privilèges de lieux (les VII Dizains) et de personnes (les patriciats) s'épanouissent alors. Affermi sur les défaites de la principauté épiscopale et des revendications féodales, le régime est fait ; bien assis, il fonctionnera à plein vers le milieu de ce XVII^e siècle où nous sommes arrêtés.

Bérody est un bon témoin de son époque dans une petite ville du Bas-Valais. Observateur autant qu'érudit, il sait ouvrir les yeux et les oreilles. Il aime profondément son pays, en particulier tous ceux de sa nombreuse parenté. Très pieux, il porte à tous une universelle bienveillance, sans parti-pris. Dans sa *Chronique*, la vie est contenue, sans doute, mais on la sent présente qui affleure partout... Aussi, le texte de notre chroniqueur pourrait-il livrer beaucoup à qui l'étudierait davantage. Les douleurs et les joies s'y donnent rendez-vous.

Si, de toute l'action d'un siècle que nous avons esquissée, il fallait dresser le bilan, il faudrait probablement retenir comme les meilleures réussites : l'achèvement de la formation territoriale du Valais et la sauvegarde de la foi religieuse. N'y eût-il que cela, l'effort n'aurait pas été vain. Quant au duel des forces intérieures entre le principat de l'évêque et la république des Dizains, celle-ci l'emporta d'abord, mais son triomphe ne sera point définitif. De nouveaux craquements l'ébranleront au XVIII^e et le régime se défera à force de durer, pour n'avoir pas su se renouveler. Un jour, le Bas-Valais arrachera des mains de ses maîtres le glaive qu'eux-mêmes avaient arraché de celles de leur prince...

Magistrats du « gouvernement » de Monthey

1600 - 1660¹

Les gouverneurs (2 ans)²

Dizain		élection	fonction
Rarogne	Joder Kalbermatter	1598	1599-1601
Viège	Antoine Langmatter	1600	1601-1603
Brigue	Georges Lergien	1602	1603-1605
Conches	Paul Imoberdorf	1604	1605-1607
Sion	Antoine Waldin	1606	1607-1609
Sierre	Angelin Preux	1608	1609-1611
Loèche	Pierre Allet	1610	1611-1613
Rarogne	Jean Roten	1612	1613-1615
Viège	Jean Wiestiner	1614	1615-1617
Brigue	Gilg Jossen Bammatter	1616	1617-1619
Conches	Pierre de Riedmatten	1618	1619-1621
Sion	Balthasar Ambuel	1620	1621-1623
Sierre	Antoine Courten	1622	1623-1625
Loèche	Michel Mageran	1624	1625-1627
Rarogne	Hildebrand Roten	1626	1627-1629
Viège	Henri In Albon	1628	1629-1631
Brigue	Jérôme Welschen	1630	1631-1633
Conches	Martin Matlis	1632	1633-1635
Sion	Jean Udret	1634	1635-1637
Sierre	François Preux	1636	1637-1639
Loèche	Mathieu Werra	1638	1639-1641
Rarogne	Pierre Roten	1640	1641-1643

¹ D'après les recherches de la présente étude, l'*Armorial valaisan* édité par les Archives cantonales (Sion et Zurich, 1946) et les références données ci-après.

² S. Furrer : *Geschichte, Statistik und Urkunden-Sammlung über Wallis*, t. II, Sion, 1852, pp. 282-283 ; P. Bioley, dans *Annales valaisannes*, 1^{re} s., 1918, pp. 97-100.

Dizain		élection	fonction
<i>Viège</i>	Jost Venetz	1642	1643-1645
<i>Brigue</i>	Georges Michlig Supersaxo	1644	1645-1647
<i>Conches</i>	Maurice Jost	1646	1647-1649
<i>Sion</i>	Jacques Kalbermatter	1648	1649-1651
<i>Sierre</i>	François Courten	1650	1651-1653
<i>Loèche</i>	Théodule Willa	1652	1653-1655
<i>Rarogne</i>	Antoine Maxen	1654	1655-1657
<i>Viège</i>	Barthélemy Venetz	1656	1657-1659
<i>Brigue</i>	Jean Owlig	1658	1659-1661
<i>Conches</i>	Pierre de Riedmatten	1660	1661-1663

Les châtelains

BOUVERET, PORT-VALAIS ET VIONNAZ (3 ans)³

Dizain		élection	fonction
<i>Sion</i>	Martin Kuntschen	1608	1609-1612
<i>Sierre</i>	Jean Birbaum	1611	1612-1615
<i>Loèche</i>	Théodule Mayenzet	1614	1615-1618
<i>Rarogne</i>	Antoine Kalbermatter	1617	1618-1621
<i>Viège</i>	Georges Zuber	1620	1621-1624
<i>Brigue</i>	Marc Streler alias Lieben	1623	1624-1627
<i>Conches</i>	Thomas Volken	1626	1627-1630
<i>Sion</i>	Jean Dufrat	1629	1630-1633
<i>Sierre</i>	Etienne Courten	1632	1633-1636
<i>Loèche</i>	Jacques Allet	1635	1636-1639
<i>Rarogne</i>	Jean Stockalper	1638	1639-1642
<i>Viège</i>	Antoine Langmatter	1641	1642-1645
<i>Brigue</i>	Jean Lergien	1644	1645-1648
<i>Conches</i>	Pierre Biderbosten	1647	1648-1651
<i>Sion</i>	Paul Niclas	1650	1651-1654
<i>Sierre</i>	Pierre Heinen	1653	1654-1657
<i>Loèche</i>	Pierre Ambuel	1656	1657-1660
<i>Rarogne</i>	Nicolas Kalbermatter	1659	1660-1663

³ Furrer, o. c., t. II, p. 316 ; Tamini et Pannatier : *Essai d'hist. de Port-Valais*, St-Maurice, 1931, p. 83.

MONTHEY ⁴

Jean de Fonte (1 ^o)	1583 -	1584
Jean du Fay	1585	
Jean de Fonte (2 ^o)	1587 -	1606
Guillaume du Fay (1 ^o)	1607 -	1623
François Paërnat (1 ^o)	1624	
Barthélemy de Vantéry	1625	
François Paërnat (2 ^o)	1625 -	1626
Guillaume du Fay (2 ^o)	1627 -	1628
Jean-Gaspard du Fay	1629	
Guillaume du Fay (3 ^o)	1630	
Pierre Paërnat	1633 -	1644
Antoine du Fay	1645 -	1650
Jean de Vantéry	1654 - †	1678

ILLIEZ ⁵

Louis Marclay	1589 -	1604
Jean Avanthay	1605 -	1606
Mermet Bovard	1607 -	1614
Jean-Claude Nicod (1 ^o)	1615 -	1618
Nicolas Marclay	1619 - †	1624
Jean-Claude Nicod (2 ^o)	1625 -	1626
Pierre Bovard (1 ^o)	1627 -	1629
Jean Béro	1629 -	1630
Claude Fosserat	1631 -	1632
Pierre Bovard (2 ^o)	1633 -	1640
Louis Marclay (1 ^o)	1641 -	1644
Pierre Bovard (3 ^o)	1645 -	1648
Louis Marclay (2 ^o)	1649 -	1652
Pierre Bovard (4 ^o)	1653 -	1656
Pierre Marclay (1 ^o)	1657 -	1658
Pierre Bovard (5 ^o)	1659 -	1660
Pierre Marclay (2 ^o)	1661 -	1664

⁴ Listes de magistrats et fonctionnaires établies d'après les Archives communales de Monthey par J. Reymondeulaz, manuscrit en possession de la famille Trottet, Monthey (communication de M. Jean Marclay, Monthey). Cf. M. Trottet : *Les Autorités locales de Monthey (1400-1800)*, dans *Annales valaisannes*, 1^{re} s., 1917, pp. 55-62.

⁵ J.-E. Tamini et P. Délèze : *Essai d'hist. de la Vallée d'Illiez*, St-Maurice, 1924, pp. 104-105.

VOUVRY ⁶

Jean de Nucé (1 ^o)	1557 - 1572
François Boquis d'Allinges (1 ^o)	1572 - 1577
Jean de Nucé (2 ^o)	1577 - 1581
Petermand de Nucé (1 ^o)	1589 - 1594
François Boquis d'Allinges (2 ^o)	1594 - av. 1600
Petermand de Nucé (2 ^o)	1604 - 1607
François Boquis d'Allinges (3 ^o)	1616 - 1618
Jacques Boquis d'Allinges	16.. - 1629
Christian de Nucé (1 ^o)	1629 - 1630
Antoine de Nucé	1631 - 1632
Christian de Nucé (2 ^o)	1633 - 1650
Jean de Nucé	1653 - 1668

CHOËX ⁷

Jodoc Quartéry	1594 - † 1617
Claude Odet	1617 - 1643
Pierre Catelani	1643 - 1645
Barthélemy Quartéry	1650
Barthélemy Greyloz	1662 - 1666

CHIÈZES ⁸

Pierre Paërnat	1624
----------------	------

SAINT-GINGOLPH ⁹

Claude Tornéry senior (1 ^o)	1579 - 1597
Claude Tornéry junior	1597 ? - † 1605
Claude Tornéry senior (2 ^o)	1605 - † 1617
Jean-Jacques Tornéry	1617 - † 1630
Jean Tornéry	1631 - 1661

⁶ Cf. C. Levet : *Vouvry à travers les âges*, Sion, 1935, pp. 24, 25, 44-52 ; *Armorial valaisan*, pp. 39, 185.

⁷ Registre de la famille de Quartéry, manuscrit en possession de la famille Marclay (communication de M. Jean Marclay).

⁸ *Armorial valaisan*, p. 189, d'après les Listes Reymondeulaz.

⁹ Cf. A. Chaperon : *Monographie de Saint-Gingolph*, Annecy, 1913, pp. 212 sq. ; *Armorial valaisan*, pp. 225-226, 259.